

Dans une interview au « Monde »

L'AMIRAL GÉNÉRAL PELED  
CRITIQUE LA POLITIQUE  
DU GOUVERNEMENT ISRAÏËL

LIRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;  
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,  
17 f. ; Canada, 9,10 Cdn\$ ; Danemark, 225 F Dk\$ ;  
Espagne, 4,75 Ptas. ; France, 2,20 F ; Grèce, 35 dr. ;  
Irlande, 30 s. ; Italie, 200 L. ; Japon, 170 Y. ;  
Liban, 1,20 L.L. ; Luxembourg, 17 F. ;  
Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,80 G. ; Portugal,  
20 esc. ; Royaume-Uni, 225 F Stg. ; Suède, 3,75 Kr. ;  
Suisse, 1,20 Sfr. ; U.S.A., 80 cts ; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 4  
S. M. DES ITALIENS  
1547 PARIS CEDEX 16  
C.C.P. 4297-23 PARIS  
Tél. Paris 06 65472  
Tél. : 244-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## M. Schmidt et les euromissiles

Le chancelier Schmidt n'a beau s'entourer de toutes les précautions, son prochain voyage à Moscou semble toujours inquiéter les partenaires américains. À Bonn comme à Washington, on s'est employé à démentir que les lettres récemment échangées entre les deux capitales au sujet de ce voyage (une missive du président américain au chancelier a été complétée par un échange entre MM. Genscher et Muskie, chefs des diplomates des deux pays) aient constitué une mise en garde des États-Unis invitant l'Allemagne à ne pas affaiblir la décision arrêtée par l'OTAN en décembre dernier sur les euromissiles. Mais l'on peut se demander à quel point ce service de correspondance — dont il se confirme qu'elle porte en priorité sur les armes de théâtre — si les deux parties étaient en pleine harmonie à ce sujet.

Il est vrai que le chancelier a mis de l'eau dans son vin. Ses dernières déclarations apparaissent complètement alignées sur les positions de l'OTAN, dont il se borne à détailler les deux volets : décision d'installer cinq cent soixante-dix missiles balistiques de croisière à moyenne portée en Europe occidentale à partir de la fin de 1983, mais, parallèlement, offre de négociation avec l'U.R.S.S. sur le contrôle et la limitation de ces armements. Il est vraisemblable qu'il n'ira pas au-delà dans ses conversations de Moscou et se gardera de formuler toute autre proposition susceptible, pourtant, en n'ayant pas eu de succès, de précéder du défilé de trois ans nécessaire à la mise en place des armes de théâtre occidentales pour geler ces systèmes d'armes dans les deux camps.

En affirmant aujourd'hui que ce gel ne saurait dépasser trois ans, M. Schmidt se comporte en meilleur élève de la classe atlantique que les Soviétiques devraient la mise en place de leurs SS-20 — qui a été récemment accélérée et dépassé aujourd'hui le rythme d'un engin par semaine, — tandis que les Occidentaux continueraient de se préparer à leur propre déploiement en 1985.

Cette suggestion inquiète tout de même les Américains. « Un gel en ce moment », a dit le 16 juin le porte-parole du département d'État, mettrait en cause ce qui a été une décision laborieusement bâtie par l'OTAN et laisserait en place la situation que cette décision était, précisément, supposée résoudre, à savoir un avantage décisif de première importance dans le domaine des armes nucléaires de théâtre. Comme vient de le rappeler M. Fym, secrétaire britannique à la défense, à l'appui de la décision de son gouvernement d'accepter, sous réserve de missiles américains, deux bases nucléaires, l'U.R.S.S. qui n'a pas démantelé ses anciens systèmes « euro-stratégiques », dispose aujourd'hui de neuf cent trente engins à moyenne portée, soit d'un avantage de quatre à six sur l'OTAN. Même la mise en place des cinq cent soixante-dix Pershing-2 et missiles de croisière américains officiellement prévus ne suffira pas, par conséquent, à rétablir la supériorité numérique de l'Occident.

Le débat est encore aujourd'hui académique, sans la mesure où les Soviétiques ne veulent entendre parler ni d'une négociation tant que l'OTAN n'aura pas annulé ou suspendu sa décision de déploiement, ni même d'un gel. Selon eux, leurs nouveaux engins ne sont là que pour faire pièce à des armements anciens de leurs partenaires. Pourtant, cette attitude étonnante pourrait bien ne pas être définitive. On peut envisager que le Kremlin acceptera, voire proposera lui-même, un gel d'un an ou deux, lorsque son arsenal sera complet. La pression sera alors très forte en Europe, en particulier dans cette aile gauche de son propre parti, dont M. Schmidt doit tenir un compte croissant, pour revenir sur la décision de l'OTAN.

## Violences en Afrique du Sud

Plusieurs dizaines de personnes auraient été tuées pendant des émeutes au Cap

Le sang a de nouveau coulé en Afrique du Sud. La célébration du quatrième anniversaire des émeutes de Soweto, commencée le 16 juin, a été l'occasion de manifestations violentes dans plusieurs grandes villes dont Johannesburg, Durban et Pretoria. Mais c'est au Cap qu'ont eu lieu les affrontements les plus sanglants entre policiers et manifestants. Au moins trente personnes ont été tuées et deux cents ont été blessées par la police lors des émeutes, indique l'A.F.P., citant « une source bien informée ».

De nouveaux incidents ont éclaté mercredi matin, et la police a de nouveau ouvert le feu à East River, la cité méritée où ont eu lieu les troubles les plus graves. Des renforts de police ont été dépêchés au Cap.

De notre correspondant

Johannesburg. — Les émeutes de la capitale du Cap ont pratiquement cessé de se poursuivre mardi après-midi 17 juin. Pendant la nuit, on pouvait voir des colonnes de fumée s'élever vers le ciel et la police mobilisée en masse tentait en vain de réprimer les manifestations. A de nombreuses reprises, les policiers tiraient des coups de feu et si les responsables reconnaissent qu'il y a eu des morts parmi les manifestants, ils refusent encore mercredi matin d'en donner le nombre exact, ainsi que celui des blessés. Les journalistes sont interdits sur les lieux des émeutes, tout particulièrement les journalistes étrangers, accusés d'inciter les jeunes à la violence.

Lors d'une conférence de presse mardi, un porte-parole des forces de l'ordre, le colonel Leon Mollat, a refusé de nommer précisément les responsables des

troubles et n'a pas réussi à convaincre les journalistes étrangers du bien-fondé des accusations portées contre eux.

### La commémoration de la révolte de 1976

Mardi 17 juin devait être la dernière journée de commémoration des émeutes du 16 juin 1976, révoltes lycéennes contre le système d'éducation raciste et ségrégationniste imposé par le gouvernement nationaliste afrikaaner au pouvoir depuis 1948. Faut-il à cet égard, la situation s'est détériorée pour atteindre un point culminant pendant la nuit, avec construction de barricades, jets de pierres contre les véhicules et incendie de certains bâtiments.

CHRISTIANE CHOMBEAU.  
(Lire la suite page 3.)

## Une autre race d'innovateurs

par PIERRE DROUIN

L'Agence nationale de valorisation de la recherche organise le jeudi 19 juin à la Maison de la chimie une journée de réflexion sur le thème « Vingt-deux régions et l'innovation », au cours de laquelle M. Raymond Barre, premier ministre, et M. André Giraud prendront la parole.

Nécessité fait loi. La crise, en obligeant les producteurs à chercher de l'oxygène ailleurs que

dans une croissance forte et régulière, redonne toutes ses chances à l'innovation. Comment reconstruire un marché languissant sinon en lançant des produits de fabrication, des produits neufs, des systèmes d'organisation, des développements technologiques, ou de nouveaux services appelés par les infidélités du mode de vie ? En fait, qu'en est-il ?

### LA PARTICIPATION DANS LES UNIVERSITÉS

« Il faut appliquer la loi avant de la modifier » nous déclare M. Edgar Faure

Le Sénat doit examiner, jeudi 19 juin, de nouvelles propositions modifiant la loi d'orientation de l'enseignement supérieur. Ce texte accorderait plus de pouvoir aux professeurs de rang universitaire, dans les conseils d'université, alors que cette catégorie ne représente que 24 % des enseignants du supérieur. Expliquant ses réserves, le père de la loi d'orientation (adoptée après les événements de 1968), M. Edgar Faure, nous a déclaré qu'il ne voterait pas le nouveau texte « en l'état ».

(Lire page 14 et 15.)

## HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'EUROPE.

Publiée sous la direction de Georges Lefort et Roland Mousnier.



Tome 1: Des origines à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle.  
Tome 2: Du début du XIV<sup>e</sup> siècle à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
Tome 3: De 1789 à nos jours.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## Le pouvoir, les gaullistes et le 18 juin

• M. Giscard d'Estaing renonce à prendre la parole au Mont-Valérien

• Les députés R.P.R. attendent de M. Barre des apaisements sur l'affaire Dominati

POINT

### Records français

Record du nombre et de l'augmentation des chômeurs ; record de la hausse des prix ; record du déficit budgétaire et le dernier, mais non le moindre, record du déséquilibre de la balance commerciale. Sans parler du record des arrêts de travail en mai et de la baisse de la consommation.

Face à ce passif, l'effort : la reconstruction de l'industrie, l'augmentation de la productivité, le développement de l'investissement, la stabilité du franc.

Contraste ou contradiction entre la situation de l'industrie et celle de l'économie ?

Pendant ce temps, les députés battent tous les records de l'absence dans la discussion du projet abusivement nommé « sécurité et liberté ». Ce record et ce projet ne sont pas si étrangers qu'on le croit aux précédents. Outre que des syndicalistes risquent d'en être les victimes, la violence comme la délinquance sont la plus souvent le fait des plus déshérités. Et la France est au second rang pour la mortalité sociale — en Europe (1). Le pourcentage d'électeurs au 1<sup>er</sup> tour et à mesure que l'on s'élève dans l'échelle des professions.

S'attaquer aux causes réelles et non seulement aux effets tant de l'inflation que de la violence est le premier devoir des responsables politiques. Mais un gouvernement à bout de souffle et un président en fin de mandat le peuvent-ils ?

(Lire page 40 nos Informations sur le commerce extérieur.)

(1) Cf. Le Fox et le Proletaire, Emmanuel Todd (Robert Laffont).

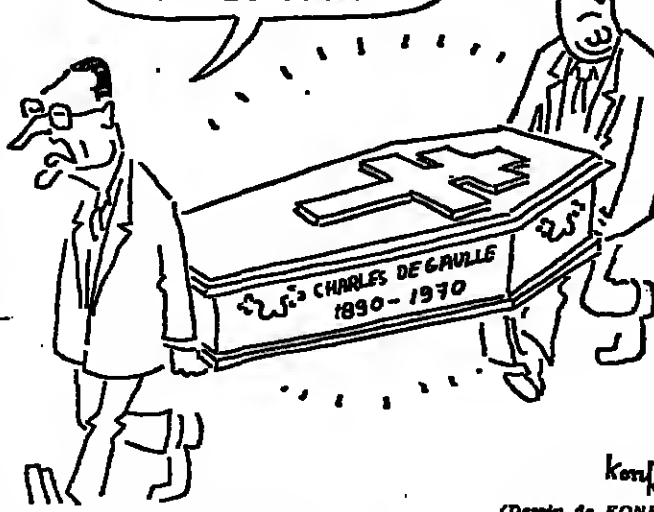
### AU JOUR LE JOUR

#### HÉRITAGE

Heureusement que tous les hommes politiques prennent la peine de nous préciser que le général de Gaulle n'appartient à personne et que nul ne peut s'en prétendre l'héritier, car à voir le comportement qu'ils ont tous, on pourrait vraiment s'y tromper.

MICHEL CASTE.

ON VA LE METTRE  
EN SUISSE.



(Dessin de KONE.)

### MÉTIERS ANONYMES

## Les musiciens de studio

Aujourd'hui, les arts ne sont plus considérés comme fantaisie d'une bohème tumultueuse, ils sont reconnus comme « professions artistiques » avec marché de l'emploi, syndicats, chômage. Pourtant, rares sont les artistes qui vivent de ce que le public connaît de leurs œuvres. Leur quotidien est assuré par des occupations parallèles qu'ils exercent en tout anonymat et pour lesquelles sont nécessaires leurs dons, leur expérience, les qualités qu'ils ont développées dans leurs activités de création. Là, ils compensent en recouvrant de leur nom un travail collectif, dont ils

prennent en charge la responsabilité et la gloire — éventuelle.

Entre rêves et réalisation existe une chaîne de métiers que l'on pourrait croire clandestins, car il n'en est pas souvent fait état. Pour en parler, « le Monde des arts et des spectacles » commence ce mercredi une série de reportages et de portraits. Francis Marmontel a interviewé un saxophoniste réputé qui « fait du studio », Jean-Louis Chautemps. Serge Loupien est allé regarder et écouter les forçats de la musique de fond sonore.

(Lire pages 20 et 21.)

### « LE MONDE »

peut-être demain  
dans un supplément  
de quatre pages  
en témoignage

DE JEAN MARIN

EN ANGLETERRE

DE DUNKERQUE

AU 18 JUIN 1940

L'abondance de l'actualité nous contraint à reporter d'un jour la publication de ce récit.







Le Monde

## étranger

## AMÉRIQUES

## Argentine

## La désignation du successeur du président Videla divise les militaires

Buenos-Aires (A.F.P.). — La succession du président Jorge Rafael Videla, qui sera décidée en septembre prochain, donnera lieu à une chaude lutte, dont l'arbitre pourrait être en dernier ressort l'armée de l'air, composante majeure du pouvoir tricolore argentin.

La désignation du nouveau président, qui entrera en fonction pour trois ans en mars 1981, est dévolue à la haute instance de gouvernement, composée des commandants en chef de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation, respectivement le général Leopoldo Galtieri, l'amiral Armando Lambruschini et le général Oscar Raffagna. Chacun doit présenter deux candidats au moins, trois au plus.

Trois noms sont assurés de figurer dans les propositions des trois armées : ceux du général Roberto Viola, ancien commandant en

chef de l'armée, pour l'armée de terre ; de l'amiral Emilio Massera, ancien commandant en chef de la marine, pour cette arme, et du général Osvaldo Cacciatore, maire de Buenos-Aires, pour l'aviation.

Sur les autres noms, les hypothèses sont nombreuses. Il a été question du général Albano Harquinguy, ministre de l'Intérieur. Mais il ne paraît pas avoir de sérieux appuis dans l'armée. On parle beaucoup du général Leopoldo Galtieri, qui a l'avantage de servir de la marine et de l'aviation, respectivement le général Leopoldo Galtieri, l'amiral Armando Lambruschini et le général Oscar Raffagna. Chacun doit présenter deux candidats au moins, trois au plus.

Quand le général Viola avait, à la fin de 1975, cédé son commandement à un homme choisi par lui, il apparaissait comme le favori pour succéder au président Videla. En plus des solides appuis dont il jouissait dans l'armée, il passait, et passe encore,

pour avoir le profil du présidentiable : homme du processus de réorganisation nationale, c'est-à-dire de l'équipe qui a renversé le régime péroniste en mars 1976, ancien commandant en chef de l'armée avant de passer à la réserve, il a, en toutes circonstances, montré un sens politique aigü.

Cette dernière qualité devrait être un atout de poids, et comme on le voit, la période 1981-1984 prend, avec la consolidation du processus de « normalisation », un caractère d'« éminence politique ».

Pour l'heure, le général Viola reste apparemment le favori de l'armée de terre, à laquelle revient, étant donné son poids spécifique, la présidence. Mais rien n'est encore joué. Cette candidature ne serait guère du goût de la marine, considérée comme l'armée la plus dure, dans la conduite, tant des affaires intérieures qu'internationales. Elle craint que le général Viola, vu ses convictions politiques, ne succombe à la « tentation populiste ». A en croire les rumeurs qui ont couru ces derniers jours, la marine lui opposerait le général Galtieri, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a guère cherché jusqu'ici à ménager le monde politique.

C'est l'homme de la petite phrase « les urnes sont bien gardées », en apparence peu enclin à précipiter le processus actuel pour donner « un caractère plus civique et politique » au prochain gouvernement.

Si la marine s'obstine dans son opposition au général Viola, l'armée de l'air pourrait bien, cette fois, se trouver en position d'arbitre. D'autant plus que la junte paraît décidée à éviter de porter l'affaire devant une « junte élargie », comme cela s'est produit en 1978, lors de la désignation à la présidence du général Videla. Devant le refus de la marine d'entériner le choix de l'armée de terre, il s'agit de faire passer la main à la junte, regroupant les généraux de division, les amiraux et les généraux de l'aviation pour trancher le litige.

Cet ultime recours porte atteinte à la cohésion apparente de la junte, organe suprême du pouvoir, et nuit avant la lettre au prestige du futur président. Il risque, en plus, de susciter des candidatures extrêmes et peu souhaitables, et d'éclairer au grand jour de profondes dissensions au sein de l'armée de terre.

## Ouganda

## REFUSANT LES CONDITIONS POSÉES A SON RETOUR

## L'ancien président Lule renonce à regagner Kampala

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Pour plusieurs dizaines de milliers d'Ougandais, le mardi 17 juin restera comme une « journée des désespoirs ». Beaucoup avaient passé la nuit à l'aéroport d'Entebbe pour être en bonne place lorsque arriverait le petit avion ayant à son bord M. Yusuf Lule, respectable professeur de soixante-huit ans, premier et éphémère président de l'Ouganda après Amin. L'homme qu'ils souhaitaient voir revenir au pouvoir. Tout au long des 40 kilomètres qui relient l'aéroport à Kampala, la foule avait dressé des arcs de triomphe et érigé des milliers de feuilles de bananiers pour saluer son héros. Sur City Square, la grande place de la capitale, des milliers de supporters du Democratic Party (D.P.), attendaient patiemment le début du meeting dont M. Lule était la tête d'affiche. En vain, car il n'y eut ni discours ni messe d'action de grâce à la cathédrale. N'importe, M. Lule n'est pas rentré d'exil.

Sur un autre aéroport, celui de Nairobi, il a attendu plus de sept heures, vainement lui aussi, l'engagement écrit de la commission militaire, actuellement au pouvoir à Kampala, qu'il serait, une fois rentré dans son pays, libre de ses mouvements et que sa sécurité personnelle serait convenablement assurée. A la place de ce document, les militaires de l'Ouganda ont publié un communiqué — signé de M. Paulo Mwanga, président de la commission — imputant à M. Lule des conditions qu'ils savaient parfaitement inacceptables.

Ce communiqué demandait à l'ancien chef d'Etat « de renoncer à certaines de ses déclarations antérieures tendant à monter la population contre les forces tanzaniennes, l'armée de libération nationale ougandaise, la République que-sœur de l'Amérique et son leader ». Il exigeait également de M. Lule qu'il se dissocie « publiquement de certaines organisations politiques », notamment de l'Uganda National Union (UNU), mouvement violemment hostile au régime en place qui assurait de « 60 milliards de dollars » — et non pas de dollars — prévus en 1980 dont on pense qu'elles s'accroîtraient de 10 % par an.

M. Lule a estimé ces exigences inacceptables et rejeté ces « fausses accusations ». Au cours des dernières semaines, il avait demandé à plusieurs reprises le retrait d'Ouganda des douze mille soldats tanzaniens. Il ne pouvait se déjuger sur ce point capital à ses yeux. « Si je renonce sur mes déclarations », a-t-il dit mardi à Nairobi, cela signifierait que j'approuve la politique actuelle de la Tanzanie en Ouganda. Or, ce n'est pas le cas. Je ne peux renoncer dans mon pays. Je suis déçu. Mon corps est grippé, mais mon âme est libre. » M. Lule a accusé la commission militaire d'avoir « agi sur les instructions de la Tanzanie ».

Dans cette affaire, l'attitude des dirigeants du D.P. n'apparaît pas clairement. Selon le communiqué de la commission militaire, ceux-ci n'avaient pas invité M. Lule à rentrer en Ouganda. Une défection du parti serait même venue la semaine dernière à Nairobi pour lui conseiller « dans l'intérêt national » de retarder son retour. Certains leaders de ce parti, principale force d'opposition à l'U.P.C. de M. Obote, ont tenté d'empêcher la nomination de M. Lule comme candidat à la présidence de la République. Lundi, celui-ci avait souligné qu'il rentrerait au pays « en tant que citoyen privé et qu'ancien chef d'Etat ». Il espérait, de toute évidence, être désigné comme candidat par la conférence nationale de son parti qui se réunira jeudi. Empruntant la même procédure que son principal rival, M. Obote, il se mettait, du moins le pensait-il, à l'abri de toute objection juridique. Mais les dirigeants ougandais, largement favorables à M. Obote, ne l'ont pas entendu ainsi.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● ERRATUM. — Une erreur de transmission a déformé un passage de l'article consacré au plan quinquennal algérien, dans notre édition datée du 17 juin. Il fallait lire : « Le financement des investissements dépendra des recettes d'exportation des hydrocarbures » (60 milliards de dollars) — et non pas de dollars — prévus en 1980 dont on pense qu'elles s'accroîtraient de 10 % par an.

## AFRIQUE

## Libéria

## Les suites de l'arrestation du fils de l'ancien président Tolbert

## LE GOUVERNEMENT N'A PAS CONFIRMÉ LA DEMANDE DE RAPPEL DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE

On indiquait à Paris, de source autorisée, mardi 17 juin, que la France n'a pas reçu de notification écrite de la part des autorités libériennes demandant le rappel de M. Louis Delort, ambassadeur de France à Monrovia (le Monde du 17 juin). Aussi, le gouvernement français considère « qu'il y a bon espoir que les relations entre le Libéria et la France retrouvent un climat plus serein et que notamment la demande de rappel de l'ambassadeur ne soit pas confirmée ».

C'est M. Gabriel Bacchus Mathers, ministre libérien des affaires étrangères, qui avait annoncé dimanche soir dans une allocution télévisée le rappel de l'ambassadeur de France, motivant cette démarche par le fait que les locaux de l'ambassade avaient servi de lieu d'asile au fils de l'ancien président Tolbert, M. Adolphus Tolbert, qui s'était réfugié trois jours après le coup d'Etat d'avril dernier.

M. Adolphus Tolbert a été arrêté samedi par des éléments de l'armée libérienne qui ont fait irruption dans l'ambassade de France. En ce qui concerne le sort qui lui serait réservé, il semble qu'il n'y aurait désormais pas de soucis graves à se faire pour sa vie. Cet optimisme relatif repose sur le fait qu'à la réunion, lundi, à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire), de quatre chefs d'Etat africains (Côte-d'Ivoire, Togo, Guinée, Sierra-Leone) avec le président libérien, le sergent Doe, le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, a vu de son influence pour obtenir de celui-ci qu'il normalise au plus vite la vie politique dans son pays. D'autre part, à l'issue de la rencontre, les participants ont décidé de se rencontrer de nouveau à Monrovia le 28 juin.

An Libéria, les autorités ont décidé, mardi, d'interdire la sortie du territoire national aux citoyens libériens et de passer par les armes les militaires accusés de corruption, ainsi que les personnes qui les auraient corrompus. La suppression des viols de sorcellerie a été décidée par le chef de l'Etat lui-même, le sergent-chef Samuel K. Doe, « pour des raisons de sécurité ».

## VIOLENCES EN AFRIQUE DU SUD

(Suite de la première page.)

Les personnes se rendant à l'aéroport du Cap ou en venant de l'étranger sont confrontées à la route traversant des quartiers libérés, et la police fut contrainte de transporter les voyageurs dans des véhicules anti-émeutes.

Cette flambée de violence s'explique par l'amertume et la frustration accumulées depuis plusieurs années. Il y a plus de deux mois que les lycéens ont organisé une grève pour protester contre les discriminations dont ils sont l'objet à tous les niveaux dans l'enseignement. Bien que le système d'apartheid soit légalement aboli pour les Métis, celui-ci leur refuse cependant les droits fondamentaux des citoyens (égalité avec les Blancs), leur impose des lieux de résidence, des représentations séparées, des salaires inférieurs, etc.

Aujourd'hui, ces jeunes Métis s'identifient avec les Africains et dans leurs revendications réclament un large soutien de leurs parents.

La situation est telle qu'il est tout à fait probable que ce qu'il se passera le jour suivant. Tout peut arriver. Cette amertume des Métis du Cap est en effet vivement ressentie à travers les autres communautés non blanches dans le reste du pays.

De petites échauffourées ont à nouveau eu lieu mardi à Soweto, cité-dortoir africaine de la banlieue de Johannesburg, mais il semble qu'aucun incident grave ne se soit produit. Dans les cités noires de Bloemfontein, les manifestations ont continué mardi, ainsi que dans la banlieue de Durban, où des autobus ont été assiégés par des personnes lançant des pierres.

Mais une nouvelle grève attire actuellement l'attention, celle des 4 000 ouvriers de Volkswagen à Uitenhage, près de Port-Elizabeth, qui demandent une hausse de salaire. La direction a décidé mercredi matin de fermer l'usine et de renvoyer chez eux les ouvriers, mais le mouvement a gagné deux autres entreprises de l'industrie automobile.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## Etats-Unis

## Un élément défaillant dans un ordinateur était à l'origine des fausses alertes nucléaires

Washington (A.F.P.). — Les fausses alertes nucléaires survenues les 3 et 6 juin derniers aux Etats-Unis provenaient d'un élément défaillant de la taille d'une pièce de monnaie et valant moins de 100 dollars, situé dans un ordinateur, a indiqué, mardi 17 juin, M. Gerald Dinnien, haut fonctionnaire du Pentagone.

M. Dinnien a rappelé que dans les deux cas les erreurs avaient été détectées dans un délai de deux à trois minutes. Il a affirmé qu'aucun moment il n'y avait eu risque de déclenchement « par erreur » d'une guerre atomique.

Le circuit défaillant, a-t-il précisé, ne se trouvait pas dans des ordinateurs du système d'alerte, mais dans un appareil reliant l'ordinateur central au commandement stratégique de l'armée de l'air (SAC) ainsi qu'à

la salle de commandement central du Pentagone.

Lors des fausses alertes, les équipages des bombardiers stratégiques du SAC avaient mis leurs moteurs en marche et les servants des missiles intercontinentaux américains avaient été mis en état d'alerte renforcée, mais il ne s'agissait que de mesures de précaution, a encore déclaré M. Dinnien. Aucune manœuvre n'avait été entreprise pour préparer le départ des armes stratégiques, a-t-il souligné.

M. Dinnien, qui est chargé au Pentagone des communications, du commandement et du renseignement, a affirmé que les fausses alertes ne mettaient pas en cause l'ensemble du système de surveillance stratégique américain. Toutefois, une révision des procédures d'alerte est en cours, a-t-il indiqué.

## Bolivie

## L'EXTRÊME DROITE FOMENTE DES INCIDENTS A SANTA-CRUZ

Santa-Cruz (A.F.P. Reuters). — Des militants armés du parti d'extrême droite Phalange socialiste bolivienne ont attaqué, le mardi 17 juin, la préfecture de la ville de Santa-Cruz, à un millier de kilomètres à l'est de La Paz, et se sont emparés d'une station de radio.

Le préfet, M. Walter Pereira, ainsi que deux de ses collaborateurs et un journaliste ont été blessés lors de l'attaque, a déclaré la police. M. Pereira avait tenté de persuader des militants d'extrême droite de mettre fin à la grève de la faim qu'ils ont entamée pour obtenir le départ de l'ambassadeur américain à La Paz, M. Marvin Weissman, qu'ils accusent d'être impuissant dans les affaires intérieures boliviennes. M. Weissman aurait tenté d'empêcher un coup d'Etat militaire, ces dernières semaines.

La radio occupée par la Phalange a lancé des appels à la mobilisation populaire contre l'ambassadeur américain. A La Paz, la présidente, Mme Lidia Gueiler, a réuni d'urgence son cabinet pour examiner la situation à Santa-Cruz. Les incidents dans cette ville ont à nouveau fait monter la tension dans le pays, onze jours à peine avant les élections générales.

## Cuba

● Le Pen Club dénonce les conditions d'emprisonnement du poète cubain Armando Valladares détenu depuis vingt ans, dans un communiqué rendu public le mardi 17 juin. D'autre part, le centre français du Pen Club international publie le texte d'une lettre du poète envoyée le 15 avril à sa femme, réfugiée à Miami, dans laquelle il dénonce « une situation de privations et de répression dans toutes les prisons ». A Valladares déclare qu'il est, depuis le 2 avril, en état de semi-liberté, mais qu'il est privé de médicaments contre l'asthme, de linge, de nourriture et même de trousses à dents. « Ils finissent par m'assommer », écrit encore le prisonnier, et je crois qu'il est en train de créer les conditions pour cela. Je suis complètement isolé, sans courrier depuis un an et maintenant privé de visite ». — (A.F.P.).

## LES DÉLÉGUÉS DÉMOCRATES FAVORABLES A M. CARTER SE RÉUNIRONT EN JUILLET A WASHINGTON

Washington (U.P.I.). — Les délégués démocrates à la convention nationale du parti qui ont exprimé leur préférence pour M. Carter seront invités à la mi-juillet à Washington, a indiqué, lundi 16 juin, un porte-parole du comité pour la sélection du président. Le porte-parole a refusé d'indiquer si cette réunion, qui durera trois jours, était destinée à contraindre les efforts du sénateur Kennedy pour faire changer d'opinion les délégués déjà acquis à M. Carter.

Il faut 1 600 délégués pour obtenir la majorité à la convention. Le président Carter en a 1 500, le sénateur Kennedy 1 221, et 113 délégués ont refusé jusqu'à présent de choisir entre eux deux.

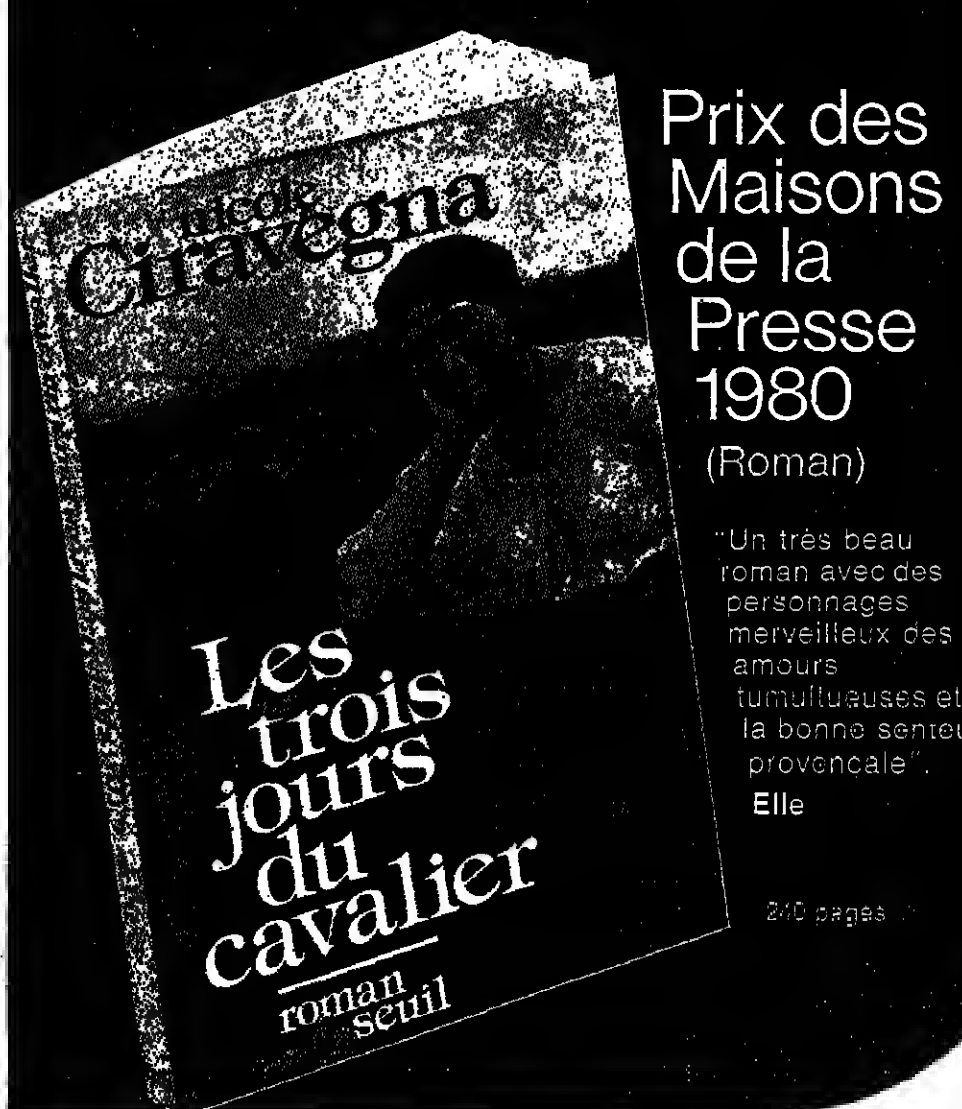
Depuis plusieurs semaines, une cinquantaine de collaborateurs du sénateur du Massachusetts parcourent le pays pour prendre contact avec les délégués jugés incertains. Lors de leur désignation, par des primaires ou des « caucus », les délégués démocrates sont tenus de déclarer leur préférence ou de proclamer nettement qu'ils conservent leur liberté de choix, mais de toute façon la convention est souveraine et fixe elle-même ses propres règles.

Il semble cependant peu probable que M. Kennedy puisse réellement gêner la désignation de M. Carter comme candidat du parti démocrate, ni même qu'il le souhaite. Le maintien de la candidature du sénateur, qui affaiblit le parti, pourrait lui être reproché s'il tente à nouveau sa chance en 1984.

● M. Ronald Reagan ne se rendra pas en Europe après la convention nationale du parti républicain qui se tient à la mi-juillet, a-t-on appris lundi 16 juin dans l'entourage du candidat républicain à la Maison Blanche. M. Richard Allen, conseiller de politique étrangère du candidat, avait proposé que M. Reagan aille cet été en Grande-Bretagne, en France, en Belgique et en R.F.A., mais cette proposition n'a pas été retenue. — (A.F.P.).

## Le seuil vous souhaite un été...

## ...couronné



Prix des Maisons de la Presse 1980 (Roman)

« Un très beau roman avec des personnages merveilleux des amours tumultueuses et la bonne senteur provençale ». Elle

240 pages

CHRISTIANE CHOMBEAU.











# DIPLOMATIE

## LE VOYAGE DE M. CARTER EN EUROPE

### L'« euronéutritisme » est au cœur des préoccupations américaines

M. Carter quitte les États-Unis, jeudi 19 juin, pour effectuer une tournée européenne. Le président des États-Unis se rendra d'abord à Rome puis à Venise où il participera dimanche et lundi, 22 et 23 juin, au sommet des pays industrialisés. Il visitera ensuite Belgrade, Madrid et Lisbonne.

Washington. — Art Buchwald, journaliste américain connu des deux côtés de l'Atlantique, donnait récemment à M. Muskie, dans le Washington Post, ce qu'il intitulait « une leçon de diplomatie ». « Si l'on avait vraiment voulu que la France ne participe pas aux Jeux olympiques, explique-t-il, le secrétaire d'État aurait dû prendre M. François-Poncet de part (les Français aiment beaucoup les cachotteries) et lui dire : Nous tenons à ce que les Français soient à Moscou, parce que nous pensons que vos athlètes sont les seuls qui puissent battre les Russes ». De même aurait-il dû encourager « Valéry à rencontrer Leonid ». « M. Muskie doit apprendre, explique Art Buchwald, ce que tous les touristes ont vu à Paris avant : si vous voulez que les Français fassent quelque chose, il faut leur demander de faire le contraire ». Simultanément, le New York Times publiait une chronique de la même veine de Russel Baker intitulée : « Comment déjouer les ruses gauloises ».

A en juger par la presse, qui relève beaucoup plus ce que pense la classe politique que l'Amérique moyen (celui-ci ne manifeste aucune animosité contre les Français et les produits français, bien au contraire), l'opinion américaine est faite une fois pour toutes : la France est incorrigible et intempérable.

Dans le dernier numéro du mensuel Commentary, M. Walter Laqueur, qui dirige à l'université de Georgetown de Washington le Centre de recherches sur les études internationales, écrit que « la mentalité de Vichy » est sous-jacente sous « la philosophie post-gaulliste ». « La fierté nationale et une supériorité supérieure, écrit-il, ne sont qu'un masque à l'indolence et le dédainisme qui s'étendent sur Paris dès qu'on vent froid souffle de l'Est et que les producteurs de pétrole font entendre des bruits menaçants ».

La politique française, écrit-il encore, n'est inspirée que par le « cynisme », un esprit de « petit boutiquier » et la « rationalisation de la folie ». Si de tels jugements sur la France ne sont pas nouveaux — encore qu'ils s'expriment rarement avec autant de virulence — les Américains découvrent aujourd'hui que la « perversité » des Français gague du terrain dans toute l'Europe. La presse américaine s'interroge nerveusement sur les « élites rebelles » (New York Times) et sur ce que Walter Laqueur appelle l'« euronéutritisme ». L'Europe, selon ce dernier, est en train de « franco-finlandiser » (expression dont l'auteur serait M. Brzezinski, conseiller de M. Carter), c'est-à-dire de « subordonner totalement son ordre politique aux intérêts et aux souhaits de l'Union soviétique ».

La Grande-Bretagne, il est vrai, bénéficie toujours d'une indulgence certaine. Mme Thatcher est une vedette télévisuelle.

De notre envoyé spécial

Son franc-parler fait recette, et les mauvaises farces qu'elle joue à ses partenaires de la Communauté sont plutôt inscrites à son crédit.

C'est à peine si on s'est aperçu ici que les Britanniques avaient décidé avant les Français d'aller aux Jeux de Moscou, et que le gouvernement de Londres s'abstient sans ménagement une bonne part des sanctions européennes contre l'Iran. A quelle campagne de presse n'aurait-on pas assisté si la France permettait un tel manque de solidarité atlantique ? Cependant, lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, avec sa diplomatie indépendante dans l'affaire afghane et surtout au Proche-Orient, où il s'entend à merveille avec les insupportables Français, commence à agacer franchement l'Amérique officielle.

L'Italie recueille quelque faveur : aucune occasion n'est manquée de faire l'éloge de M. Cossiga qui, en décembre, a accepté les nouveaux euro-missiles sans tergiverser. Mais chacun sait que la fragilité et l'instabilité de l'Italie interdisent qu'on puisse miser sur elle.

Le pays qui inquiète sérieusement est l'Allemagne fédérale. Il n'est pas de jour où les journaux les plus influents ne mettent en vedette le « refroidissement » des relations germano-américaines (New York Times), voire le dédain des Allemands de l'Ouest pour les États-Unis (Washington Post). La prochaine visite de M. Schmidt à Moscou, sa suggestion de « geler » le programme des euro-missiles, la perte de confiance envers les Américains révélée par de récents sondages, leur attachement à la détente et à la multiplication des contacts entre les deux Allemagnes, l'indépendance d'une partie du R.F.A., parti gouvernemental, pour le Kremlin, l'importance du commerce entre la R.F.A. et l'Europe de l'Est sont autant de très mauvaises notes inscrites sur le carnet scolaire du pays jugé jusqu'à présent sans discussion comme « le meilleur élève de la classe atlantique ».

C'est sur ce fond de tableau peu engageant que va se dérouler le sommet de Venise. Il doit être en principe consacré aux questions économiques, mais, qu'il s'agisse de la conjoncture du système monétaire, de l'énergie, du dialogue Nord-Sud ou du commerce international, personne n'apporte dans ces dossiers de programme prometteur ni de projet imaginatif. Et chacun sait qu'il est impossible d'opérer un redressement économique sérieux sur le terrain mouvant de la crise internationale actuelle, qui affecte les principales sources pétrolières de l'Occident. Soit à sept, soit en plus petit comité, les chefs d'État et de gouvernement essaieront de coordonner leur action dans le vaste espace — « le ventre mou de l'Asie » — qui va de la Méditerranée orientale à la péninsule indienne et où se situent les centres des tensions les plus aiguës : le Proche-Orient, l'Iran et l'Afghanistan.

De l'Iran il y a peu à dire. Les Américains, depuis l'échec de leur tentative de sauvetage, attendent, semble-t-il, que l'évolution de la situation intérieure amène à Téhéran un pouvoir

coherent capable d'écouter, de parler et d'agir. Au Proche-Orient, Européens et Américains viennent de définir leurs positions respectives. Les Européens vont poursuivre leur « initiative », mais il est hautement improbable que Washington bouge et que ce soit avant les élections présidentielles.

#### L'aide de la C.I.A. à la résistance afghane

Reste l'Afghanistan. Depuis l'intervention soviétique, les Américains ont agi dans deux directions. 1°) Les sanctions. — La polémique sur les Jeux olympiques, quelles que soient les implications, n'a plus qu'un intérêt rétrospectif. Les sanctions cérémonielles ne semblent pas avoir l'effet escompté. Les Européens ne se sont pas substitués aux Américains comme fournisseurs, mais les Soviétiques ont trouvé, jusqu'ici sans grande difficulté, sur le marché mondial, au moins les deux tiers des approvisionnements refusés par Washington. Les Américains insistent pour un embargo technologique. Les Européens ne disent pas non, mais ils estiment qu'il ne peut être efficacement mis en œuvre que s'il se limite strictement à la technologie très avancée, produite par un petit nombre de pays. Un embargo trop étendu serait, comme l'embargo des céréales, aisément contourné. Cette question est en discussion au sein du Cocom, organe de l'O.C.D.E. créé pendant la guerre froide pour contrôler le commerce entre l'Ouest et le monde communiste, et que la détente avait mis en sommeil.

2°) Le renforcement aéronaval américain dans la région du Golfe. — Les Américains ont passé des accords militaires avec Oman et l'Égypte et espèrent en conclure avec d'autres pays. Ils auraient même envisagé de participer à « un accord-cadre politique » dans la région, mais ils auraient finalement jugé impraticable.

Dans un premier temps, c'est donc à l'établissement d'une ligne de repli qu'ils se sont employés, donnant l'impression de passer à l'attaque par petites étapes et pertes. Puis l'ampleur prise par la résistance afghane aurait fini par infléchir la politique américaine. Selon des indications officielles, mais qu'il est bien entendu impossible de préciser et de confirmer, la C.I.A. dispose, pour aider les Afghans, de crédits importants dont elle n'a employé qu'une faible partie. Elle se procurerait sur le marché noir mondial, à l'intention de la résistance afghane, des armes légères provenant de préférence des pays communistes. Elle se refuserait en revanche à fournir aux Afghans des armes antichars et antihélicoptères perfectionnées d'origine américaine, qui lui seraient cependant utiles, car afin d'éviter de provoquer trop ouvertement les Soviétiques.

La ligne suivie par les Européens à l'égard de l'Afghanistan est sensiblement différente. Sans nier l'intérêt du renforcement militaire américain dans la région du Golfe ni d'un éventuel embargo technologique contre l'U.R.S.S., c'est sur la résistance afghane qu'ils mettent l'accent. Qu'elle s'agisse de l'armée rouge est installée en Afghanistan pour toujours. Au plan politique les Européens estiment que c'est moins sur l'Occident que devrait se concentrer l'attention. Ils estiment que sur le monde islamique, les bonnes volontés du tiers-monde en général (celle de l'Inde notamment) étant également souhaitées.

Une telle orientation, pour complexe qu'elle soit, aurait un

double avantage : d'une part, elle éviterait autant que possible de transformer la crise afghane en une confrontation Est-Ouest directe ; d'autre part, par le biais d'un accord régional avec le retour de l'Afghanistan à la neutralité comme objectif, elle offrirait à l'U.R.S.S. une porte de sortie quand elle se sera rendu compte qu'elle ne peut venir à bout de la résistance.

En fin de compte, beaucoup d'Européens sont persuadés que la crise afghane fournit l'occasion à ne pas manquer d'un rapprochement entre l'Occident et le monde islamique. Les Américains, bandicaps à la fois par l'affaire d'Iran et par leur entêtement vis-à-vis des Palestiniens et autres Arabes, sont mal placés pour favoriser une telle opération, qui équivaudrait pour eux à une « révision déclinatoire ».

Ils devraient au moins admettre, toutefois, qu'en certaines circonstances il est préférable que les États-Unis et l'Europe ne soient pas alignés et jouent des rôles complémentaires. En dépit des prises de position officielles, il ne manque pas dans l'administration de personnalités très haut placées pour le reconnaître en privé. Concluant, le 13 juin, une longue enquête sur les relations euro-américaines, le Christian Science Monitor se prononçait pour « une décision du traité » dans les problèmes où le tiers-monde est impliqué, il pourrait être bon de reconnaître que la force entre alliés résulte quelquefois de la diversité ».

MAURICE DELARUE.

### DRÖITS DE L'HOMME

Selon les « Amis de la République de Chypre »

DEUX MILLE CHYPRIOTES SERAIENT DÉTENUÉS EN TURQUIE DEPUIS L'INVASION DE 1974

L'Association des amis de la République de Chypre (1) vient de publier un appel en faveur des Chypriotes disparus depuis le débarquement turc de 1974 et l'occupation de la partie nord de l'île. Le 15 juin, jour de l'anniversaire de l'invasion, les Chypriotes seraient au nombre d'environ deux mille, selon l'association, qui écrit : « Pourquoi donc les autorités turques s'obstinent-elles à nier la détention dans leurs prisons de ces deux mille Chypriotes, et à interdire la venue dans leur pays d'une commission internationale dont la mission serait d'enquêter sur leur sort ? » D'abord, il est clair que le gouvernement turc utilise ces disparus comme de véritables otages, dont la sécurité serait compromise si ceux-ci étaient libérés. Ces Chypriotes seraient au nombre d'environ deux mille, selon l'association, qui écrit : « Pourquoi donc les autorités turques s'obstinent-elles à nier la détention dans leurs prisons de ces deux mille Chypriotes, et à interdire la venue dans leur pays d'une commission internationale dont la mission serait d'enquêter sur leur sort ? » D'abord, il est clair que le gouvernement turc utilise ces disparus comme de véritables otages, dont la sécurité serait compromise si ceux-ci étaient libérés. Ces Chypriotes seraient au nombre d'environ deux mille, selon l'association, qui écrit : « Pourquoi donc les autorités turques s'obstinent-elles à nier la détention dans leurs prisons de ces deux mille Chypriotes, et à interdire la venue dans leur pays d'une commission internationale dont la mission serait d'enquêter sur leur sort ? »

(1) 30, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.

### Une « cellule de crise » au Quai d'Orsay

Les locaux, une « suite » au premier étage d'un bâtiment situé dans le cour intérieur du Quai d'Orsay, à proximité immédiate du cabinet du ministre, n'ont pas été encore débarrassés des cartons du Tchad et du Olan de N'Djamena, autour desquels les experts du Quai ont mis au point, en mars dernier, l'évacuation de huit cents Français menacés par les combats dans ce pays. La « cellule de crise » du ministère des affaires étrangères a alors fonctionné pour la première fois.

Auparavant, on avait essayé de mettre sur pied une organisation ad hoc, analogue à celles qui existent depuis plusieurs années dans les capitales étrangères, notamment au département d'État, pour répondre aux situations « inséparables, relativement dramatiques et impliquant un certain nombre d'actions à engager à l'étranger ».

Auparavant, on avait essayé de mettre sur pied une organisation ad hoc, analogue à celles qui existent depuis plusieurs années dans les capitales étrangères, notamment au département d'État, pour répondre aux situations « inséparables, relativement dramatiques et impliquant un certain nombre d'actions à engager à l'étranger ».

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.

La cellule est « activée » par ordre du directeur du cabinet du ministre dans les seuls cas où il y a une urgence : elle n'a pas fonctionné lors de l'irruption de soldats libériens dans l'ambassade de France à Monrovia, parce que l'affaire n'a pas duré assez longtemps ; des événements non politiques, comme l'explosion du camping de Los Alfaques, en Espagne en 1978, auraient, en revanche, justifié sa mise en service, de même que les diverses prises d'otages impliquant des Français, diplomatiques ou non.



## ASIE

## Japon

LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS DU 22 JUIN

## Les divisions au sein de l'opposition facilitent la tâche des conservateurs

De notre correspondant

Tokyo. — Une fleur blanche et noire au côté d'un brassard épinglé à la manche, les candidats libéraux démocrates, qu'ils aient été ou non des adversaires du défunt premier ministre Ohira, entendent « capitaliser » la mort de celui-ci pour s'attirer les votes de sympathie des électeurs. Ces votes leur seront très utiles pour les doubles élections à l'Assemblée et au Sénat — du 22 juin qui s'annoncent serrées étant donnée la faible avance dont dispose le parti conservateur dans les deux Chambres. En octobre, en effet, le parti libéral démocrate (P.L.D.) a perdu la majorité des sièges à l'Assemblée — 258 sièges sur 511 — gouvernant grâce au ralliement des indépendants. A la Chambre haute, il ne détient que 124 sièges sur 252.

C'est la première fois qu'ont lieu au Japon des élections doubles. Le renouvellement de la moitié des membres du Sénat était normalement prévu en juin. Mais une motion de censure déposée le 16 mai par les socialistes, et qui n'a été votée, contre toute attente, que par l'abstention des adversaires du premier ministre dans son parti, a conduit ce dernier à dissoudre la Chambre basse et à décider des élections générales. Elles ont été fixées le même jour que celles pour le renouvellement partiel du Sénat.

Cette situation a plusieurs conséquences. D'abord, le taux de participation devrait être plus élevé que lors des dernières élections : en octobre 1976, le taux d'abstention, qui avait été de 32 %, avait joué en faveur des partis à structure solide : P.C. et Komteto (parti d'inspiration bouddhiste). Un taux de vote élevé devrait cette fois favoriser le camp conservateur.

Autre avantage pour ce dernier, l'opposition était prête à affronter des élections sénatoriales, mais l'est beaucoup moins en ce qui concerne le renouvellement du mandat des députés. Il n'y a que 535 candidats pour 511 sièges à pourvoir au Sénat. Seul le P.C. présente un nombre important de candidats (128, pratiquement un dans chaque circonscription), compte tenu du nombre de ses élus (39) au moment de la dissolution. Les deux grands partis, P.L.D. et P.S., ont limité au maximum les candidatures afin d'éviter l'éparpillement des voix : les conservateurs présentent 310 candidats et le P.S. 149 (alors qu'il avait 108 sièges dans la dernière Assemblée). Dans quarante-cinq cir-

conscriptions, il y a égalité entre le nombre de candidats et celui de sièges.

L'opposition a formé des alliances dans 52 des 130 circonscriptions. Mais le P.S., première formation d'opposition, paraît loin d'être le ferment d'une unité des partis de gauche.

Il n'a réussi à conclure des accords avec les bouddhistes que dans quatre circonscriptions. En revanche, ces derniers et les socialistes-démocrates (35 sièges) présentent un candidat unique dans 33 d'entre elles. Des alliances avec les petites formations (Nouveau club libéral, issu du P.L.D., et la fédération socialiste formée de dissidents du P.S.) étant conclues dans quinze circonscriptions.

## Le P.C. fait cavalier seul

dont les positions ont radicalement évolué à droite depuis qu'ils sentent que le pouvoir est à leur portée.

Cette évolution concerne surtout les bouddhistes — les socialistes-démocrates « le parti bouche-trou » disent les japonais, se distinguant de moins en moins du camp conservateur. Tant sur la question de l'alliance avec les P.S.-Unis que des forces d'opposition, et même de la construction de centrales nucléaires, les bouddhistes sont sur des positions qui leur permettent de collaborer, éventuellement, avec les libéraux-démocrates : ils sont d'accord

pour le maintien des forces d'auto-défense et la construction de centrales nucléaires à condition que les habitants soient consultés et que des mesures de sécurité soient prises.

La question de la sécurité et du développement des forces armées est l'un des thèmes de la campagne des libéraux-démocrates. M. Nakasone — l'un des personnalités qui pourraient succéder à M. Ohira — affirmant qu'il faut lier le développement des technologies avec les recherches dans le domaine militaire. Les États-Unis et la Chine encourageant plus ou moins ouvertement le Japon à accroître son potentiel de défense, les seules résistances qui pourraient exister se trouvent au sein de la gauche (P.S. et P.C.), mais les positions sont de plus en plus nuancées.

Le P.S. étant paralysé par ses divisions internes, les élections se trouvent placées devant le choix suivant : veulent-ils faire regagner les conservateurs au point de les obliger à composer avec la nébuleuse centriste ? Ou préfèrent-ils leur donner un nouveau blanc-seing ? Dans la première hypothèse, compte tenu de la force que les libéraux-démocrates représentent toujours, même si les résultats des élections leur sont défavorables, les partis centristes ne peuvent qu'espérer nuancer leur politique, rien, dans leur programme, n'indiquant d'ailleurs qu'ils entendent faire autre chose.

PHILIPPE PONS.

## LE PAPE A REÇU UNE DÉLÉGATION D'ÉVÊQUES VIETNAMIENS

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Treize évêques vietnamiens, dont le cardinal Joseph-Marie Trinh Van Can, archevêque de Hanoï, accomplissent à Rome la traditionnelle visite ad liminum à laquelle sont tenus en principe tous les membres de l'épiscopat. Les recevant, mardi 17 juin, Jean-Paul II n'a pas manqué de souligner le caractère particulier de ce voyage. Il y a longtemps, en effet, que les évêques du Vietnam n'étaient venus en aussi grand nombre à Rome.

L'allocution du pape a été consacrée, comme tous les jours, aux questions « pastorales ». On y relève quelques remarques sur les conditions dans lesquelles l'Eglise du Vietnam exerce ses activités. « Pour annoncer l'Evangile, a souligné le pape, il est nécessaire que l'évêque visite régulièrement ses diocèses ». De même doit-il pouvoir se réunir avec ses prêtres comme cela se fait avant la visite ad liminum. « Les réunions d'évêques sont le signe de la collégialité justement mise en valeur par le concile Vatican II et une façon de favoriser la réalisation de votre vocation. Lorsque l'occasion se présente, je suis toujours heureux, ainsi que mes

collaborateurs, d'avoir avec elles des contacts qui se peuvent être fructueux pour le Vietnam et également à celui de toute l'Eglise ».

Cela dit, le pape estime que les catholiques du Vietnam ont « le droit, comme l'exige d'ailleurs fondamentalement la liberté religieuse, d'avoir leurs prêtres, tous les prêtres qui sont nécessaires pour entretenir leur foi (...). Il faut donc que les candidats — qui sont nombreux — puissent recevoir la formation intellectuelle et spirituelle dans des séminaires tels que l'intend l'Eglise ». La réouverture du séminaire de Hanoï est une « bonne nouvelle », a dit Jean-Paul II, qui « souhaite que les prêtres soient toujours consacrés à leur ministère spirituel, sans mêler à leur propre mission religieuse des initiatives en d'autres domaines, qui sont étrangères à l'Eglise ».

ROBERT SOLÉ.

## LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'actualité immobilières. Vous y trouverez également LA MAISON que vous recherchez.

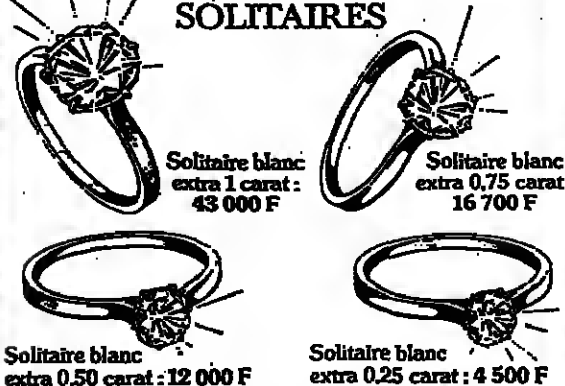
## TELEX PARTAGE

ETRAVE SERVICE TELEX, PARIS 345.21.62

## DIAMANT

Quand la parure devient placement.

## LES SOLITAIRES



Solitaire blanc extra 0,50 carat : 12 000 F

Solitaire blanc extra 0,25 carat : 4 500 F

Les prix indiqués s'entendent monture et taxes comprises. Crédit personnalisé sur demande.

MP

Joaillier-conseil 8, pl. de la Madeleine - 86, rue de Rivoli - 138, rue Lafayette TEL : 260.31.44

Les bijoux ne sont pas représentés à grandeur réelle mais proportionnellement.

## Indonésie

APRÈS LA DÉCOUVERTE D'UN « COMLOT »  
Le président Suharto est de plus en plus critiqué par l'élite du régime

On ignore toujours le sort des « complotiers » qui, selon les services de sécurité indonésiens (« le Monde » daté 15-16 juin), auraient préparé le renversement du régime du général Suharto. La presse indonésienne, de plus en plus soumise au contrôle du ministère de l'Information, n'a pas été autorisée à faire état du « complot », si tant est qu'il ait réellement eu lieu.

Ce n'est, en effet, pas la première fois que le régime militaire qualifié de « complot » les activités d'opposants demandant le départ du président Suharto ou critiquant sa politique. En septembre 1976, un mystérieux javanais, M. Sawito Kartowibowo, qui avait fait signer une pétition aux plus importantes personnalités religieuses du pays, demandant la démission du chef de l'Etat, avait été emprisonné pour « complot ». Au début de 1978, alors que les étudiants étaient descendus dans la rue pour dénoncer le régime, avec le soutien d'importantes personnalités militaires dont le général Dharsono, secrétaire général de l'ASEAN, trois dirigeants musulmans avaient été arrêtés pour « tentatives de subversion ».

La crise, même si les accusations portées par les services de sécurité doivent être accueillies avec la plus extrême prudence, n'en est pas moins un coup dur pour le régime. On retrouve, en effet, parmi les signataires de plusieurs textes diffusés ces derniers mois, des personnalités civiles et militaires, connues, respectées et peu suspectes de communisme.

Le 5 mai, cinquante membres de l'élite ont envoyé au Parlement une lettre exprimant leur « inquiétude » devant la situation et l'attitude du président, qu'ils estimaient en contradiction avec la Constitution, l'accusant de détourner à son profit l'idéologie nationale du Pankasila. Parmi les signataires, on trouvait trois anciens premiers ministres : M.M. Mohammad Natsir, Burhanudin Harahap et Syahrudin Prawingara, plusieurs anciens ministres, des responsables étudiants et musulmans et des généraux à la retraite connus, comme les généraux Ali Sadikin, ancien gouverneur de Djakarta ; A. H. Nasution, ancien ministre de la défense ; A. Y. Mokolina, ancien commandant militaire de Sumatra ; Mohammad Jasin, ancien com-

## « Hypocrisie » et « corruption »

Mais le document qui est sans doute le plus photocopié à Djakarta est la lettre envoyée au même ministre de la défense par le général Jasin, accusant le chef de l'Etat et son fils Sigit d'« hypocrisie » et de « corruption ». Le président, écrit le ministre, est hypocrite dans le domaine politique, car il déclare que l'armée doit être au-dessus des partis politiques, mais il lui donne, en même temps, l'instruction de soutenir le Golkar ; sur le plan économique, il dénonce la corruption alors que lui et sa famille en profitent.

Utilisant son expérience acquise comme secrétaire général du ministère des travaux publics, le général Jasin accuse le chef de l'Etat de s'être fait donner deux ranches et d'avoir importé du bétail aux frais des contribuables. Le président, qui, avec son fils, est « conseiller honoraire » de la société P.T. Tiga « S », qui possède ces ranches, a toujours démenti les accusations de corruption portées contre lui et sa famille, et en particulier sa femme. C'est cependant la première fois qu'une importante personnalité court le risque de s'en vendre à lui personnellement et de rendre public un dossier sur ses agissements.

A un moment où l'opposition communiste ne représente plus un danger pour le régime, c'est désormais contre ses propres pairs — le général Jasin a été l'un des fidèles du président — que le chef de l'Etat doit se défendre. Certes, ces généraux à la retraite n'ont pas d'unités militaires à leur disposition, mais ils pourraient tirer profit du malaise latent de l'armée et d'une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader.

PATRICIE DE BEER.

## Samaritaine Capucines

37, boulevard des Capucines 75002 PARIS - TEL. 261.27.25

Samaritaine de Luxe

3 derniers jours  
JEUDI 19, VENDREDI 20,  
SAMEDI 21 JUINSoldes et  
occasions

Dans tous les rayons

## UNE RENTABILITE GARANTIE

12% BONS D'ÉPARGNE ECUREUIL

- Un taux garanti sur 5 ans.
- L'assurance de retrouver à tout moment le montant du capital souscrit augmenté des intérêts acquis (demandez nos barèmes).
- La souplesse d'un titre au porteur.

## Caisse d'Épargne Ecureuil

\* Taux actuariel annuel brut sur 5 ans.

Renseignez-vous à votre agence habituelle ou téléphonez au Centre d'Information des Caisses d'Épargne de la Région Parisienne

Centre d'Information Ecureuil

522.95.00

13, Place du Havre - 75008 Paris



## ASIE

### Afghanistan

## Les attentats se multiplient contre les cadres du régime

Le président Babrak Karmal aurait tenté de se suicider dans sa résidence officielle, le 13 juin, mais aurait été désarmé par son cuisinier soviétique, le mardi 17 juin, une source diplomatique à New-Delhi, citant des informations dignes de foi parvenues de Kaboul. Une fusillade accidentelle aurait suivi cet incident, au cours de laquelle un garde afghan aurait été tué et deux autres blessés, rapporte l'A.F.P.

Selon d'autres informations provenant également de sources diplomatiques à Islamabad, une dizaine de cadres des deux factions du parti démocratique et populaire d'Afghanistan se partageant le pouvoir à Kaboul sont assassinés chaque jour depuis le 3 juin dans la capitale ou en province. Des tracts mettent en garde la population contre toute collaboration avec le régime mis en place par les Soviétiques. La population de la capitale demeure dans une sorte d'attente angoissée. Les exécutions de la semaine dernière, notamment celle du chef rebelle Majid Kalakani, personnage populaire quasi mythique, qui était dans la clandestinité depuis l'époque de la monarchie, engendrent des réactions de haine et de révolte, et pourraient avoir pour conséquence une recrudescence du terrorisme urbain.

L'exécution de trois anciens ministres du gouvernement chargé de respecter les frontières, des communications et du plan, a provoqué d'autant plus d'étonnement, écrit *The Times*, que ces personnes accusées de « complot contre l'Etat » jouissaient d'un rôle relativement mineur. En revanche, l'homme rendu directement responsable des brutalités commises sous le régime Amin, car il était alors chef des services secrets, M. Assadullah Sawari, est actuellement vice-premier ministre et, à ce titre, le numéro trois de l'actuelle équipe dirigeante. Or il aurait une grande part de responsabilité dans l'envoi au peloton d'exécution

de membres, comme lui, du Khalis, l'une des factions du P.D.P.A. Le nom de M. Sawari, qui affiche par ailleurs un zèle pro-soviétique, est souvent avancé comme celui d'un possible successeur de M. Karmal.

### La grève à l'université

Cependant, indiquent des voyageurs, la télévision prolonge ses programmes par la projection de films populaires indiens, comme si les autorités voulaient faire oublier la situation actuelle. Les professeurs, qui avaient été expulsés de certains établissements à la suite des récentes manifestations, ont été invités à les réintégrer. Mais il semble que ces appels aient été peu suivis. La grève est encore pratiquement générale, la semaine dernière, dans les facultés d'ingénieurs, de médecine et d'agriculture. Mais la période actuelle est celle des examens où la fréquentation est la moins forte. Les cours cependant ne sont pas faits de façon irrégulière et anarchique et les étudiants se demandent dans quelles conditions pourront avoir lieu les épreuves de fin d'année.

La semaine dernière, les étrangers empoisonnés de jeunes filles fréquentant les lycées Bibi-Mar Mough et Nadia Bakri ont été provoqués, semble-t-il, par de l'eau des puits. Des témoins affirment, d'autre part, que de nombreuses jeunes filles du lycée Malalai ont été intoxiquées par des gaz provenant d'ordures jetées dans les établissements scolaires. Ces gaz provoqueraient des vomissements et des évanouissements. Des dizaines d'élèves ont été hospitalisés et des incidents sont causés par les « impérialistes américains », qui cherchent à créer un climat de panique dans la population.

L'envoyé spécial de l'Humanité

(numéro du 18 juin) écrit pour sa part qu'« à Kaboul rien ne ressemble à un état de siège ». Il rapporte des déclarations du ministre de l'Information, M. Majid Sarboland, selon lequel la génocide, la famine, l'usage du napalm, sont des « inventions de l'impérialisme », qui « voudrait mettre ses propres crimes au compte des armées afghanes et soviétiques ». Le ministre a affirmé que « cinq régions seulement connaissent des incidents » actuellement, et que lorsqu'il aura été mis fin aux « menées des impérialistes, l'armée soviétique ne restera pas cinq minutes en Afghanistan ».

La réunion du comité spécial, chargé par la Conférence islamique de tenter de trouver une solution politique au problème afghan, se tiendra, vendredi 20 juin, à Genève. Le chef de l'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan, M. A.-R. Sayad, a fait savoir qu'il y participerait, mais qu'il ne négocierait « ni directement ni indirectement avec les représentants de Kaboul ou de Moscou ». D'autre part, M. Aga Shahi, ministre pakistanaise des affaires étrangères et l'un des trois membres du comité spécial devait avoir, mercredi 18 juin, un entretien avec son homologue français, M. François-Poncet, au cours d'un bref séjour à Paris, avant de se rendre à Belgrade.

● A Tokyo, le parti communiste japonais a lancé, le 17 juin, un appel à M. Brejnev, demandant que l'U.R.S.S. retire ses troupes d'Afghanistan. Dans une lettre au président Carter, le président du P.C.J., M. Miyamoto, demande simultanément aux Etats-Unis de cesser toute « ingérence » dans les affaires afghanes.

● A New-Delhi, le ministre des affaires étrangères, M. Narasimha Rao, a exprimé, le 17 juin, devant le Parlement, la crainte que l'U.R.S.S. ne maintienne ses forces en Afghanistan plus « longtemps qu'elle ne le prévoit à l'origine » et que cela ne provoque l'intervention de « ceux qui souhaitent accroître l'instabilité de ce pays ». Le ministre a précisé que, lors de sa récente visite à Moscou, les Soviétiques avaient assuré clairement que l'U.R.S.S. ne maintiendrait pas ses troupes aussi longtemps qu'un règlement politique n'aurait été acquis.

● La C.F.D.T., la F.E.N., la Ligne des droits de l'homme, le M.R.G., le P.S. et le P.S.J. ont décidé d'envoyer, le jeudi 19 juin à 18 heures, une délégation à l'ambassade d'Afghanistan à Paris pour protester « contre la répression sanglante qui s'abat sur le peuple afghan et contre l'extension du régime communiste » et qu'ils étaient prêts à retirer leurs troupes aussitôt qu'un règlement politique n'aurait été acquis.

### Yougoslavie

## DES INTELLECTUELS DEMANDENT UNE AMNISTIE POUR LES DÉLITS POLITIQUES

Des intellectuels yougoslaves ont remis à la présidence de la République yougoslave une pétition en forme de projet de loi visant à l'amnistie pour tous les délits politiques. Cette démarche, la première de ce genre depuis la mort du maréchal Tito, se fonde sur deux articles de la Constitution en vigueur, dont les signataires demandent l'application littérale, notamment au sujet du libre droit de pétition et d'expression politique. Le cas de Milovan Djilas, ancien vice-président de la République, soumis depuis le 15 octobre dernier à la double interdiction de publier et de prendre la parole en public, a été mentionné.

Parmi les trente-six signataires de la pétition, se trouvent le poète Miroslav Popovitch et le philosophe Dusan Borkovitch, ainsi que Vojislav Stojanovitch, Kostja Tchavovski (scientifique) et Dragoslav Milekovic, Ljiljana Stokovitch et Matija Borkovitch (scritains).

Ces intellectuels estiment à cinq cents le nombre des condamnés politiques en Yougoslavie.

### La conspiration de Sarajevo

M. Andor Kiss, nous écrit : Contrairement à ce que le *Monde* a indiqué dans son numéro daté du 17 juin, concernant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme, Gavrilo Princip, l'auteur de ce double meurtre ne fut pas pendu. De plus, il n'était pas marié, et ne pouvait donc pas pendre sa femme, inexistante. Princip est mort de tuberculose, en prison, en 1918.

La vérité oblige à dire que les jeunes assassins furent armés par le colonel Dimitrijevic, dit Apis, chef du service de renseignements, dirigeant de la Main noire, organisation terroriste, finnoise, entre autres, par la République de Bulgarie, Constantin de Grèce et Guillaume II. Première victime désignée, le roi Constantin n'échappa à la mort que grâce à un concours invraisemblable de circonstances. Dimitrijevic-Apis fut arrêté, soupçonné d'avoir fomenté un attentat contre le prince Alexandre de Serbie et exécuté, le 13 juin 1917, le prince Alexandre de Serbie lui ayant refusé la grâce. Ce dernier fut assassiné à son tour, à Marseille, en 1934.

### Finlande

## ÉLU A TRENTE-TROIS ANS PRÉSIDENT DU PARTI DU CENTRE

## M. Vayrynen va chercher dans les villes une clientèle nouvelle

De notre correspondant

Helsinki. — M. Paavo Vayrynen, trente-trois ans, actuellement ministre des affaires étrangères, a été élu jeudi 14 juin au cours du cinquante-huitième congrès du Parti du centre, président de cette formation. Il a obtenu 177 voix contre 121 à M. Johannes Virolainen, soixante ans, qui dirigeait le parti depuis 1964. Le combat des deux hommes a rassemblé à l'issue d'un scrutin serré les anciens et les modernes. En ce sens, l'élection de M. Paavo Vayrynen marque un tournant : le temps des agrariens est révolu. Le choix qui a été fait vise à assurer l'avenir du parti : comment élargir la base électorale du centre, identifié par les Finlandais comme un parti rural ? M. Virolainen, agronome et cultivateur, n'avait pas réussi à changer cette image. L'ancienne Union agraire était devenue le Parti du centre, mais ce changement n'avait pas ébranlé l'électorat.

### Pour la qualité de la vie

M. Paavo Vayrynen a à la fois l'avantage de la jeunesse et de l'expérience, en dépit de ses succès aux élections législatives de 1970, n'avait pu entrer au gouvernement pour des raisons de politique étrangère.

PAUL PARANT.

IM. Paavo Vayrynen est né le 2 septembre 1946. Ses parents étaient maraîchers. Marié et père de trois enfants, le nouveau président du parti centriste a commencé sa carrière comme secrétaire général des étudiants centristes en 1968. Après avoir été journaliste en 1969-1970, il devint secrétaire politique du premier ministre en 1970-1971. Il fut parlementaire en 1970, il fut ministre dans plusieurs cabinets d'éducation (1975-1976), travail (1976-1977) et ministre des affaires étrangères depuis 1977. Il fut vice-président du parti centriste en 1972, il fut grand électeur présidentiel en 1974.

### DEVANT LE COMECON

## M. Kossyguine admet les difficultés économiques résultant de l'affaire afghane

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — La dégradation des relations Est-Ouest et ses conséquences économiques ont dominé, mardi 17 juin, à Prague, la première journée de la session du COMECON (Conseil d'assistance économique mutuelle, ou Comecon). « Il est clair pour les ennemis de la détente, a notamment déclaré M. Kossyguine devant ses homologues communistes, de compter voir les pays socialistes céder à la pression économique et au dictat ».

L'allusion aux mesures d'embargo prises par Washington après l'invasion de l'Afghanistan était claire. Le premier ministre soviétique, a admis que « telles mesures peuvent créer quelques difficultés temporaires dans la réalisation de certains projets. Mais personne n'a réussi et ne réussira à nous empêcher d'être au fait de réaliser les tâches que nous avons fixées — même si les Etats-Unis inclinent dans leur liste d'embargo tous les produits américains », a-t-il ajouté. Sans plus entrer dans le détail, pour autant que l'indiquent les textes diffusés, M. Kossyguine a cependant déclaré qu'il fallait tirer « les conclusions nécessaires » de cette situation dans deux domaines : la planification intérieure et l'orientation future du commerce extérieur des pays membres. A part un recentrage éventuel, souligné sur les relations économiques avec l'Europe et le Japon, on voit mal que ces recommandations pourraient impliquer concrètement, renforcement des échanges avec les marchés capitalistes constitue en effet aujourd'hui une nécessité prioritaire pour les démocrates populaires qui ont besoin d'y développer leurs exportations afin de rétablir leur équilibre financier. L'U.R.S.S. n'aurait aucun intérêt à contrecarrer ces efforts dans la mesure où, outre le malaise politique, que cela pourrait provoquer, elle ne saurait consentir de aides substantielles à ses alliés.

### Des différences de ton

La manière très directe dont M. Kossyguine a abordé pour la première fois les conséquences économiques de l'invasion afghane reflète en tout état de cause l'insécurité qu'elles suscitent en Europe de l'Est depuis cinq mois (le *Monde* du 24 janvier). Permettent-elles de rétablir une certaine confiance de ne pas confondre l'U.R.S.S. et ses satellites, et les succès relatifs remportés par Moscou dans son offensive de paix en Europe (15 dollars le baril, s'est évidemment pas exprimés ouvertement à Prague).

Mais les différences de ton entre les interventions des premiers ministres soviétiques, et notamment d'un pays — la Pologne —

— qui est à la fois le plus endetté vis-à-vis de l'Ouest et le plus endetté à l'intérieur dans les relations avec l'Europe occidentale, M. Baibich s'est montré d'une remarquable modération. Plutôt que le « chantage » dénoncé par M. Todorov, premier ministre bulgare, ce sont selon lui « les mesures protectionnistes et les pratiques discriminatoires » qui pèsent sur le commerce international. Et plutôt que de dénoncer avec virulence la « politique de guerre froide » américaine, il a préféré parler d'une « situation internationale complexe et difficile » et insister sur la nécessité de préserver la détente en Europe.

M. Siromgal, le premier ministre tchèque, non content de prononcer un discours plus orthodoxe encore que celui de M. Kossyguine, s'en est pris, pour sa part, en termes vifs aux « erreurs qu'apporteraient la réalisation de l'intégration socialiste » le manque de coordination et l'inaction » et s'est élevé contre le « renouveau » dont aurait souffert la préparation de programmes à long terme dans des secteurs importants. Curieusement, le chef du gouvernement de Prague a, semble-t-il, dans le même temps lancé une pierre dans le jardin de Moscou en se plaignant des « contradictions » qui marqueraient au sein du COMECON la politique des prix. Aucun de ces trois points — présents dans le texte du discours précipitamment retiré des mains des journalistes — n'aurait cependant finalement été développé.

M. Siromgal a-t-on fait savoir de source tchécoslovaque officielle.

### Finlande

## ÉLU A TRENTE-TROIS ANS PRÉSIDENT DU PARTI DU CENTRE

## M. Vayrynen va chercher dans les villes une clientèle nouvelle

De notre correspondant

Helsinki. — M. Paavo Vayrynen, trente-trois ans, actuellement ministre des affaires étrangères, a été élu jeudi 14 juin au cours du cinquante-huitième congrès du Parti du centre, président de cette formation. Il a obtenu 177 voix contre 121 à M. Johannes Virolainen, soixante ans, qui dirigeait le parti depuis 1964. Le combat des deux hommes a rassemblé à l'issue d'un scrutin serré les anciens et les modernes. En ce sens, l'élection de M. Paavo Vayrynen marque un tournant : le temps des agrariens est révolu. Le choix qui a été fait vise à assurer l'avenir du parti : comment élargir la base électorale du centre, identifié par les Finlandais comme un parti rural ? M. Virolainen, agronome et cultivateur, n'avait pas réussi à changer cette image. L'ancienne Union agraire était devenue le Parti du centre, mais ce changement n'avait pas ébranlé l'électorat.

### Pour la qualité de la vie

M. Paavo Vayrynen a à la fois l'avantage de la jeunesse et de l'expérience, en dépit de ses succès aux élections législatives de 1970, n'avait pu entrer au gouvernement pour des raisons de politique étrangère.

PAUL PARANT.

IM. Paavo Vayrynen est né le 2 septembre 1946. Ses parents étaient maraîchers. Marié et père de trois enfants, le nouveau président du parti centriste a commencé sa carrière comme secrétaire général des étudiants centristes en 1968. Après avoir été journaliste en 1969-1970, il devint secrétaire politique du premier ministre en 1970-1971. Il fut parlementaire en 1970, il fut ministre dans plusieurs cabinets d'éducation (1975-1976), travail (1976-1977) et ministre des affaires étrangères depuis 1977. Il fut vice-président du parti centriste en 1972, il fut grand électeur présidentiel en 1974.

## CANON AF 514 XLS : 4 080 F

## CE PRIX N'EST PAS NOTRE SEUL ARGUMENT.

### Chez Images vous êtes considéré.

Nous avons le temps de vous écouter. Alors, essayez-vous ! Dites-nous tous vos désirs en cinéma, le budget dont vous disposez. Les vendeurs d'Images, cinéastes eux-mêmes, savent écouter aussi bien les professionnels que les amateurs débutants. Ils sauront définir avec vous la caméra la mieux adaptée à vos besoins. Et vous en faire une démonstration détaillée.

Tous les grands systèmes immédiatement disponibles. Images dispose en stock permanent de toutes les grandes marques cinéma avec leurs accessoires d'origine.

Profitez des prix "discount" les plus actuels. Pour un appareil simple comme pour un modèle très perfectionné.

Payer en douceur. Chez Images, de nombreuses facilités de paiement : Carte Bleue, Compte Permanent, Leasing (sans apport personnel) et Crédit sur mesure.

Tenez-vous au courant. Chez Images, les cinéastes nous sont fidèles. Et notre plaisir est d'apprécier avec eux leurs films dans notre salle de projection. Il est vrai que vos projets nous intéressent.

**images**

24, rue Saint-Augustin - 75002 Paris (matériel cinéma, labo)  
Tél. 742.42.42.  
31, rue Saint-Augustin - 75002 Paris (entre l'Opéra et la Bourse)  
Métro 4-Septembre

## AVANT Médecine, Agro, Vétérinaire et "toutes études à vocation biologique"

**PRESUP** ANNÉE PRÉPARATOIRE de RECYCLAGE et de MISE A NIVEAU

PRÉPARATOIRE à l'Ens<sup>sup</sup> Scientifique  
**NADAP** Enseignement  
Etablissement Privé  
19, rue Jussieu, Paris 5<sup>e</sup>  
Tél. 337.71.16 +

## 7,4 L aux 100 km.\* Pourquoi voir petit ? Rover 2600 - 12 CV

ATTENTION : BIENTOT AUGMENTATION DE TARIF

2600, 6 cylindres, 5 vitesses : 61.300 F. automatique : 63.300 F.  
Nouvelle version : 2600 S, toutes options (cuir, jantes en alliage, toit ouvrant), 5 vitesses : 67.300 F. automatique : 69.300 F.

\* Consommations  
Rover 2600 S, 12 CV, 100 km/h : 7,4 L à 90 km/h, 9,4 L à 120 km/h, 15,3 L en parcoures urbains.

Disponible immédiatement.  
Tarif au 4/5/80 - Prix clés en main - Modèle 80 ou Modèle 81 si livré après le 1<sup>er</sup> juillet, même commandé avant le 30 juin.

**BOURSAULT GARABEDIAN**  
11/12, rue Beaumartin 75017 Paris  
Tél. 233.65.65  
77, av. Pierre Oudry 92100 Boulogne-Billancourt  
Tél. 608.18.52  
Métro Pic de St-Cloud

## LA CRISE AUX

## Le gouvernement français craint

## Les réactions coutumières placent

De notre correspondant en Europe centrale

Paris. — Le gouvernement français craint les réactions coutumières placent... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image).

### La crise aux

## Le gouvernement français craint

## Les réactions coutumières placent

De notre correspondant en Europe centrale

Paris. — Le gouvernement français craint les réactions coutumières placent... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image).

### La crise aux

## Le gouvernement français craint

## Les réactions coutumières placent

De notre correspondant en Europe centrale

Paris. — Le gouvernement français craint les réactions coutumières placent... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image).

### La crise aux

## Le gouvernement français craint

## Les réactions coutumières placent

De notre correspondant en Europe centrale

Paris. — Le gouvernement français craint les réactions coutumières placent... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image).

### La crise aux

## Le gouvernement français craint

## Les réactions coutumières placent

De notre correspondant en Europe centrale

Paris. — Le gouvernement français craint les réactions coutumières placent... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image).



# OUTRE-MER

## LA CRISE AUX NOUVELLES-HÉBRIDES

- Le gouvernement français craint « des événements irréparables »
- Les chefs coutumiers plaident pour une politique de « réconciliation nationale »

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a évoqué, mardi 17 juin, à l'Assemblée nationale la situation aux Nouvelles-Hébrides. Répondant à une question de M. Pascal Clément, député U.D.F. de la Loire, il a notamment déclaré : « Les Nouvelles-Hébrides sont peut-être au bord d'événements irréparables. A quelques semaines d'une indépendance que nous préparons depuis des années, la Grande-Bretagne a cru utile d'y envoyer des soldats et du matériel militaire sans que nous l'ayons demandé, sans notre accord et sans que ce soit nécessaire ». M. Dijoud a demandé au gouvernement néo-hébridais de faire preuve de « compréhension ». Aux partis modérés et aux séparatistes de l'île d'Espiritu-Santo, le secrétaire d'Etat a indiqué qu'il est

« indispensable qu'ils acceptent de négocier avec le gouvernement de leur pays ». M. Dijoud a conclu : « La paix, l'unité des Nouvelles-Hébrides, ne peuvent reposer sur la seule présence de soldats étrangers. Il y faut un consensus des Néo-Hébridais. Des conversations franco-britanniques pourront s'ouvrir dès que certaines négociations auront été engagées sur le terrain et dès que nous serons assurés que, conformément aux règles du condominium, rien ne sera entrepris sans notre accord ».

Sur place, un émissaire du gouvernement néo-hébridais devrait s'entretenir jeudi 19 juin avec une délégation du mouvement séparatiste de M. Jimmy Stevens. Mercredi, M. Walter Lini, premier ministre et président du Vannuaku Pati (VAP), a demandé que la Nouvelle-

Zélande fasse pression sur Paris et sur Londres pour que soient restaurés « la loi et l'ordre ». M. Lini a également demandé l'expulsion de l'île d'Espiritu-Santo des « rebelles européens ».

En revanche, ses chefs coutumiers, conduits par M. Willy Bongmatu, pour la plupart membres du VAP, venus des principales îles de l'archipel, ont obtenu mercredi de M. Walter Lini la promesse d'une révision entre eux-mêmes, les leaders de tous les partis politiques et les chefs religieux, afin d'aboutir à une « réconciliation nationale ».

La situation aux Nouvelles-Hébrides a été évoquée, mercredi à Paris, au cours du conseil des ministres : la position de la France reste de favoriser l'indépendance du condominium en évitant d'y conduire des opérations de type colonial.

### De notre envoyé spécial

pelle M. Robert pour l'informer que le gouvernement a modifié sa proposition initiale : l'émis-saire doit être accompagné de M. Georges Kalkos, ministre de l'Intérieur, et Barak Sopé, secrétaire général du VAP, c'est-à-dire par les deux hommes forts du parti gouvernemental. Le premier ministre sollicite également la mise à la disposition de la délégation du bimoteur de la résidence française. Après avoir accédé à cette dernière demande, M. Robert transmet le nouveau message. Les dirigeants modérés de Santo décident d'en débattre pendant la nuit. Aucun accord n'est intervenu sur le date d'un éventuel premier entretien.

Troisième acte : mardi matin, M. Lini et ses amis s'efforcent d'accélérer le processus et à forcer les séparatistes à accueillir leurs délégués. Le porte-parole du gouvernement, un citoyen britannique, informe les quelques journalistes présents à Port-Vila, presque tous australiens ou britanniques, que la rencontre doit avoir lieu dans la journée. Avec l'appui des autorités locales, les représentants de la presse affrontent trois appareils qui décollent vers Luganville en fin de matinée malgré les interventions du commandant français qui reproche aux dirigeants néo-hébridais de vouloir, en réalité, provoquer délibérément l'échec de leurs propres propositions en facilitant le départ de Santo d'une presse anglo-saxonne dont les commentaires sur la situation irritent vivement depuis longtemps les modérés francophones.

Les trois avions sont contraints de faire demi-tour après une demi-heure de vol, les séparatistes refusant de dégaîser la piste de l'aéroport d'Espiritu-Santo. Pendant ce temps, au cours d'une réunion du Conseil de sécurité qui rassemble presque quotidiennement M. Lini, Robert et Stuart, le premier ministre néo-hébridais informe le commissaire français que les délégués du gouvernement préfèrent se rendre à Santo à bord d'un avion non officiel.

### Les trois délégués « recherchent l'incident »

Quatrième acte : alors qu'il déjeune, M. Robert apprend que M. Molisa, Kalkos, et Barak Sopé viennent de quitter Port-Vila à destination de Luganville sans la présence des représentants du mouvement séparatiste. M. Robert affirme que les trois délégués recherchent l'incident. Cette délégation n'est pas mieux accueillie que les précédentes. Malgré plusieurs appels du pilote volant à basse altitude au-dessus de la piste de Luganville, les insurgés refusent de laisser l'appareil atterrir et celui-ci regagne Port-Vila en fin d'après-midi. Le secrétaire général du VAP accuse aussitôt « les Français » d'être « responsables de cet échec ». Le porte-parole du gouvernement dramatise : « En refusant la nuit que nous leur avons tendue, les rebelles de Santo viennent de démontrer qu'ils ne veulent pas négocier. Seule une action militaire peut désormais résoudre le problème ».

Enfin, cinquième acte, réaction des séparatistes : le comité du Vannuaku (fédération regroupant les différents mouvements modérés et coutumiers d'Espiritu-Santo) annonce mardi soir qu'il accepte d'examiner les conditions dans lesquelles les négociations peuvent être engagées avec le gouvernement, en recevant jeudi à la mairie de Luganville l'émissaire désigné par le com-missaire de Port-Vila. M. Molisa, à condition que celui-ci se présente seul ou du moins accompagné d'un représentant de chacun des deux commissaires. Il demande en outre que le nombre des journalistes soit limité à une liste qu'il a dressée. Il reprend donc son compte la proposition initialement formulée lundi matin par le chef du gouvernement néo-hébridais. Chargé de servir d'intermédiaire, M. Robert a transmis ces propositions mardi soir par écrit à M. Lini et Stuart. On annonçait mercredi après-midi, de source gouvernemen-

tales, l'acceptation du conseil des ministres néo-hébridais, mais, à 16 heures (heure locale), M. Robert n'en était pas encore officiellement informé.

Ces péripéties sont révélatrices de la situation actuelle, dans laquelle anglophones et francophones paraissent essentiellement préoccupés de cultiver les apparences de la bonne volonté sans être très pressés de manifester celle-ci concrètement. Le gouvernement néo-hébridais continue de souhaiter l'intervention des troupes britanniques. Dans une déclaration aux journalistes, M. Lini a confirmé mardi soir qu'il aimerait voir expulser de l'archipel les citoyens européens « qui sont soupçonnés d'avoir apporté un soutien actif à la rébellion dirigée par M. Stevens ». Ces propos ne sont évidemment pas de nature à inciter à la conciliation les membres de la communauté française de Santo qui soutiennent les revendications autonomistes des partis modérés.

L'attitude des membres du gouvernement néo-hébridais laisse transparaître toutefois un sentiment qui semble se répandre parmi les deux communautés, au-delà du clivage politique : le désir de régler les problèmes de l'archipel entre Mélanésiens. Ainsi, le bureau politique du VAP exprimait-il mardi le souhait que

les deux puissances de tutelle « choisissent un autre endroit » que les Nouvelles-Hébrides pour « polariser leurs différends ».

Tandis que les fusiliers marins britanniques, qui ont reçu pour consigne de se montrer particulièrement aimables avec les citoyens français, font du shopping dans les boutiques de Port-Vila, les deux commissaires-résidents s'efforcent de mettre une sourdine à leurs divergences. Ils ont célébré ensemble, mercredi, l'anniversaire de l'appel du 18 juin 1940. Dans un message adressé la veille à la radio à la population française du condominium, M. Robert avait notamment déclaré à propos de l'arrivée des soldats britanniques : « Je vous demande de conserver votre calme et votre sens de l'humour. Ce ne sont pas des adversaires qui ont débarqué des Hébrides, ce sont des amis ».

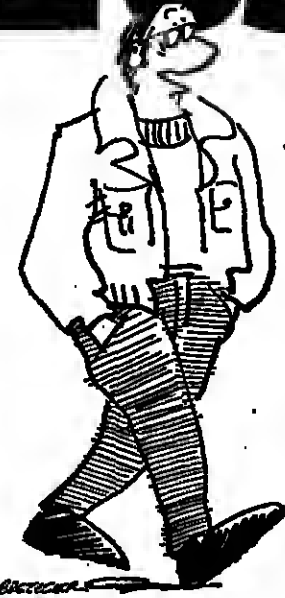
Son appel n'a pas été entendu. Durant la nuit de mardi à mercredi, des graffiti anglophobes ont fleuri sur les murs de Port-Vila : « La francophonie vaincra ! », « Pour nous le combat continue ! », « Nous nous battons jusqu'à la mort ! », « British Army go home ! ». Des tracts réclamant vengeance après la mort d'Alexis Tolon (député d'opposition tué à Tanna, le 11 juin) ont aussi été répandus par les rues. Ils sont signés « Armée secrète ».

ALAIN ROLLAT.

# AMSTERDAM BANGKOK

aller-retour

# 2350 F



C'est louche!

Vois à dates fixes

## nouvelles frontières

nous luttons pour le droit au voyage

166, bd du Montparnasse 75014 PARIS - 329.12.14  
7, place Clément 67000 STRASBOURG - 22.17.12.

## L'enseignement du journalisme... par des journalistes

en 2 ans après le bac, 1 an après le baccalauréat

Tests d'entrée: inscription avant 1<sup>er</sup> juillet

## INSTITUT PRATIQUE DE JOURNALISME

Etablissement reconnu par l'Enseignement Technique Supérieur  
60, rue de Turenne 75003 PARIS. Tél. 827.06.53

# L'ETE du Monde

D I M A N C H E

A partir du 22 juin, Le Monde Dimanche présente sa nouvelle formule d'été. Un ensemble de textes et de dessins pour les vacances.

Une ville un écrivain. Chaque semaine, un grand écrivain propose sa vision d'une ville du monde : Istanbul par Juan Goytisolo, Bahia par Jorge Amado, Glasgow par Kenneth White...

« As-tu vu Montezuma ? » par Balthazar. Un roman-feuilleton héroï-comique de politique fiction.

« Ce fut une très belle apocalypse ». Une bande dessinée satirique de Gérard Mathieu.

« Trait libre ». Un dessinateur s'exprime librement sur une pleine page : Jacques Tardi, Cabu, Barbe, Henri Galeron, Nicole Claveloux...

« Jours d'été ». Chronique de la France des vacances.

« Sports de plein air ». Les sports de l'été tels qu'on les pratique. La planche à voile, le vol libre, la plongée, la pétanque, la randonnée...

Et toutes les rubriques habituelles du Monde Dimanche :  
Aujourd'hui (les sociétés et les hommes en France et à l'étranger)  
Demain (l'évolution des techniques et leurs conséquences)  
Ciefs (les sciences humaines, l'histoire, les livres étrangers)  
et une nouvelle inédite  
Les programmes commentés de la télévision et de la radio.

## Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Mathématiques

75013 PARIS - CEDEX 13

C.C.P. Paris 087

ABONNEMENTS

3 mois 500 F 6 mois 900 F 12 mois 1700 F

FRANCE - DOM. - P.O.M.

300 F 500 F 900 F 1700 F

NOUS PAYE EN AVANCE PAR VIRE BANCAIRE

300 F 500 F 900 F 1700 F

REMANQUE

(voir règlement)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

330 F 530 F 930 F 1730 F

2. - SUISSE - TURQUIE

330 F 530 F 930 F 1730 F

Par voie aérienne

Sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (ou virement) vou-

dront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse décla-

résés ou nouveaux (deux

semaines ou plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les jours les pages

capitales d'impression.



Le Monde

# politique

Le quarantième anniversaire du 18 juin

L'«AFFAIRE DOMINATI» ET L'INTERRUPTION

## M. Messmer (R.P.R.) : quelles suites

L'Assemblée nationale a suspendu ses travaux, mardi 17 juin, à la demande de M. Peyrefitte, ministre de la justice. La discussion du projet de loi « renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes », qui avait repris mardi matin, a, en conséquence, été reportée à jeudi après-midi 19 juin.

D'une part, marqué l'examen du projet lui-même et, d'autre part, l'attitude adoptée par les députés R.P.R. après leur différend avec M. Dominati, rendait impossible la poursuite du débat.

Dans une question sur la présence de M. Dominati, à Toulouse, lors de l'inauguration, le 14 juin, d'un monument (voir ci-dessous), M. Messmer (R.P.R.) avait stigmatisé cette présence à une cérémonie attentatoire à la mémoire du général de Gaulle. Cette affaire a également été évoquée mardi après-midi au Sénat par M. Marc Jacquet, président du groupe R.P.R., qui s'est élevé contre « l'apologie d'un homme qui avait tenté d'assassiner Charles de Gaulle, apologie à laquelle assistait un membre du gouvernement qui n'a pas marqué de réaction ».

Les suspensions de séance pendant la discussion du projet Peyrefitte, avaient été demandées par le groupe socialiste. M. Foré (P.S., Territoire de Belfort) les avait justifiées en expliquant que plusieurs dizaines d'amendements nouveaux avaient été mis en distribution et que les parlementaires n'avaient pas eu le temps de les classer et de les étudier. Un incident avait en outre eu lieu, mardi, en

### « Démission ! démission ! »

M. ANDRIEU (P.C., Pas-de-Calais) a évoqué, mardi 17 juin, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement, l'inauguration, à Toulouse, samedi 14 juin, d'un monument (1) « à l'effigie de Roger Degueldre, déserteur, condamné à mort en 1962 et fusillé le 6 juillet de la même année ». Le député communiste a demandé à M. Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, comment il justifiait sa présence officielle à cette manifestation.

En réponse, M. Dominati a déclaré : « Je ne suis pas allé à Toulouse pour inaugurer un monument à la gloire de l'O.A.S., mais pour célébrer l'anniversaire du débarquement de Sidi-Ferruch et cent-trente-deux ans de présence française en Algérie. » « Que vous le vouliez ou non, a-t-il ajouté, la France fut présente pendant plus d'un siècle en Afrique du Nord et n'a pas à en avoir honte. Nos compatriotes rapatriés ont droit à la considération nationale. »

S'adressant au premier ministre, M. Messmer (R.P.R., Moselle) a évoqué, un peu plus tard, ce même sujet. L'accès du premier ministre a notamment indiqué :

« Ce monument serait à l'effigie du créateur des commandos Delta de l'O.A.S. (Roger Degueldre). » « Cette inauguration, a-t-il poursuivi, aurait été l'une des manifestations d'un congrès au cours duquel un hommage aurait été rendu au chef du commando qui, le 22 août 1962, au Petit-Clamart, tenta d'assassiner le général de Gaulle. » (Jean Bastien-Thiry). Au moment où, pour beaucoup de rapatriés, s'étaient les passions les plus douloureuses, et à l'heure où les plus hautes autorités de l'Etat s'apprêtaient à célébrer le quarantième anniversaire de l'appel du 18 juin, il est difficile de comprendre que les représentants du gouvernement n'aient pas immédiatement quitté cette manifestation au cours de laquelle un groupe d'extrémistes a exalté la tentative d'assassinat du président de la République. Seul un groupe d'extrémistes s'en est pris à moi sans que je sois intervenu. » « Quant au soldat français qui était représenté sur la stèle du monument, ce n'est pas un héros, c'est un criminel. Je laisse à chacun la responsabilité d'y voir les traits de celui qui voudront reconnaître son cœur et sa raison. » En tant que ministre de la Justice, je ne puis que constater que certains députés R.P.R. ont alors quitté l'hémicycle, certains d'entre eux en criant : « Démission ! démission ! »

### La colère des compagnons

Vive agitation mardi après-midi 17 juin dans les couloirs de l'Assemblée nationale après la réponse expéditive faite par M. Dominati, secrétaire d'Etat aux rapatriés, à l'ancien premier ministre M. Pierre Messmer. Jamais on n'avait vu dans la salle des pas perdus M. Raymond Barre s'attarder aussi longtemps. Le premier ministre, visiblement irrité et tendu, cachait mal sa colère à l'égard de son secrétaire d'Etat, s'entretenant avec M. Peyrefitte, ministre de la justice, et Limonier, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, tous deux R.P.R., des moyens de trouver une issue.

Le chef du gouvernement avait pourtant été informé plusieurs heures à l'avance par M. Jean Foyer, président de la commission des lois, du texte de la question. Ce dernier avait eu effet lui-même rédigé mais le groupe R.P.R. pour lui donner plus de poids, en avait confié la lecture à M. Pierre Messmer en tant qu'ancien premier ministre s'exprimant au nom de tous les anciens ministres du général, membres du groupe parlementaire gaulliste.

Au cours de la réunion de groupe qui a suivi, les députés R.P.R. ne cachaient pas qu'ils avaient été marqués par le chef du gouvernement ne dégage pas de réponse à la question. Le groupe, d'ailleurs, décide alors de ne plus participer aux débats de l'Assemblée, ni en séance publique ni en commission. Mais, pour le premier ministre n'aura pas pris une position nette et précise devant l'Assemblée et ne se contentera pas d'une réponse aussi masquée que celle de son secrétaire d'Etat. C'est ce qu'indiquent M. Labbé, président du groupe, qui ajoute : « Tantôt, on exalte de Gaulle ; tantôt, on se fait représenter par une manifestation où on agit sa mémoire. Il faut

que M. Barre désavoue M. Dominati. » Évoquant la cérémonie du Mont-Valérien, il précise qu'il ne s'y rendra pas si M. Giscard d'Estaing y prononce une allocution, ajoutant : « Nous aurons nombreux à ne pas y aller. » M. Kasper, député de Paris, membre du bureau qu'il a envoyé au chancelier de l'ordre de la Libération pour annoncer également son refus et sa désapprobation.

M. Messmer assure que le général Joffre, qui a exalté le rôle de l'O.A.S., avait remis son discours la veille à M. Dominati, « qui n'a pas été surpris » et il s'exclame : « Si le gouvernement fait bloc maintenant derrière l'O.A.S. et les assassins de Gaulle ! »

Quant à celle du Mont-Valérien, il estime qu'elle « n'est pas convenable, car ce n'est pas de discours mais de faits qu'il s'agit ». Au total, pour l'ancien premier ministre, les déclarations de pouvoir « manquent un peu de sensibilité et d'un minimum de psychologie ».

M. Georges Gorse (Hauts-de-Seine), ancien ministre du général, ironise : « Je ne suis pas si dans cette corrala nous avons les griffes et la queue de Dominati, mais nous avons au moins obtenu que Giscard ne parle pas. On ne peut pas à la fois utiliser de Gaulle et faire l'apologie de ceux qui l'ont combattu. » M. Emmanuel Aubert (Alpes-Maritimes) cherche une raison : « Il fallait faire sa place ; en quelques jours, on peut récupérer Degueldre, Bastien-Thiry et de Gaulle. »

M. Bernard Maréchal (Alpes-Maritimes) assure : « Il n'est pas possible que ce soit une maladresse de Barre. C'est plus machinal ; on cherche à débarrasser le terrain des points entre le R.P.R. et les pieds-noirs pour des raisons électorales. »

Lorsque M. Claude Labbé revient de l'hôtel Malignon, où, en compagnie de M. Foyer et Messmer, il a rencontré le premier ministre, il se cache pas sa satisfaction : « M. Barre, dit-il, a compris qu'on ne pouvait pas rester sur cette non-réponse du secrétaire d'Etat. Il a pensé qu'il devait expliquer lui-même. Les choses s'apaisent donc. »

Dans les couloirs, avant l'ouverture des débats, on avait pu voir M. Jean-Louis Tixier-Vignancour, ancien député d'extrême droite, qui avait été le défenseur de la plupart des membres de l'O.A.S.

Sans doute avait-il été prévenu — mais par qui ? — que l'une des questions posées au gouvernement lui rappellerait des souvenirs.

### La première grève de M. Foyer

« Dites, monsieur le président, le projet « sécurité et liberté », qu'est-ce qu'il devient dans tout cela ? », M. le président Foyer, maître de l'organisation des travaux de la commission des lois de l'Assemblée nationale rentre la tête dans les épaules, balance les deux bras d'arrière en avant, pivote sur lui-même et manque s'étrangler d'indignation. Comment un représentant du cabinet de M. Alain Peyrefitte ose-il poser une telle question, à lui Jean Foyer, ancien ministre du général de Gaulle, qui fut garde des sceaux au moment du procès de Bastien-Thiry ? M. le président Foyer n'hésite pas une seconde : « La projet Peyrefitte, ON S'EN FOUT ! », lance-t-il l'impression qu'il sentait venir l'orage, avait déjà amorcé un mouvement de repli dans la salle des pas perdus du Palais-Bourbon.

Intermédiaire entre la tête de ses interlocuteurs et le plafond, il perçoit l'agitation de M. Jean Bozzi (Corse-du-Sud), le collègue de M. Jean Tiberi (Paris), qui invoque devant lui la « démission » et la « morale », la démission du général Emmanuel Aubert venu lui annoncer, sans préavis, son refus « de s'engager en séance et en commission ».

M. Peyrefitte sait qu'un peu plus tard, quelques extrémistes de ses amis ont réclamé que les ministres R.P.R. soient « placés devant leurs responsabilités », en clair qu'ils choisissent entre le R.P.R. et le gouvernement. La proposition n'est pas nouvelle, et elle restera sans lendemain, mais tout de même... Un facétieux est allé jusqu'à suggérer que le gérant des sceaux annonce lui-même à l'Assemblée la grève des députés décidée par les députés gaullistes. M. Maxime Kalmay, député communiste du Val-de-Marne, a spontanément répondu : « Toi qui es rapporteur, tu devrais convaincre Peyrefitte de donner sa démission en signe de protestation. »

M. Peyrefitte n'est pas d'humeur à plaisanter. Outre la compréhension qu'il a pour la révolte du R.P.R. et la solidarité gouvernementale qui le dissuade d'en faire état publiquement, le gérant des sceaux est embarrassé car le retard que prend son projet.

« Sécurité et liberté » vit dans l'insécurité la plus totale, victime de la otologie procédurière des socialistes qui font de l'obstruction en commission, et des autres humeurs du R.P.R. qui lui a donné quarante heures, jusqu'à jeudi 15 heures. Quarante heures de grève-surprise, sans occupation des locaux.

Interrogé mercredi 18 juin à l'Assemblée nationale par M. FENECH (U.D.F., Rhône) sur le placement de ce monument à la mémoire des rapatriés de l'Algérie, le ministre de l'Intérieur, avait déclaré : « Le gouvernement s'efforce d'acte de violence commis contre un monument que les rapatriés ont édifié par leur sang. » En témoignage de fidélité à l'Algérie qu'ils ont connue. La cérémonie d'inauguration aura lieu, tout lieu, comme prévu, le 14 juin 1980, à 10 heures, au Palais-Bourbon, à l'initiative du premier ministre, y assistera, pour témoigner de l'intérêt que le gouvernement porte aux rapatriés. » « Une enquête est diligentée, ajoute M. Fenech, pour retrouver les auteurs de cet acte inqualifiable auquel si ne convient pas, au dénominateur, d'attacher, sinon sur le plan affectif, plus d'importance qu'il n'en mérite. »

Sur un terrain situé aux Portes d'Alsace et donné par la municipalité de Toulon (Var), le comité de la stèle animé par le colonel Raymond, ancien membre de la 1<sup>re</sup> brigade parachutiste, a organisé, le 14 juin 1980, un mouvement d'environ 2 mètres de haut sur 6 de large. Le monument, composé de deux blocs de granit, est sculpté par Pierre Cartreau, figurent les mots : « L'Algérie française, la France algérienne et musulmane, qui, souvent au prix de leur vie, ont pacifié, fécondé et défendu le territoire algérien. » Un bas-relief représente un gaillarde combattant, dont les épaulettes sont arborées, et ce bas-relief est surmonté d'une palme. Les mots : « Pour une parole donnée » (allusion à la promesse de garder l'Algérie dans ce pays) sont gravés dans ce bas-relief. Selon le Front national des rapatriés, le projet du Var aurait indigné aux rapatriés de l'Algérie, de cette stèle, une quinzaine de jours avant l'inauguration, que le monument pourrait être manqué.

Les sympathies marquées pour la cause de l'Algérie française lui valurent alors des difficultés grandissantes avec son parti. Le 27 juin 1960, le comité central de l'U.N.R. prononça son exclusion définitive : il lui était reproché d'avoir pris parti en faveur de M. Jacques Soustelle dans le conflit qui opposait ce dernier à la direction de l'Union pour la nouvelle République.

Le moeste M. Piot, rapporteur R.P.R. en a égaré son éternel sourire. Il se tait tout petit dans la tempête orageuse par les grands. Que faire ? Cesser le travail ou le poursuivre en commission ? M. Piot, sage, cherche une protection. Il lève ce que M. Foyer voudrait. Solidarité avant tout. Ni Piot, ni moi », assure M. Foyer qui met fin aux angoisses de son rapporteur. « Nous faisons la grève », ajoute l'ancien gérant des sceaux, soudain réjoui de s'être placé dans un pareil cas d'espèce. L'oreille toute de sa vie. Il le dit à qui veut l'entendre. « Je débraye », clame-t-il. M. Foyer ne reprendra le travail qu'à condition que M. Dominati soit « vide » du gouvernement. Revendication maximaliste : sa première grève lui monte à la tête.

La grève a fait une victime. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, M. Alain Peyrefitte, le regard perdu, cherche une solution négociée dans une zone

(1) Sur un terrain situé aux Portes d'Alsace et donné par la municipalité de Toulon (Var), le comité de la stèle animé par le colonel Raymond, ancien membre de la 1<sup>re</sup> brigade parachutiste, a organisé, le 14 juin 1980, un mouvement d'environ 2 mètres de haut sur 6 de large. Le monument, composé de deux blocs de granit, est sculpté par Pierre Cartreau, figurent les mots : « L'Algérie française, la France algérienne et musulmane, qui, souvent au prix de leur vie, ont pacifié, fécondé et défendu le territoire algérien. » Un bas-relief représente un gaillarde combattant, dont les épaulettes sont arborées, et ce bas-relief est surmonté d'une palme. Les mots : « Pour une parole donnée » (allusion à la promesse de garder l'Algérie dans ce pays) sont gravés dans ce bas-relief. Selon le Front national des rapatriés, le projet du Var aurait indigné aux rapatriés de l'Algérie, de cette stèle, une quinzaine de jours avant l'inauguration, que le monument pourrait être manqué.

(2) Le général Joffre a été fusillé le 6 juillet 1962, à l'âge de 52 ans, le 12 mars 1980 (voir le Monde du 3 juin).

Secrétaire d'Etat auprès du premier ministre depuis avril 1977, chargé de la recherche, puis des rapatriés depuis 1978, Jacques Dominati a commencé sa carrière dans les rangs gaullistes : en 1951, il était secrétaire national des étudiants R.P.R. puis, en 1952, conseiller national du Rassemblement du peuple français. En 1958, il était secrétaire général de l'U.N.R. pour la région parisienne et en 1960 secrétaire général du groupe gaulliste du Conseil municipal de Paris.

Peu de temps après, M. Dominati se rapprocha du Centre national d'indépendants et paysans, dont il allait porter (sans succès) les couleurs dans la huitième circonscription de la Seine, lors des élections législatives de 1962. Le C.N.I.P. était son conseil national du Rassemblement du peuple français. En 1968, il était secrétaire général de l'U.N.R. pour la région parisienne et en 1969 secrétaire général du groupe gaulliste du Conseil municipal de Paris.

Peu de temps après, M. Dominati se rapprocha du Centre national d'indépendants et paysans, dont il allait porter (sans succès) les couleurs dans la huitième circonscription de la Seine, lors des élections législatives de 1962. Le C.N.I.P. était son conseil national du Rassemblement du peuple français. En 1968, il était secrétaire général de l'U.N.R. pour la région parisienne et en 1969 secrétaire général du groupe gaulliste du Conseil municipal de Paris.

### DANS LA PRESSE PARISIENNE

LE QUOTIDIEN DE PARIS : toutes les querelles possibles. « L'affaire ne vaut pas tout le bruit qu'on fait autour d'elle. La politique s'est empressée d'encadrer une blessure que l'opinion n'avait pas ressentie comme un outrage. Le terrain semblait bon aux députés gaullistes, puisqu'il était celui de la morale et de l'histoire. Ils s'y sont précipités. Cela atteste la bonne santé qu'ils mettront dans les mois qui viennent à chercher toutes les querelles possibles à l'exécution giscardienne pour le faire plier. Et il pliera. » (PIERRE TIBERI.)

LE MATIN : le costume gaullien, trop large. « Plus la France s'éloigne du gaullisme, plus la classe politique cherche les vertus du général. (...) Personne n'est digne : le gaullisme, quand il est renoué par le pouvoir, n'est plus qu'un slogan à usage électoral. Parmi les hommes qui nous gouvernent, il n'existe plus, depuis belle lurette, de gaullistes. Il existe des politiciens qui usent du pouvoir comme

d'un fonds de commerce. A s'efforcer de vouloir endosser le costume gaullien, loin de se grandir, le pouvoir donne en réalité la mesure de sa petitesse. Dans un habit trop large, on a toujours l'air ridicule. »

LE FIGARO : expurger les calendriers. « Il n'y a guère de façon à tirer de tout cela, sinon celle — négative — qu'on présente pré-électorale on devrait expurger les calendriers de toutes les fêtes, anniversaires et commémorations, car ceux-ci sont fatalement détournés de leur objet et perdent par conséquent toute signification. » (PIERRE TIBERI.)

L'AUREOLE : le front gaullien. « On aurait pu croire, après les récentes déclarations de Jacques Chirac à l'hôtel de Ville de Paris où il avait invité le général Joffre, chef de l'O.A.S., et condamné à mort du temps de Gaulle, que le R.P.R. à son tour était partisan d'une réconciliation gé-

nérale à propos des événements tragiques qui marquèrent la fin de la guerre d'Algérie. Il n'en est rien ! (...) Décidément, le front gaullien-communiste, ses réformes contre les rapatriés chaque fois qu'il évoque le souvenir des martyrs de l'Algérie française ! » (RENE ATTARD.)

LIBERATION : la radio libre de de Gaulle. « L'émulsion « Ici Londres » incarnait quotidiennement l'idée que des Français échappés à la servitude du vichysme et que leurs voix réussissaient à percer les murailles de l'Hexagone occupé. La France libre, ce fut d'abord celle qui parvenait à émettre et à parler français aux Français malgré Vichy et l'occupation. »

Porté par ce média, le gaullisme s'empresse de la réglementation de la Libération puis de la monopolisation après 1958, faisant du coup régresser ce qu'il avait lui-même contribué à promouvoir. » (SERGE JULY.)

### LE MONDE

met chaque jour à la disposition de nos lecteurs les informations les plus précieuses et les plus intéressantes.

Voici le sommaire de la MAISON que vous retrouverez

### Roger Degueldre

Le lieutenant Roger Degueldre a été fusillé le 6 juillet 1962 au fort d'Irty. Originaire de Lorient (Morbihan), ancien maquisard F.T.P. engagé dans l'armée de la Libération et passé à la légion, il gagna ses galons à la Légion d'honneur, la médaille militaire et onze citations en Indochine puis en Algérie. Déserteur le 22 avril 1960, lors du putsch des généraux à Alger, il devint le chef des opérations spéciales de l'O.A.S., puis des « commandos Delta » formés essentiellement de déserteurs de la légion et qui exécutèrent sur ordre des opérations ponctuelles : assassinats — comme celui du commissaire Garoupy ou de M. For, attaché au consulat britannique et de nombreux militaires — et actes de terrorisme. Degueldre fut condamné à mort par la Cour militaire de justice le 28 juin 1962.

### Jean-Marie Bastien-Thiry

Jean-Marie Bastien-Thiry, ingénieur militaire en chef de 2<sup>e</sup> classe — ce qui correspond au grade de lieutenant-colonel — polytechnicien spécialiste de l'armement, considérant en 1962 que le général de Gaulle avait violé la Constitution en abandonnant l'Algérie et en cette même occasion les principes de la morale chrétienne, accepta du C.N.R. l'organisme clandestin, la mission d'organiser son assassinat.

Il recruta avec soin ses hommes et organisa minutieusement l'attentat du Petit-Clamart. Le 22 août 1962, le chef de l'Etat, M. de Gaulle et le colonel de Boissieu, gagnant Villacoublay d'où ils devaient se rendre à Colombey-les-Deux-Églises.

Avant le rond-point du Petit-Clamart — aujourd'hui disparu — la nature officielle est attaquée au fusil mitrailleur sur un signal donné par Bastien-Thiry lui-même, par des tireurs d'élite postés dans une camionnette étalonnée. La D.S. du général est percutée de balles, mais ses occupants sont indemnes.

À terme, deux long procès furent la Cour militaire de justice. Jean-Marie Bastien-Thiry fut condamné à mort le 5 mars 1963 et fusillé le 11 mars suivant au fort d'Irty.

## TRAVAUX DE gouvernement

de la constitution... M. Foyer (R.P.R.)... M. Foré (P.S., Territoire de Belfort) les avait justifiées en expliquant que plusieurs dizaines d'amendements nouveaux avaient été mis en distribution et que les parlementaires n'avaient pas eu le temps de les classer et de les étudier. Un incident avait en outre eu lieu, mardi, en

### Silence !

de la constitution... M. Foyer (R.P.R.)... M. Foré (P.S., Territoire de Belfort) les avait justifiées en expliquant que plusieurs dizaines d'amendements nouveaux avaient été mis en distribution et que les parlementaires n'avaient pas eu le temps de les classer et de les étudier. Un incident avait en outre eu lieu, mardi, en

### « AU CHAMP D'HONNEUR »

Dans l'allocution qu'il avait prononcée le samedi 14 juin à Toulouse, le général Joffre, président d'honneur du Front national des rapatriés, avait notamment évoqué « la mémoire de trois camarades de prison exécutés sur ordre du gouvernement français ». Parmi eux, Roger Degueldre. Il avait ajouté : « Ils sont tombés au champ d'honneur j'étais à la prison de la Santé à leurs côtés. Je ne saurais pas comment ils sont partis au poteau en criant : « Vive la France ! »

### M. LE PEN : une haineuse manifestation

M. Jean-Marie Le Pen, ancien député, président du Front national (extrême droite), a déclaré mercredi matin 18 juin : « La haineuse manifestation des politiciens gaullistes à l'égard de l'Algérie française, qu'ils ont trahie, eux, après l'avoir parturée, eux, ouvrir peut-être les yeux des rapatriés et ceux des Français nés ou adoptés qui n'ont que nous, pour période de l'histoire, où il est nécessaire de piper les voix de la droite, ils ont toujours été au coude à coude avec les communistes. »

### Atelier de poterie

« LE CRI ET LE CUIT »  
accueille en groupe les amateurs de 3 à 63 ans  
3, rue LAFITTE, PARIS-8  
Tél. 01 42 60 60 60



## DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## le gouvernement entend-il donner à ce scandale ?

début d'après-midi, au sein de la commission des lois, entre son président, M. Foyer (R.P.R.) et les commissaires de l'opposition. Invoquant le règlement de l'Assemblée nationale (art. 44), M. Foyer avait exigé que le quorum soit atteint pour poursuivre les travaux. Celui-ci ne l'étant pas, la réunion de la commission des lois a été suspendue. Un peu plus tard, en séance publique, M. Foyer devait indiquer que l'arti-

cle 44 dispose également qu'une nouvelle séance de la commission ne pouvait avoir lieu avant un délai de trois heures. Les amendements ne pouvant être examinés par la commission, M. Foyer demandait une nouvelle suspension des travaux de l'Assemblée. En séance de nuit, constatant que toutes les conditions ne paraissent pas réunies pour permettre à l'Assemblée de poursuivre avec

fruit ses travaux, le ministre de la justice indiquait que le gouvernement jugeait « préférable » de supprimer la séance du soir, ainsi que celle de mercredi matin 18 juin.

Au-delà des circonstances de cette journée, le groupe socialiste a clairement manifesté l'intention d'utiliser toutes les ressources de la procédure pour retarder la discussion du projet « sécurité et liberté ». M. Foyer a précisé

que les élus de son groupe demanderaient un scrutin public sur chaque amendement mis en discussion.

Précisons, à ce sujet, qu'aucun des soixante articles du projet n'a été encore adopté, que la session de printemps se termine le 30 juin et que plusieurs dizaines de textes sont encore en navette, entre l'Assemblée nationale et le Sénat. — L.Z.

## POINT DE VUE

## Silence !

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

À l'approche de la fin de la session, il est intéressant de constater, dans la classe politique, à un souci électoral. Dans l'épreuve, de Gaulle était seul face au peuple contre les politiques ; ceux-ci ou mieux ont suivi le courant quand il existait. La course est d'autant plus générale que les thèmes de l'homme-masse sont plus fins, en même temps. La commémoration du 18 juin en est l'illustration la plus frappante, qui commença dès la libération et le procès du maréchal. De Gaulle attendait de ce procès qu'il fut celui de l'histoire : ce fut celui de Vichy, c'est-à-dire de la conséquence, et non pas de la cause. Or le fond de l'affaire, à l'époque comme aujourd'hui, est bien de condamner l'esprit d'abandon et la désespérance en la France, donc la faillite d'un État et d'une classe politique et militaire qui désespèrent, enseignent le désespoir et ont violemment des émeutes aujourd'hui.

Officiellement le 18 juin, comme l'usage en a été pris depuis que, en

1972, Georges Pompidou fut malencontreusement invité à pénétrer dans la crypte du Mont-Valérien — au seul titre qu'il était le président de la République, — c'est dénaturation l'acte posé. Il y a quarante ans. Cet acte était précisément contre les institutions, contre les officiers, contre les pouvoirs du moment. Autant que l'esprit de dévotion — et l'erreur d'analyse. — Il condamnait et supplantait un système : il était en marche. C'est dans cet esprit, et donc à titre très personnel et individuel, que devait être commémoré le 18 juin ; le cérémonial qui en fut le plus proche a été celui de 1959, de Gaulle absent mais vivant, et les plus hautes autorités comme les plus humbles fidèles n'étant au Mont-Valérien que dans le rang, Georges Pompidou, président élu, n'ayant pas encore — et à dessein — inauguré constitutionnellement son mandat. Silence de tous et entrée dans la crypte du seul grand chancelier de l'ordre de la Libération. Silence officiel, qui s'impose depuis qu'il y a eu une majorité de Français pour renvoyer sa tâche inachevée, l'homme du 18 juin.

M. Giscard d'Estaing aurait dû s'appliquer de lui-même le verset biblique dont il use improprement. L'automne dernier et laisser à chacun le soin de ses affaires et de ses fidélités. Le 18 juin ne concerne pas l'État, le fortiori pas son chef, encore moins l'achèvement du titre, qui ne fut pour rien dans l'œuvre du général de Gaulle et pour beaucoup dans sa chute. Le président s'était cru bon publiciste, en s'adressant, avant qu'il n'y renonce, à ce qu'il croit être l'électorat gaulliste, au Mont-Valérien, et, plus encore, en s'imposant à l'Institut Chéries-de-Gaulle, qui l'invita si malencontreusement. Même erreur électorale sur la France que celle de flatter une prétendue majorité communiste en dinant à Varsovie, ou agricole en dansant la valse-hésitation à propos de l'éclatement du Marché commun ou du financement de l'Europe verte.

Le 18 juin n'a rien à voir avec les reports de vote au second tour d'une élection présidentielle ; il se pourrait même que, soudain, l'esprit de rébellion et de maturité, qui fut à son origine, gagne beaucoup de Français, au grand dam électoral de certains.

## A l'ère de l'ère

## UNE GERBE A ÉTÉ DÉPOSÉE SUR LA TOMBE DU MARÉCHAL PÉTAINE

Au nom de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain (A.D.M.P.), M. Jean Borotra a prononcé, le mardi 17 juin, à l'ère de l'ère une allocution dans laquelle il a notamment déclaré :

« Quarante ans après le jour de deuil que fut le 17 juin 1940, et celui pour vous, chef victorieux de 1918, et de nos jours, des millions de Français — même s'ils souhaitent la fin d'un combat devenu vain et chargé de souffrances pour tant d'hommes et de femmes, militaires ou civils, — nous sommes venus nous recueillir sur votre tombe et nous témoigner notre profonde gratitude. Votre gratitude pour être restés auprès de nous, pour avoir eu le courage de demander à l'ennemi ce qu'il était capable de faire, pour nous avoir redonné l'espérance, et non pas de reprendre bientôt le combat, auquel, au fond de notre cœur, nous n'avons pas renoncé, mais de réaliser le rétablissement de notre pays sous le signe du travail, de la famille, de la patrie. »

Une gerbe a été déposée sur la tombe du maréchal Pétain. Elle porte la mention suivante : « 17 juin 1940 - 17 juin 1980. Au maréchal Pétain, chef du gouvernement, avec la profonde gratitude de l'A.D.M.P. pour l'œuvre qui permit la victoire finale des Alliés. »

★ L'association nationale Pétain-Verdun proteste dans un communiqué contre l'interdiction qui lui a été faite par la préfecture de déposer une gerbe, mardi 17 juin, à la mémoire du maréchal Pétain sur la tombe du Soldat Inconnu, à l'Étoile.

★ Association nationale Pétain-Verdun, 22, boulevard des Anglais, 44100 Nantes.

Au Panthéon  
CÉRÉMONIE À LA MÉMOIRE DE JEAN MOULIN

Sir Reginald Hibbert, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, accompagné du conseil général britannique, a célébré, le mardi 17 juin, au Panthéon, la mémoire de Jean-Moulin, ancien préfet d'Eure-et-Loir et premier président du Conseil national de la Résistance, mort sous la torture. « Grâce à Jean-Moulin, grâce au général de Gaulle, la France est demeurée à nos côtés pendant la guerre et est restée, aujourd'hui, une alliée et un partenaire », a déclaré Sir Reginald. En Angleterre, pendant la guerre, nous admirions la résistance française et, aujourd'hui, à travers la mémoire de Jean-Moulin, nous savons tous les membres de la Résistance française et les Français libres qui se sont battus aux côtés des alliés. »

Après avoir, Jean-Moulin, dernier survivant de l'émission de la radio de Londres, « Les Français parlent aux Français », avait évoqué « le patriotisme irréductible, l'un des combattants, des héros qui ont le plus et le mieux servi la cause commune pendant la guerre » que fut Jean-Moulin.

Le général de Gaulle, grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur, le général Simon, chancelier de l'ordre de la Libération, M. Bruno de Leusse, secrétaire général du Quai d'Orsay, M. Claude Bourdet et Mme Antoinette Sax, qui fut la collaboratrice de Jean Moulin, assistaient à cette cérémonie.

D'autre part, Ch. Barthes, M. Alain Fohrer, président du Sénat, et M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, ont honoré la mémoire de Jean Moulin mardi 17 juin.

Le député, maire de Bordeaux, ancien député national de la Résistance intérieure, a déposé une plaque en souvenir de l'ancien préfet d'Eure-et-Loir et rappelé son héroïsme et son intègrité.

UNE MÉDAILLE  
COMMÉMORATIVE

Pour le quarantième anniversaire de l'appel du 18 juin, M. Maurice Pliant, secrétaire d'État aux anciens combattants — à l'initiative du président de la République — a fait frapper par l'Établissement monétaire une médaille commémorative, réalisée par le graveur Georges Guiraud : elle représente à l'avant un buste du général de Gaulle, de l'autre, la perspective de l'Arc de triomphe vers lequel convergent deux paillards avec l'inscription « 8 mai 1945 » sur la croix de Lorraine et la mention « P.P.L. Résistance, V.F.C. ». Tirée à 1500 exemplaires, cette médaille en bronze ne sera pas vendue dans le commerce.

Le premier exemplaire a été remis à l'amiral Philippe de Gaulle, un autre exemplaire est réservé à M. Giscard d'Estaing et ce mercredi 18 juin, un certain nombre de ces médailles seront remises par M. Chaban-Delmas aux trente-trois compagnons de la Libération qu'il a invités à déjeuner à la présidence de l'Assemblée nationale.

## Le pouvoir et les gaullistes

(Suite de la première page.)

L'entente que M. Giscard d'Estaing se proposait de faire au protocole, et surtout à la tradition, a été reçue comme un autre défi. L'intention du chef de l'État de décorer au Mont-Valérien — lieu consacré au culte des morts — M. de Courcel, qui était le 18 juin 1940 l'aide de camp du général de Gaulle, M. Giscard d'Estaing avait même envisagé d'honorer de la même manière l'amiral Philippe de Gaulle, a été ressentie par les gaullistes comme une véritable provocation.

Aussitôt sont revenus planer sur les relations qu'ils entretenaient avec « les autres », les spectres des combats fratricides de l'occupation et ceux de l'O.A.S. Comment, d'ailleurs, les drames d'il y a vingt ans pourraient-ils être totalement oubliés, alors que ceux d'il y a quarante ans sont toujours présents dans bien des mémoires ? Les applaudissements de toute la gauche mêlés à ceux

du R.P.R., à l'Assemblée nationale, pour saluer M. Pierre Messmer, alors que seule l'U.D.F. démentait silencieusement, confirmaient ces deux références historiques en un même hommage posthume à de Gaulle. Comment ceux qui se veulent les disciples du général ne se seraient-ils pas indignés de la réhabilitation aussi spectaculaire qu'improvisée et intéressée d'ennemis jurés alors qu'il est devenu de mode partout et pour tous d'exalter les vertus du gaullisme ?

La réaction du R.P.R. a donc été spontanée, vive et totale. Le réflexe du compagnonnage a joué à plein — et pas seulement dans les rangs du mouvement de M. Chaban-Delmas, effaçant les rivalités et les tendances. Aucune défection dans la protestation ne s'est produite au sein du groupe parlementaire et M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, compagnon de la Libération, a effectué une démarche à l'Élysée pour que le chef de l'État renonce à ses projets. Toutefois, mercredi

matin au micro d'Europe 1, M. Chaban-Delmas semblait faire marche arrière et se refusait à commenter les informations — qui venaient pourtant de son entourage — selon lesquelles il était intervenu auprès du chef de l'État. Le président de l'Assemblée nationale indiquait : « Le chef de l'État a eu un sursis universel, mais ce n'est pas quand il veut. S'il ne parle pas, c'est du fait de sa volonté. »

M. Raymond Barre, qui semblait fort courroucé de l'attitude de M. Dominati, a vite compris qu'il était de son intérêt et conforme au gaullisme, dont il aime tant se réclamer, de faire un geste d'apaisement envers le R.P.R. En acceptant finalement de venir lui-même, jeudi après-midi, à l'Assemblée nationale répondre à M. Pierre Messmer, il apportera du moins un désaveu implicite mais éloquent à un membre de son gouvernement. M. Dominati, et laissera accroire, comme le disent les gaullistes, que la réponse du

secrétaire d'État était « misérable ».

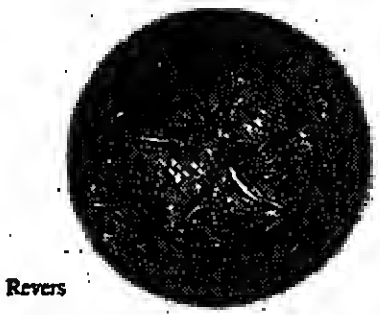
Comment expliquer la renouveau rapide du chef de l'État ? Elle semble bien être motivée par son souci d'apaiser, à moins d'un an de l'élection présidentielle, la désapprobation d'une partie des Français à l'égard de ses tentatives répétées de « récupération ».

Les gaullistes ne cachent pas leur satisfaction d'avoir, par leur résolution et leur unanimité, non seulement fait reculer le pouvoir, à deux reprises, mais surtout montré leur force. Lorsque, à la réunion du « Carrefour du gaullisme », dans la soirée, M. Yves Guéna, député de la Dordogne, s'est demandé s'il fallait encore un parti gaulliste, sa question est apparue quelque peu superflue, puisque la démonstration venait d'être faite qu'il existe, au moins entre les gaullistes, une sensibilité et une façon commune de réagir.

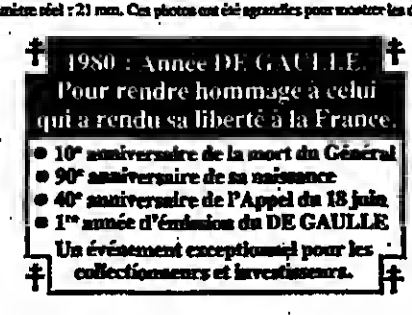
ANDRÉ PASSERON.

## CETTE SOUSCRIPTION SERA CLOSE SANS PRÉAVIS

Diamètre réel : 21 mm. Ces pièces ont été gravées pour montrer les détails.



Revers



Face

## Voici enfin le "DE GAULLE" gravé en OR massif 24 carats

Cette précieuse émission sans cours légal, réservée aux collectionneurs et investisseurs, est strictement limitée pour 1980 à :

- 50.000 "De Gaulle" en OR fin 24 carats (999,9/1.000), 6,45 g, Ø 21 mm) = 1.500 F
- 75.000 "De Gaulle" en ARGENT 1<sup>re</sup> titre (925/1.000), 6,45 g, Ø 21 mm) = 200 F

"L'or est tenu éternellement et universellement comme une valeur inaliénable et fiduciaire par excellence." (1)

P. de Gaulle

## ÉDITION RÉALISÉE DANS LES ATELIERS DE L'ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES

Une émission à tirage limité susceptible d'acquiescer une grande valeur numismatique.

Toutes les conditions ont été soigneusement réunies pour que le "De Gaulle" 1980 bénéficie avec les années d'une cote numismatique élevée :

1) Le "De Gaulle" est frappé en qualité Fleur de Coins (2) dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles qui jouit d'une renommée mondiale.

2) Le "De Gaulle" est frappé en or fin (999,9/1.000). Généralement les monnaies et médailles ne contiennent que 900/1.000 d'or pur.

3) Son faible tirage strictement limité est garanti par le Certificat de l'Administration des Monnaies et Médailles, et le titre des métaux présents sur le poinçon de l'État.

4) En numismatique, la première année d'émission est généralement très recherchée. De plus, les premiers "De Gaulle" seront émis en 1980, année où les Français célébreront, à travers 3 dates universelles, la mémoire du Général de Gaulle, universellement célébré et entré dans la postérité.

Diversifiez votre patrimoine grâce à la numismatique.

Le tirage du "De Gaulle" 1980 a été volontairement limité pour ajouter à cette émission un caractère précieux cette rareté indispensable qui donne de la valeur aux collections.

Nous sommes persuadés que ce faible tirage du "De Gaulle" 1980 sera inférieur à la demande des millions de Français qui s'inscrivent aux côtés du Général, sans parler de tous ceux qui reconnaissent en lui un personnage désormais entré dans l'Histoire. Ainsi, les fous collectionneurs qui n'auront pas pu se procurer les premiers "De

Gaulle" 1980 seront sûrement prêts à offrir une plus-value substantielle à ceux qui voudraient un jour les céder.

Ne manquez pas cette première année d'émission.

Dans la série des "Grands Personnages Contemporains" (3) le "De Gaulle" offre l'occasion exceptionnelle de commencer une passionnante collection numismatique tout en profitant d'un placement nouveau et lucratif sur les métaux précieux. Le "De Gaulle", saque de nombreuses banques françaises et étrangères ont déjà souscrit, peut aussi faire l'objet d'un cadeau très apprécié.

Un chef-d'œuvre de l'art numismatique signé Santucci et Monnaie de Paris.

La gravure du "De Gaulle" 1980 a été confiée au Maître-graveur Serge SANTUCCI. Les matrices ont été directement gravées à la main dans l'acier. Sur le plan technique, le "De Gaulle" 1980 est frappé en qualité "Fleur de Coins" (2) hors du circuit industriel, à l'aide de coins (matrices) neufs, sur des flans sélectionnés ayant subi un traitement spécial destiné à les rendre plus brillants. Les différentes opérations de fabrication sont effectuées dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles par un personnel spécialisé et toute manipulation est réalisée à l'aide de gants. Chaque "De Gaulle" sera livré avec son étui, sous pochette de protection, et accompagné d'un Certificat officiel qui garantira le tirage limité, le poids et le titre du métal précieux.

Conditions de souscription. Répondez dès aujourd'hui.

1) L'édition et la diffusion sont assurées en exclusivité par les Éditions LALETA. Les souscriptions y seront enregistrées selon leur ordre d'arrivée et dans la limite de l'émission. Par ailleurs, la souscription sera close sans préavis.

2) Cette offre est strictement limitée à 10 exemplaires en or et 20 en argent par foyer (à l'exception des établissements bancaires), pour donner satisfaction au plus grand nombre de demandes et afin d'éviter la spéculation.

3) Les prix sont garantis jusqu'à la livraison pour les 10.000 premiers "De Gaulle" en or et les 20.000 premiers en argent. Au-delà de cette limite, les prix risquent d'être majorés en fonction des cours des métaux précieux. Si votre souscription arrivait trop tard, un supplément de prix vous serait demandé, mais vous seriez tout de même en mesure de confirmer votre commande ou de l'annuler.

4) Les "De Gaulle" seront disponibles à partir de septembre 1980. Les expéditions se feront par colis postal assuré voyageant aux risques et périls des Éditions LALETA et s'effectueront jusqu'en décembre 1980.

5) Garantie de remboursement : si à réception de votre colis vous n'êtes pas entièrement satisfait, vous serez intégralement remboursé en le renvoyant dans les 30 jours.

## BULLETIN DE SOUSCRIPTION

193

à renvoyer aux Éditions J.M. LALETA, Revendeur agréé de l'Administration des Monnaies et Médailles, 8, rue d'Anjou - 75008 PARIS

Je désire souscrire (sous réserve d'épuisement et conformément à vos conditions de vente décrites ci-dessus) au "De Gaulle" 1980 frappé à tirage limité dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles. Veuillez donc m'adresser dès sa sortie, par colis postal assuré à vos frais et risques :

..... "De Gaulle" en OR 24 Carats au prix unitaire de 1.500 F, soit ..... F (").

..... "De Gaulle" en ARGENT 1<sup>re</sup> titre au prix unitaire de 200 F, soit ..... F (").

Je régle le montant de cette souscription, dès réception de votre facture (dans un mois environ), avant l'envoi du colis. Les expéditions auront lieu à partir de septembre 1980, au fur et à mesure des livraisons de la Monnaie.

Date : ..... Signature : ..... (ÉCRIRE EN MAJUSCULES S.V.P.)

M. Mlle, Mlle, ..... Adresse complète : ..... Code Postal : ..... Ville : .....

(\*) Ces prix sont garantis conformément au paragraphe 3 des conditions de souscription ci-dessus. Pour l'échange, port et taxes douanières éventuelles, à charge du souscripteur.



Diamètre réel : 21 mm



# POLITIQUE

## AU SÉNAT

- Questions sur la pollution de la mer et du Rhin
- Approbation de conventions internationales

Répondant mardi 17 juin à des questions orales de M. CHEAUVY (R.P.R., Loire-Atlantique), M. MARCELLIN (R.L., Morbihan) et M. PONS (P.C., Hainaut-de-Seine) que remplissait M. MARSON (P.C., Seine-Saint-Denis), le ministre des transports M. JOSPIN a apporté quelques précisions nouvelles au sujet du naufrage du Tonic et des opérations de neutralisation de l'épave de ce pétrolier. Le ministre, a-t-il notamment indiqué, parait dû à une mauvaise répartition de la charge sur des structures âgées. Le diplôme dont était titulaire le capitaine ne lui aurait permis, sous pavillon français, de commander qu'un navire de jauge inférieure à 7500 tonnes ; le Tonic en avait 18 000.

Il paraît nécessaire, d'autre part, de réviser les normes du barreau. Vérités en ce qui concerne les structures de la coque des pétroliers. Les équipements de sécurité feront l'objet d'un projet de loi permettant d'approuver les protocoles internationaux « Marpol » et « Solas » signés en 1973. « Nous sommes tombés d'accord avec les Anglais, déclare le ministre, pour établir deux couloirs de circulation situés entre 24 et 38 milles au large d'Ouessant, au lieu de trois entre 5 et 33 milles ; propositions que les deux pays soutiendront devant l'O.M.C.I., dans quelques jours. J'ai rencontré à Londres le secrétaire général de l'O.M.C.I. : l'accord de cette organisation pourrait intervenir en 1981. D'ores et déjà les matériels nécessaires sont à l'étude. Quant au radar d'Ouessant, il entrera en service d'ici à la fin de la présente année. »

MM. BOLEAU (Un. cent., Meurthe-et-Moselle) et CHANTY ont ensuite interrogé le ministre des affaires étrangères sur la pollution du Rhin et la non-application par la France des accords de Bonn sur l'évacuation des déchets salins.

Le secrétaire d'Etat, M. Pierre BERNARD-REYMOND, a notamment déclaré à ce sujet : « La solution d'injection de soufre dans les couches profondes du sous-sol a été soigneusement étudiée, et son innocuité acceptée, mais

devant l'hostilité montrée à son égard par de nombreux élus allemands, le gouvernement a décidé de remettre la ratification de l'accord de Bonn. Il importe désormais de préparer une autre, une autre solution nouvelle. (...) Une solution internationale, où la part française ne serait que de

### Le second accord de Lomé

Les sénateurs ont ensuite autorisé le gouvernement à ratifier le second accord de Lomé, signé en octobre dernier.

M. CLAUDE MONT (Un. cent., Loire), rapporteur de la commission des affaires étrangères, a souligné que cette deuxième convention comportait des améliorations notables et un accroissement substantiel de l'aide communautaire (+ 63 %), qui passe de 3 milliards 390 millions d'unités de compte à 5 milliards 467 millions. « Au moment où la Communauté européenne éprouve des difficultés qui menacent sa cohésion, il est réconfortant, a-t-il déclaré, de constater les développements positifs de cette politique d'association avec les Etats africains, des Caraïbes et du Pacifique. »

« Cette coopération concrète et pragmatique », a rappelé M. BERNARD-REYMOND, est d'inspiration française. Les pays en voie de développement ne souhaitent naturellement pas se cantonner dans le rôle de simples fournisseurs de produits de base ; ils ont l'ambition de diversifier leur économie. La deuxième convention de Lomé soutient cet effort par une contribution à leur développement industriel et agricole. »

Le Sénat a ensuite ratifié une convention franco-allemande d'entraide judiciaire (rapporteur : M. Bosson, Un. cent., Haute-Savoie), visant à accélérer les procédures pénales en matière de droit commun. Il avait auparavant repoussé par 286 voix contre 23 (P.C.), une motion d'irrecevabilité déposée par le groupe communiste et défendue par M. Charles Lederman (Val-de-Marne). « Cette motion, a estimé l'orateur, conduit à une

30 %, parait convenable, et nous avons fait des propositions en ce sens à nos partenaires rhénans. (...) Le gouvernement poursuit ses études de façon, tout à la fois, à sauvegarder les intérêts français régionaux et à opérer les Etats rhénans justement irrités par la pollution du fleuve. »

### Le second accord de Lomé

véritable germanisation de notre droit pénal qui comprend d'honnêtes dispositions arrachées au pouvoir (...), alors que, en R.F.A., l'intervention policière et judiciaire est omniprésente. »

« Cette convention, a précisé M. BERNARD-REYMOND, ne comporte aucun lien avec la convention d'extradition de 1957, à laquelle d'ailleurs, la France n'est pas partie. »

Le Sénat a adopté plusieurs autres projets de loi visant à la ratification de conventions ou d'accords internationaux :

• Pacte international (signé entre soixante-trois Etats) sur les droits économiques, sociaux et culturels, en application de la déclaration de l'O.N.U. sur les droits de l'homme.

• Pacte international sur les droits civils et politiques (signé par soixante et un Etats), M. PAKERO (Un. cent., Alpes-Maritimes), rapporteur des deux projets, a déploré les réserves dont le gouvernement français a assorti ce second texte. « Certaines réserves », a indiqué M. BERNARD-REYMOND, s'imposaient, celles, par exemple, qui concernent des garanties de procédure pouvant faire obstacle aux applications du régime disciplinaire dans les armées, ou celles qui interdisent toute propagande en faveur de la guerre, car il est des guerres légitimes. »

• Assistance franco-allemande en cas de catastrophe. (Rapporteur : M. Andrieux (P.C., Bouches-du-Rhône).)

• Echange de lettres entre les gouvernements français et chiliens en vue de faciliter les liaisons

aériennes avec la Chine et le Venezuela. (Rapporteur : M. Hénin, Gauche dém. Eur.).

• Accord fiscal franco-américain tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations. (Rapporteur : M. Raynaud, Gauche dém. Alpes-Maritimes.)

• Accords franco-salvadorien et franco-paraguayen sur les investissements. (Rapporteurs : MM. Longueueux, P.S., Haute-Vienne, et Palmero.)

• Accord avec la Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest. (Rapporteur : M. Longueueux.)

• Accord franco-mauritanien sur la Sécurité sociale. (Rapporteur : M. Longueueux.)

• Accord franco-mongol sur les infractions d'automobilistes. (Rapporteur : M. Palmero.)

A. G.

## LISEZ

Le Monde des PHILATÉLISTES



# DÉFENSE

M. JOSPIN  
LAISSE ENTENDRE QUE LE P.S.  
SE PRONONCERA  
CONTRE L'ARME NEUTRONIQUE

(De notre correspondant.)

Limoges. — M. Lionel Jospin, secrétaire national du parti socialiste, chargé des relations internationales, a évoqué, mardi 17 juin, à Limoges, où, avant de participer à une réunion publique, il était l'hôte du Club de la presse, la fabrication par la France de la bombe à neutrons. M. Jospin, qui est coauteur du rapport qui doit être présenté mercredi soir au bureau exécutif du P.S., tout en se défendant d'anticiper sur la décision finale, a déclaré : « Je ne crois pas que le parti socialiste se retrouve dans une position d'acceptation de la bombe à neutrons. » Il a souligné la nécessité, devant la course aux armements à laquelle on se livre, à l'Est comme à l'Ouest, de mettre en marche « l'engrenage » du désarmement. M. Jospin a également estimé que le service militaire devrait être « plus court et plus utile », et que l'on devrait « y introduire les valeurs de la démocratie ».

● ERRATUM. — Sur la foi de renseignements diffusés par le ministère de la défense, le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

## ESSAI NUCLÉAIRE FRANÇAIS A MURUROA

Wellington (A.P.P.). — La France a procédé, lundi 16 juin, à une explosion nucléaire souterraine en Polynésie, selon le bureau scientifique gouvernemental néo-zélandais. Comme c'est la tradition, la France n'a ni confirmé ni démenti la réalité de cette explosion, dont l'intensité n'a pas atteint celle des plus grandes expériences nucléaires françaises à Mururoa. L'essai a été enregistré par un poste néo-zélandais de détection sismique installé dans les îles Cook.

[A la fin de 1979, les Etats-Unis avaient réalisé six cent quarante-deux essais et l'Union soviétique quatre cent trois. On peut noter que, selon le Commissariat à l'énergie atomique en France, les Soviétiques, malgré leur engagement de ne pas dépasser de six fois la puissance soit supérieure à 150 kilotonnes conformément à leur accord avec les Américains, semblent avoir effectué quatre fois, en 1979, entre 400 et 500 kilotonnes.]

Toujours, à la fin de 1979 et depuis sa première expérience de février 1960, la France a procédé à moins de cent essais dont la moitié ont eu une puissance inférieure à 5 kilotonnes, limite de détection des tirs par des observateurs étrangers.

L'an dernier, les expériences à Mururoa ont surtout permis d'acquiescer, comme disent les techniciens, définitivement la formule de la tête thermonucléaire destinée au missile M-4 des sous-marins stratégiques. C'est-à-dire que les performances de la tête (volume, allègement, masse de l'armure, caractéristiques du matériel de corps de rentrée et niveau de durcissement) ont été définies.

Si l'on considère les armes selon leur rapport entre la masse et l'énergie déployée, le M-4 n'est qu'une technologie comparable à celle des missiles américains actuellement en service, tels que le Minuteman-III.]

## UN DOCUMENT SONORE EXCEPTIONNEL

« LE 18 JUIN 1940... »  
LES DEUX PREMIÈRES ANNÉES  
DE LA DÉBACLE A LA RÉSISTANCE

Appels et discours de  
Charles de Gaulle, Paul Reynaud,  
Sa Majesté Elisabeth d'Angleterre,  
Philippe Pétain, Winston Churchill,  
Paul Marion Philippe Henriot

Avec la participation exceptionnelle de Pierre Dux

Référence : 14020  
DISQUES AVEC  
54, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS

# HOURRA RONDEAU !

Le Point félicite Jean Rondeau, les pilotes et les mécaniciens  
des « Le Point-I.T.T.-Rondeau ».

Le Point est heureux d'avoir participé à la victoire, aux 24 heures du Mans,  
du dynamisme, du courage et de la tenacité.



DES PROTESTATIONS  
ONT MARQUÉ LA REMISE  
DU PRIX SROCA  
A UNE ANTIROPOLOGUE  
ALLEMANDE

Le Monde

JUSTICE

LES DÉCLARATIONS

Le juge d'instruction  
les rapports de police

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.

Le Monde du 18 juin a indiqué que, lors du défilé militaire du 14 juillet à Paris, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers présenterait un nouveau matériel, le blindé léger AMX-10 RC. C'est en réalité le 7<sup>e</sup> régiment de hussards qui défilera avec cet engin.







## APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

**COURS SPECIAUX D'ÉTÉ**  
★ Hôtel confortable et école dans le même bâtiment.  
★ 5 heures de cours par jour, pas de limite d'âge.  
★ Petits groupes (maximum 9 étudiants).  
★ Écoulement dans toutes les chambres.  
★ Laboratoire de langues modernes.  
★ École reconnue par le ministre de l'Éducation anglaise.  
★ Piscine intérieure chauffée, sauna, etc. Situation tranquille bord de mer 100 km. de Londres.  
Écrivez au :  
REGENCY RAMSGATE  
KENT, S.E.  
Tél. : 0424 512-12  
Ou : Mme Gentil,  
4, rue de la Providence,  
95 - ÉAUGONNE.  
Tél. : 959-29-33 (rel.).

## LE MONDE

Chaque jour à la disposition de vos lectures et de vos recherches.  
Venez y travailler sereinement.  
**LES BUREAUX**  
C'est vous l'écriture.

## COURS MINERVA SAINT-LAZARE

Enseignement privé à 100 mètres de la gare Saint-Lazare.  
75, rue d'Anjou,  
75008 PARIS  
Tél. : 387-34-63.  
3<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup>, 1<sup>re</sup>, terminales.  
Classes à petits effectifs.  
**Laboratoire physique sciences naturelles**  
Brochure sur simple demande.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible.

## LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec explication en français.  
Documentation gratuite.  
ÉDITIONS DESOUES BSCM  
8, rue de Belfort - 75008 Paris

# ÉDUCATION

## LES SÉNATEURS VONT EXAMINER DES PROPOSITIONS

La commission des affaires culturelles du Sénat a adopté, le jeudi 12 juin, un amendement tendant à modifier plusieurs articles de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur relative aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université. Nous publions ci-dessous le texte de la loi et les modifications proposées par la commission.

Les nouvelles propositions qui doivent être examinées par les sénateurs, jeudi 19 juin, n'excluent aucun des membres du conseil de l'élection, mais renforcent cependant le pouvoir des professeurs.

S.N.C.S.J., d'étudiants (UNEF) et de membres du personnel technique et administratif appelés à une manifestation nationale à Paris le 19 juin. Un rassemblement est prévu, à 10 h. 30, devant le Théâtre de l'Odéon. En province des conseils d'université, comme celui de Lyon-I, ont décidé de fermer les établissements le 18 ou le 19 juin.

## Les modifications envisagées

Texte en vigueur

Texte proposé

### TITRE III Article 13

Les conseils sont composés, dans un esprit de participation, par des enseignants, des chercheurs, des étudiants et par des membres du personnel non enseignant. Nul ne peut être élu dans plus d'un conseil d'université ni dans plus d'un conseil d'unité d'enseignement et de recherche.

Dans le même esprit, les statuts doivent prévoir dans les conseils d'université et établissements publics indépendants des universités la participation de personnes extérieures choisies en raison de leur compétence et notamment de leur rôle dans l'activité régionale; leur nombre ne peut être inférieur au sixième ni supérieur au tiers de l'effectif du conseil. Les statuts peuvent également prévoir la participation de personnes extérieures dans les conseils d'unité d'enseignement et de recherche. Les dispositions relatives à cette participation sont homologuées par le conseil de l'université en ce qui concerne les unités d'enseignement et de recherche qui en font partie et par le ministre de l'Éducation nationale, après avis du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, en ce qui concerne les universités et les établissements à caractère scientifique et culturel indépendants des universités.

La représentation des enseignants exerçant les fonctions de professeur, maître de conférences, maître-assistant ou celles qui leur sont assimilées doit être au moins égale à celle des étudiants dans les conseils d'université, conseils et autres organismes où ils sont associés. La représentation des enseignants exerçant les fonctions de professeur ou maître de conférences y doit être au moins égale à 50 % de celle de l'ensemble des enseignants, sauf dérogation approuvée par le ministre de l'Éducation nationale après avis du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

La détermination des programmes de recherche et la répartition des crédits correspondants relèvent exclusivement de conseils scientifiques composés d'enseignants exerçant les fonctions de professeur, maître de conférences ou, éventuellement, maître-assistant, de chercheurs de même niveau et de personnes choisies en fonction de leur compétence scientifique.

Pour la gestion des centres et des laboratoires de recherche, peuvent seuls faire partie des collèges électoraux d'enseignants, de chercheurs et de chercheurs, les enseignants et les chercheurs ayant des publications scientifiques à leur actif et les étudiants de troisième cycle déjà engagés dans des travaux de recherche.

Les conseils sont composés, dans un esprit de participation, par des enseignants, des chercheurs, des étudiants — et par des membres du personnel non enseignant. Nul ne peut être élu dans plus d'un conseil d'université, ni dans plus d'un conseil d'unité d'enseignement et de recherche.

Dans le même esprit, les statuts doivent prévoir — dans les conseils d'université et établissements publics indépendants des universités — la participation de personnes extérieures choisies en raison de leur compétence, et notamment de leur rôle dans l'activité régionale.

Des statuts doivent prévoir également la participation de personnes extérieures dans les conseils d'unité d'enseignement et de recherche.

Les dispositions relatives à cette participation sont homologuées par le conseil de l'université en ce qui concerne les unités d'enseignement et de recherche qui en font partie et par le ministre de l'Éducation nationale après avis du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, en ce qui concerne les universités et les établissements à caractère scientifique et culturel indépendants des universités.

Les propositions des différentes catégories de membres des conseils sont établies de la manière ci-après :

- Professeurs, maîtres de conférences et chercheurs de rang égal : 50 %;
- Maîtres-assistants et chercheurs de rang égal : 15 %;
- Assistants et chercheurs de rang égal : 5 %;
- Étudiants : 15 %;
- Membres du personnel non enseignant : 5 %;
- Personnes choisies en raison de leur compétence : 10 %.

Les conseils d'université, sous réserve de l'approbation du ministère de l'Éducation nationale, les conseils d'U.E.R. pour réserve de l'homologation du conseil d'université, pourront adopter ces pourcentages sans que le nombre de professeurs puisse être inférieur à 50 % du nombre des membres du conseil.

La détermination des programmes de recherche et la répartition des crédits correspondants relèvent exclusivement de conseils scientifiques composés d'enseignants exerçant les fonctions de professeurs, maîtres de conférences ou, éventuellement, maîtres-assistants, de chercheurs de rang égal et par des personnes choisies en fonction de leur compétence scientifique.

Pour la gestion des centres et laboratoires de recherche, peuvent seuls faire partie des collèges électoraux d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants, et être élus par ces collèges, les enseignants et les chercheurs ayant des publications scientifiques à leur actif et les étudiants de troisième cycle déjà engagés dans des travaux de recherche.

### Article 14

Les représentants des diverses catégories dans les conseils des unités d'enseignement et de recherche, dans les conseils des universités et dans les conseils des autres établissements publics à caractère scientifique et culturel sont périodiquement désignés au scrutin secret par collèges distincts.

Un décret détermine les conditions dans lesquelles les étudiants qui seraient empêchés de voter personnellement seront admis à le faire par procuration, ou, à défaut, seront exclus des bases de calcul du quorum prévu à l'alinéa suivant.

Les représentants des étudiants sont élus au scrutin de liste à un tour, sans panachage ni vote préférentiel, avec représentation proportionnelle. Des dispositions seront prises pour assurer la régularité du scrutin et la représentativité des élus, notamment par l'interdiction des inscriptions électorales multiples dans deux ou plusieurs unités d'enseignement et de recherche et, par l'instauration d'un quorum qui ne peut être inférieur à 50 % des étudiants inscrits. Si le nombre des votants est inférieur à 50 % des étudiants inscrits, le nombre des sièges attribués est fixé en proportion du nombre des votants par rapport au chiffre 75-573 du 4 juillet 1975, article premier. En cas de scrutin à deux degrés, le coefficient de réduction du nombre des sièges attribués aux conseils des unités d'enseignement et de recherche par suite du quorum est applicable à la détermination du nombre des sièges attribués aux conseils d'université ou d'établissements quel que soit le mode de scrutin. Un décret fixera les modalités d'application de ce quorum.

Les élections des délégués étudiants ont lieu, dans la mesure du possible, par collèges distincts selon les années ou cycles d'études. Le droit de suffrage est réservé aux étudiants ayant satisfait aux exigences normales de la scolarité, l'année précédente. Le pourcentage des représentants des étudiants de première année ne saurait excéder un cinquième des représentants de tous les étudiants quand l'unité comprend plus de deux années.

Les étudiants étrangers régulièrement inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur ont le droit de vote. Ne sont éligibles que les étudiants étrangers ressortissants de pays avec lesquels existent des accords de réciprocité.

Un décret fixera la composition des collèges électoraux et les modalités de recours contre les élections.

### Article 15

Le président d'un établissement assure la direction et le représente à l'égard des tiers. Il est élu pour cinq ans et n'est pas immédiatement rééligible. Sauf dérogation décidée par le conseil à la majorité des deux tiers, il doit avoir le grade de professeur titulaire de l'établissement et être membre du conseil; s'il n'est pas professeur titulaire, sa nomination doit être approuvée par le ministre de l'Éducation nationale, après avis du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le directeur d'une unité d'enseignement et de recherche est élu pour trois ans. Sauf dérogation décidée par le conseil à la majorité des deux tiers, il doit avoir le rang de professeur titulaire ou maître de conférences ou maître-assistant de l'établissement et être membre du conseil. S'il n'est pas professeur titulaire ou maître de conférences ou maître-assistant, sa nomination doit être approuvée par le ministre de l'Éducation nationale, après avis du conseil de l'université dont l'unité d'enseignement et de recherche fait partie.

Le président d'un établissement assure la direction et le représente à l'égard des tiers. Il est élu pour cinq ans et rééligible immédiatement une fois; il doit avoir le grade de professeur ou maître de conférences titulaire de l'établissement ou de directeur de recherche et être membre du conseil.

Le directeur d'une unité d'enseignement et de recherche est élu pour trois ans. Il doit avoir le grade de professeur titulaire, maître de conférences titulaire, maître-assistant titulaire de l'établissement, directeur ou chargé de recherche et être membre du conseil. Les directeurs des unités d'enseignement et de recherche comprenant des formations de troisième cycle doivent avoir le rang de professeur titulaire, de maître de conférences titulaire de l'établissement ou de directeur de recherche et être membre du conseil.

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Avant le 1<sup>er</sup> novembre 1980, les conseils actuellement en fonction et statuant à la majorité simple, fixent l'effectif des membres des nouveaux conseils et la répartition entre les collèges et les unités d'enseignement et de recherche.

Les conseils d'université et les conseils d'unité d'enseignement et de recherche actuellement en fonction sont dissous à la date du 30 novembre 1980. Les présidents d'université, les directeurs d'U.E.R. et les étudiants élus, en fonction au 1<sup>er</sup> juillet 1980, dont le mandat doit arriver à expiration après le 30 novembre 1980, conservent ce dernier jusqu'à son terme normal; ils font partie des nouveaux conseils.

Les mandats des présidents d'université et directeurs d'unité d'enseignement et de recherche qui arrivent à expiration entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 novembre sont prorogés jusqu'à cette dernière date.

Les autres membres des conseils seront élus avant le 30 novembre 1980. Les nouveaux conseils entrèrent en fonctions le 1<sup>er</sup> décembre 1980. En cas de défaut d'application par les conseils des dispositions de la présente loi, le ministre de l'Éducation nationale, après avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, prendra toute mesure nécessaire à la constitution des nouveaux conseils.

## ÉCOLE HOTELIÈRE LIBRE INTERNATIONALE E.H.I.

Établissement privé d'enseignement technique  
— Implanté dans un ancien Novotel;  
— Cuisine pédagogique. — Restaurant d'application;  
— Nombreux stages en France et à l'étranger;  
— Corps enseignant de haut niveau;  
— Entrée niveaux Quatrième et Troisième;  
— Internat - Externat - Demi-pension.  
Renseignements et inscriptions :  
E.H.I. Sainte-Anne, 77360 La Ferté-sous-Jouarre  
Téléphone : (6) 623-66-05 - 623-67-68

## Comment réussir un séjour linguistique en Angleterre

en choisissant un organisme sérieux et expérimenté.  
Sélection rigoureuse des familles : accueil chaleureux.  
Recrutement des professeurs anglais diplômés; classes à effectifs très réduits; à Oxford cours individuels pour adultes étudiants.  
Choix de salles de cours dignes de ce nom, l'environnement jouant un grand rôle dans le sérieux des cours.  
Équilibre judicieux travail/détente loisirs avec activités sportives, visites culturelles, etc.  
**OISE**  
Oxford Intensive School of English  
Bureau d'accueil en France  
21, rue Théophraste Renaudot  
75015 Paris - Tél. 533.13.02  
Nouveau O.I.S.E. U.S.A. spécial JAMES NEW-YORK

## ISM

● Institut Supérieur du Management : formation à la gestion au niveau le plus élevé.  
● Programme de type M.B.A. : un an plein temps.  
● Admission : diplôme d'ingénieur ou maîtrise.  
UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE  
58, Avenue Didier - 94 SAINT-MAUR  
886-11-79 (Didier Darfeuille)

## ESM école de secrétariat moderne et des techniciens supérieurs de l'entreprise

ENSEIGNEMENT PRIVÉ  
PRÉPARATION AU BACCALauréAT DE TECHNICIEN G1 G3 F8  
PRÉPARATION AU BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR DE DISTRIBUTION ET GESTION COMMERCIALE B.T.S.D.  
PRÉPARATION AU BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR DE SECRETARIAT B.T.S.S.  
FORMATIONS ACCÉLÉRÉES DE SECRETARIAT  
Bon à découper et à retourner  
4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 PARIS  
Demande de documentation sans engagement  
Tél. : 548.42.31  
NOM \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

## DE MODIFICATION DE LA

de cette proposition en

11. Edgar Four

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en

de cette proposition en



## ÉDUCATION

## DE MODIFICATION DE LA LOI D'ORIENTATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

« Je ne voterai pas cette proposition en l'état »  
nous déclare M. Edgar Faure

Dès que la loi d'orientation de l'enseignement supérieur est en question, les regards se tournent vers celui qui l'a conçue, rédigée, défendue et qui l'a fait adopter en novembre 1968 sans susciter de votes hostiles chez les parlementaires (approbation à l'unanimité, les communistes tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat s'étant abstenus) : M. Edgar Faure, alors ministre de l'éducation nationale. En décembre dernier, le député non-inscrit du Doubs, absent, avait été crédité du vote positif sur l'amendement Rufenacht, qui réservait aux seuls professeurs de rang magistral le droit d'être le président de leur université, vote qu'il avait tenté ensuite de faire annuler le 20 décembre 1979. Aujourd'hui, pour M. Edgar Faure, la nécessité n'est pas de modifier « sa » loi, mais plutôt de l'appliquer.

« Que pensez-vous de la proposition de la commission des affaires culturelles du Sénat qui vise à porter à 50 % la proportion des professeurs de rang magistral au sein des conseils d'université, contre 30 % actuellement ?

— L'idée de donner une représentation un peu plus forte aux professeurs de rang magistral ne me choque pas. En revanche, 50 % c'est trop. Je n'ai pas jusqu'à présent, je ne voterai pas en l'état cette proposition, car, à première vue, ce pourcentage me paraît un peu élevé. Je ne puis me prononcer définitivement avant d'avoir étudié les textes de plus près.

— Vous avez admis l'idée que, à titre dérogatoire, le président d'université ne soit pas un professeur de rang magistral.

— Je trouve assez normal que le président soit un professeur de rang magistral. Mais on peut accepter d'autres formules, celle d'un maître-assistant, à titre dérogatoire. Je ne serais même pas ennemi de la désignation, à la tête d'une université, avec des garanties, d'un président qui n'appartiendrait pas au corps des enseignants de cette université. A condition que ce soit une personnalité scientifique dotée de titres suffisants.

Quant à la présence des personnalités extérieures au sein des conseils d'université, je ne suis pas favorable à la diminution de leur nombre. J'aurai l'occasion d'intervenir à ce sujet lorsque le débat viendra à l'Assemblée nationale.

M. Edgar Faure rappelle ensuite que la loi de 1968 avait un triple objectif : assurer dans chaque université, la « pluralité disciplinaire », c'est-à-dire la « conjonction des disciplines », l'autonomie, c'est-à-dire la « géographie des disciplines, leur association », et la participation. Il y ajoute « un point qui faisait partie de la définition du schéma général : la « création de conseils régionaux », c'est-à-dire l'articulation de l'université à la région, géographiquement et biologiquement, si l'on peut dire. Or, estime M. Edgar Faure, « finalement, presque aucun de ces quatre points n'a été bien réalisé. »

« En conclusion, considère-t-il, la loi d'orientation de 1968 doit être revue, corrigée, amendée et, si oui, sur quels points ?

— Je crois surtout qu'il faut qu'elle soit appliquée. Quand elle aura été appliquée on verra si elle convient ou non. Je n'ai jamais dit que cette loi était un monument absolument inchangeable sur aucun de ses points. J'ai toujours été partisan de l'expérimentation, dans tous les domaines. Mais pourquoi modifier avant d'avoir essayé ? Par exemple, on n'a jamais appliqué convenablement les dispositions qui permettent de désigner des étrangers comme professeurs. On les nomme professeurs « associés » ;

pourquoi pas professeurs à part entière ? La science est tout de même mondiale !

« Avant de changer la loi, je suggère qu'on réunisse un comité des sages composé de personnalités d'une grande expérience, comme M. René Rémond, et d'autres avec qui je ne suis pas toujours d'accord en tout. Ce comité examinerait dans quelle mesure on peut appliquer la loi sur les points où elle ne l'est pas et préparer peut-être une révision des structures des diverses universités. Il ferait des propositions, ce qui éviterait de se laisser aller à l'improvisation.

— Car il y a de l'improvisation en ce moment ?

J'ai l'impression qu'il y a eu de l'improvisation dans l'amendement Rufenacht. »

Propos recueillis par  
SERGE BOLLOCH  
et CHARLES VIAL

## Le triomphe de la toge

« Pourquoi ne pas retirer au peuple le droit de désigner le président de la République et le restituer aux seuls parlementaires », interrogeait M. René Rémond, ancien président d'université, en commentant les premières modifications apportées par l'Assemblée nationale à la loi d'orientation de l'enseignement supérieur (la loi du 12 décembre 1979). C'est bien ce qui risque de se passer — en transposant au monde universitaire — et le Sénat écopera, le 19 juin, l'amendement qui doit ordonner M. Jean Sauvage (Union centriste de Maine-et-Loire).

Au nom « de la compétence, de l'expérience, de la valeur scientifique », le texte vise à redonner aux professeurs de rang magistral plus de pouvoir dans les universités (la loi du 14 juin). C'est une idée déjà ancienne du ministre des universités, Mme Alice Saunier-Seïte, de favoriser le retour des nobles qui, bien souvent, se sont sentis écartés depuis 1968 de la vie des établissements.

L'amendement de M. Antoine Rufenacht, député R.P.R. de la Seine-Maritime, adopté en décembre 1979 par l'Assemblée nationale était marqué par le refus de Mme Alice Saunier-Seïte. On supprimait purement et simplement la participation dans les universités et on confiait aux seuls professeurs le soin d'être le président.

La loi, formulée était un peu trop brève et même les enseignants proches de la majorité regrettaient cette attaque. Mais l'idée était dans l'air et

les amis du ministre lui prodiguaient leurs conseils. « Trois quarts des professeurs qui ne participent pas à la vie de l'université, c'est une insulte au bon sens », écrivait la Fédération nationale des syndicats autonomes alors que M. Michel Prigent, président des Carpes universitaires, suggérait : « Tous les membres du conseil ne doivent pas participer à tout à la fois. »

Le ministre a déjà fait beaucoup pour « ses chers professeurs », rattachant leurs pouvoirs dans les commissions ou augmentant leur rôle dans les concours qui déterminent l'accès au grade supérieur. Mais il lui fallait faire encore plus pour ceux qui « ont le cœur même de l'université » selon les propos qu'elle a eus à l'Assemblée nationale. Avec l'appui du premier ministre, qui a reçu le 10 avril la présidence des groupes de la majorité au Sénat, Mme Saunier-Seïte a donc fait préparer un nouvel amendement.

Destiné à donner aux enseignants de rang magistral « la place correspondante à leur responsabilité réelle », le texte a donc réduit la responsabilité des maîtres-assistants et des assistants. Pour les premiers, dont beaucoup ont les mêmes qualifications (thèse d'État) que les professeurs, c'est véritablement nié la part importante qu'ils ont prise à l'enseignement et à la vie des établissements. Mais pour accorder la moitié des sièges aux professeurs, il fallait bien rogner quelque peu. Alors, on a diminué la représentation des personnels de service qui fonctionnent quotidiennement au fonctionnement

des universités et on a réduit le nombre des personnalités extérieures, malgré le vœu du ministre d'ouvrir l'université au monde qui l'entoure. Dans ce cas, il suffit de proclamer que « l'ouverture » ne provient pas du nombre de personnes appelées à siéger, mais « de la qualité des personnes ».

La toge, robe qu'affectionne Mme Saunier-Seïte, brimée. Certains professeurs, les « mandarins » de leurs prérogatives, l'Union nationale interuniversitaire (UNI), les syndicats autonomes manifestent leur mécontentement. Via-à-vis de qui ont-ils remporté une victoire ? Des autres enseignants qu'ils dominent encore plus, des assistants qui doivent leur montrer leur docilité s'ils souhaitent être titulaires ou passer des concours, d'une gauche politique ou syndicale divisée, morcelée et ayant perdu beaucoup de ses références ?

Si l'amendement est adopté par le

Sénat, puis par l'Assemblée nationale, les nouveaux conseils devront donc se mettre en place dès la rentrée universitaire. Au moment où il se préoccupait plus habituellement de l'accueil des étudiants, ila devaient fixer leur nouveau quota et élire leurs membres. Une période peut-être difficile si, comme la note le rapporteur, « les mesures se heurtent soit à des négligences, soit à des oppositions ». Dans ce cas, il est prévu dans l'amendement de donner au ministre les « pleins pouvoirs ». Il est surprenant que l'application de cette réforme n'ait pas été débattue sur l'année universitaire. Comme si le gouvernement avait souhaité provoquer une tension dans les universités à la fin de 1980, quelques mois avant les élections à la présidence de la République. A moins que cette agitation ne soit recherchée pour provoquer un relâche de peur, un soulèvement d'ordre.

S. B.

## MÉDECINE

Le prix Galien vient d'être décerné à la faculté de médecine de Paris aux laboratoires Bayer-Pharma pour la mise au point d'un produit pharmaceutique agissant sur les spasmes des artères coronaires (la nifédipine), et à l'Institut de recherche des laboratoires Servier (équipe du docteur Laubé).

Des Françaises partent chaque semaine à Londres pour subir un avortement, ont déclaré le

18 juin à Paris des responsables du Mouvement français pour le planning familial (M.F.P.F.), qui dénoncent les insuffisances de la loi adoptée en janvier 1980. Cette loi, qui n'autorise pas l'avortement pour les grossesses plus de dix semaines, requiert pour les mineures une autorisation de leurs parents et exclut de son champ d'application les étrangères sans carte de séjour, ne répond pas selon le Planning familial, aux besoins des femmes.

## Une histoire de Vélosolex. A LA MANIÈRE DE COURTELINE



Camel filtre. Paquet rigide et paquet souple.

(La scène se passe sur le bord de la départementale 387 de nos jours. Le brigadier est installé au fond de son estafette de campagne, derrière une table métallique recouverte d'un mouchoir de papierasse diverse. Dans un coin, un talkie-walkie émet des lambeaux de phrase du style « Tango appelle Zoulou 3 » que le brigadier écoute d'un air perché. Legendarme Moudereuf fait son entrée. C'est un homme heureux. Son visage rubicond rayonne. Il affiche l'expression éternelle du serviteur de la loi qui justifie l'argent dépensé par le contribuable : il en a besoin.)

LE GENDARME MOUDEREUF, Brigadier, nous en tenons encore un. Nous lui avons donné l'ordre de garer son véhicule sur l'acrotère. Le quidam attend.

LE BRIGADIER avec nuages. Ouï entre. Le quidam a son taur pénétré dans l'estafette. Sa mise est sobre. Il porte un veston de ville et des pinces à vélo. Son expression amène et ouverte lui fait la tête, insupportable au gendarme, de l'innocent embarqué à son corps défendant dans une erreur judiciaire.

LE BRIGADIER sec. Vos papiers.

LE QUIDAM aimablement. Les voici, mais permettez-moi de vous demander...

LE BRIGADIER. C'est moi qui pose les questions. Reconnaissez-vous les faits ?

LE QUIDAM. Encore qui il faut que vous me les exposiez.

LE GENDARME MOUDEREUF grondant. Soyez poli.

LE BRIGADIER magnanime. Laissez Moudereuf, laissez. Les faits, cher monsieur, les voici dans leur nue simplicité. Vous vous êtes rendu coupable d'excès de vitesse. Vous n'ignorez pas que la vitesse est limitée à 90 km à l'heure. Le préposé au radar, posté à 200 m de nous, derrière le transformateur électrique, a constaté l'infraction et l'a transmise dans les plus brefs délais par l'intermédiaire du talkie-walkie que voici. Vous roulez à 91,4 km à l'heure exactement.

LE QUIDAM in petto. Je suis abasourdi.

LE BRIGADIER. Aussi, cher monsieur, vous reposez la question. Reconnaissez-vous les faits ?

LE QUIDAM. Non.

LE BRIGADIER. Comment cela, non ?

LE QUIDAM. Non, je ne reconnais pas les faits. Et pour être plus clair, je conteste tout à fait votre version des événements.

LE BRIGADIER prenant Legendarme Moudereuf à témoin. Vous entendez, Moudereuf ? Monsieur ne reconnaît pas son délit. Une faute, dûment constatée par un gendarme assermenté. De là à traiter notre corps tout entier de parc à moutons, il n'y a qu'un pas.

LE QUIDAM arrangeant. Que je ne franchisse pas ! Cependant...

LE GENDARME MOUDEREUF. Attention monsieur, n'insultez pas cet uniforme.

LE QUIDAM. Permettez-moi de présenter à votre perspicacité la circonstance suivante : je conduisais un Vélosolex.

LES GENDARMES. Ah... et alors ?

LE QUIDAM. Et alors, comme vous le savez, le moteur de 49 cm<sup>3</sup> de ce modeste cycle ne lui permet guère de dépasser les 35 km/heure. C'est d'ailleurs ce qui, pour

moi, en fait l'agrément. Cette vitesse modérée, mais si agréable bien suffisante à notre époque de grande précipitation me permet de me livrer à ma distraction favorite : observer la campagne. « O fortunatos nimium, sua si bona norint, Agricolas ! » comme le disait si justement le bon Virgile. Et le train de sénateur que j'adopte volontiers au guidon de mon véhicule me laisse le loisir d'admirer les ânes, les vaches et les poulx qui se rencontrent si fréquemment aux détour de nos chemins et d'en tirer nombre d'observations intéressantes. Savez-vous par exemple que les vaches, que l'on qualifie si volontiers d'animaux stupides ont la particularité de...

LE BRIGADIER impatienté. Suffit. Vos digressions ne sont pas de mon goût. Ne me prenez pas pour une bête. Si nous avons installé notre dispositif à proximité du transformateur, ce n'est pas par hasard. Il y a là une grande descente. De plus, vous aviez le vent dans le dos. Le cas est clair. Emporté par la pente vous vous êtes mis en contravention. Veuillez signer le procès-verbal et n'en parlez plus.

LE QUIDAM indigné. Pardon ! Mon Vélosolex, comme tous les Vélosolex, est muni d'un puissant frein à tambour. La déviance était somme toute très moyenne et je ne vois pas que...

LE BRIGADIER raille comme la justice. Signez, vous dis-je. Vous êtes bon.

LE QUIDAM vivant qu'il n'en sortira pas. C'est entendu, j'accepte. Mais je vous demande d'y porter les observations suivantes : à savoir que le radar était posé à proximité immédiate d'un transformateur, et que c'est un gendarme différent de celui qui a constaté l'infraction qui a rempli le procès-verbal. C'est-à-dire vous-même.

LE BRIGADIER hausse les épaules. Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Enfin si ça vous amuse. Voilà qui est fait.

LE QUIDAM. Tout est en règle. Je signe donc et je vous remercie.

LE GENDARME MOUDEREUF fure. De rien, tout le plaisir est pour nous.

LE QUIDAM. Si, si, je vous remercie. J'ai justement lu dans le journal d'hier la relation d'un jugement sur un cas semblable qui fera jurisprudence. Tout dispositif radar posé à proximité d'un appareil qui produit un champ électromagnétique important, et c'est le cas de votre transformateur, est susceptible de donner de faux résultats. D'autre part, la loi est formelle : c'est la même personne qui doit constater et verbaliser l'infraction, sinon le procès-verbal est nul. Voilà pourquoi je vous remercie. Messieurs, au plaisir.

Le quidam et le gendarme Moudereuf sortent. Le brigadier reste seul. Il pousse un grand soupir et commence à déchirer méthodiquement le procès-verbal en petits morceaux. On entend côté jardin le roulement du Vélosolex qui démarre au quart de tour et s'éloigne. Un peu de temps s'écoule. Le gendarme Moudereuf surgit de nouveau.

LE GENDARME MOUDEREUF essouffé. Chef, chef, j'en tiens un autre. C'est encore un Vélosolex et sa plaque d'immatriculation n'est pas visible !



Camel filtre. Paquet rigide et paquet souple.

# ECOLE INTERNATIONALE EUROPEENNE DE PARIS

Établissement Privé d'Enseignement Primaire et Secondaire agréé par l'Office du Baccalauréat International

- Préparation au bilinguisme des les classes élémentaires
- Préparation au Baccalauréat Français (Sens A.S.C.O.)
- Préparation au Baccalauréat International
- Sections Franco-Étrangères (Anglais, Allemand, Néerlandais)
- Classe préparatoire aux Concours des Ecoles Supérieures de Commerce (HEC - ESSEC - ESCAE) et à « SCIENCES PO »
- Activités Sportives et Culturelles
- Séjours linguistiques

ANNÉE SCOLAIRE COURS DE VACANCES COURS DE FRANÇAIS POUR ÉTRANGERS

EXTERNAT - DEMI-PENSION INTERNAT OUVERT TOUTE L'ANNÉE en bordure de la Forêt de Sénart (25 km de PARIS)

I.E.P. Château des Bergeries 91210 DRAVEIL (Tél. : 940.70.03)







## INFORMATIONS « SERVICES »

## AUTOMOBILE

## Comment acheter une voiture d'occasion

Le marché des voitures d'occasion est florissant : quatre millions de transactions ont été enregistrées en 1979, alors qu'au cours de la même période deux millions de voitures neuves ont été vendues.

Mais si l'achat d'une voiture d'occasion peut être une bonne affaire, il s'agit souvent de certaines véhicules se retrouvent trop rapidement en atelier de réparation ou à la casse. Les fraudes, en effet, sont encore trop fréquentes. Les réclamations à ce sujet qui parviennent à l'Institut national de la consommation et au service de la répression des fraudes en sont la preuve.

## La réglementation : des indications précises

Pour autant, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1979 (décret du 4 octobre 1978), il existe une réglementation très précise concernant la vente des voitures d'occasion.

Ainsi, le vendeur doit afficher la marque, le type du véhicule, ainsi que la millième de l'année modale, la date de la première mise en circulation et le kilométrage.

En outre, toutes ces indications doivent être portées sur le bon de commande que le vendeur remet obligatoirement à l'acheteur.

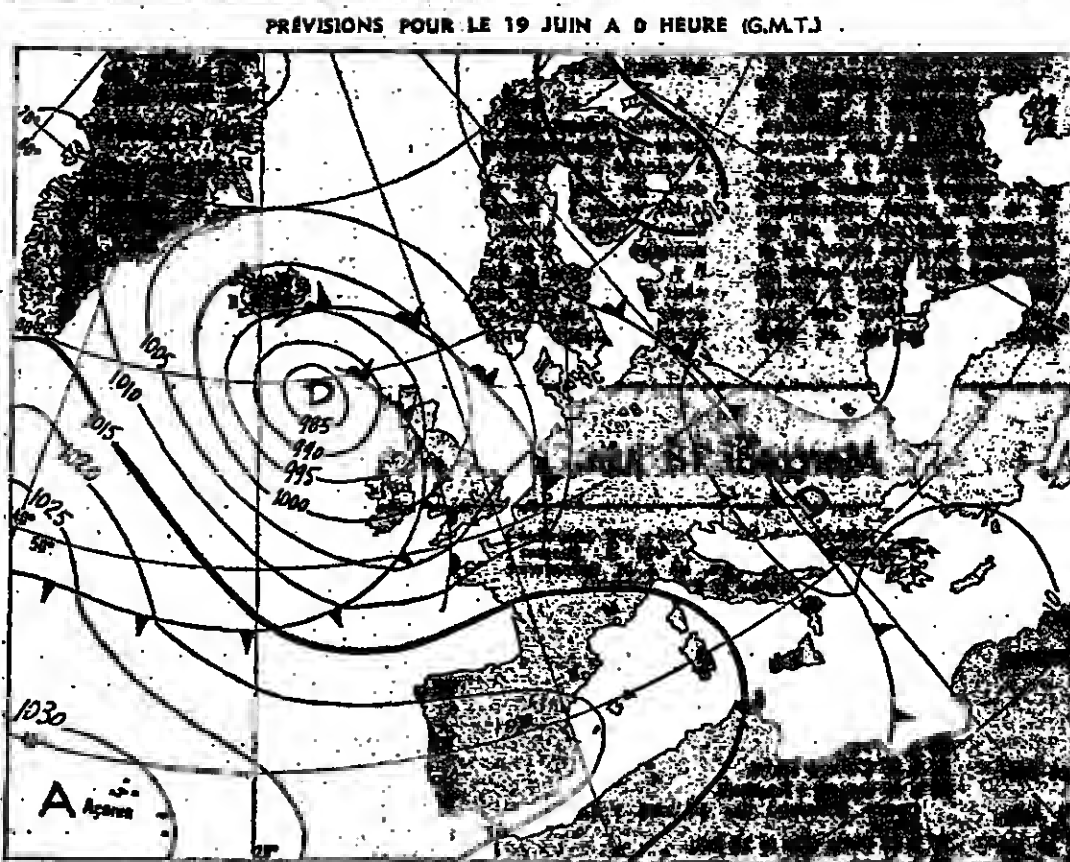
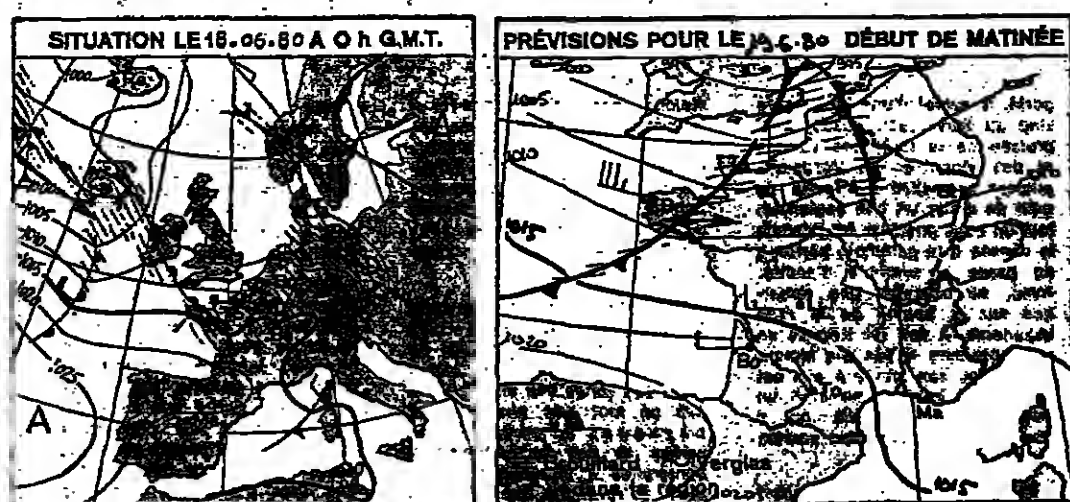
Enfin, l'acheteur d'une voiture d'occasion doit recevoir la carte grise barrée de la mention « vendue le... » et un certificat de non-paiement de l'impôt sur la fortune, à l'exception de la préfecture, à l'ancien propriétaire, attestant que toutes les taxes de la voiture ont été payées.

● **Le prix : une référence.**  
Contrairement à ce qui se passe pour les voitures neuves, le prix des automobiles d'occasion n'est pas réglementé. Le prix « Argus » n'a aucune valeur légale, mais représente une référence communément utilisée par les compagnies d'assurance, en cas d'accident, pour évaluer le véhicule.

● **Des pièges à éviter.**  
**LES DÉCHARGES DE RESPONSABILITÉ.** — Certains propriétaires font signer à l'acheteur un document déchargeant leur responsabilité avec la mention suivante, par exemple : « J'achète ce véhicule à mes risques et périls, sans garantie de validité ou apparent, et sans aucun recours contre les vendeurs ».

Ce genre de document est totalement nul. Le vendeur doit, au contraire, indiquer que, même après expiration de la garantie légale, sa responsabilité reste engagée en ce qui concerne la garantie légale.

## MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)  
— Zone de pluie ou neige — Averses — Brouillard — Verges  
— Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds  
— Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 18 juin à 0 heure et le jeudi 19 juin à 24 heures.

Une dépression circulant sur le nord de l'Atlantique atteindra l'Espagne en ce vendredi, puis elle évoluera sur la mer du Nord. Cette dépression dirigera sur la France un flux d'air froid qui se verra renforcé par un flux d'air progressivement plus chaud venant des parages de l'Islande. Le front froid abordera nos côtes jeudi matin traversant ensuite la plus grande partie du pays.

Le mercredi 18 juin, à 0 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1013,5 mb. Elle sera de 1012,5 mb à 06 heures, de 1011,5 mb à 12 heures, de 1010,5 mb à 18 heures, de 1009,5 mb à 24 heures.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée de 17 juin ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18) : Alsace, 24 et 14 degrés ; Bretagne, 18 et 14 ; Biscaya, 19 et 14 ; Caen, 15 et 10 ; Cherbourg, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 19 et 12 ; Dijon, 19 et 11 ; Grenoble, 20 et 13 ; Lille, 17 et 10 ; Lyon, 19 et 12 ; Marseille, 25 et 17 ; Nancy, 19 et 11 ; Nantes, 17 et 12 ; Nice, 28 et 17 ; Paris-Le Bourget, 15 et 9 ; Pau, 19 et 13 ; Perpignan, 23 et 15 ; Rennes, 19 et 12 ; Strasbourg, 21 et 12 ; Tours, 17 et 12 ; Toulouse, 21 et 12 ; Vannes, 17 et 12 ; Verdun, 17 et 12 ; Yverdon, 17 et 12.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 15 degrés ; Amsterdam, 18 et 11 ; Athènes, 31 et 19 ; Berlin, 24 et 14 ; Bonn, 18 et 10 ; Bruxelles, 18 et 11 ; La Haye, 18 et 11 ; Les Canaries, 23 et 10 ; Copenhague, 18 et 12 ; Genève, 17 et 11 ; Lisbonne, 25 et 15 ; Londres, 17 et 10 ; Madrid, 28 et 14 ; Moscou, 20 et 11 ; Nîmes, 25 et 15 ; New-York, 22 et 15 ; Palma-de-Majorque, 27 et 15 ; Rome, 26 et 16 ; Stockholm, 24 et 12 ; Téhéran, 32 et 21.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## BREF

## DÉCORATION

**AFFICHES DES ANNÉES 30.** — Les années 30 et les affiches sont à la mode. Aussi une jeune société, Studio-Editions, a-t-elle décidé de tirer à nouveau, et selon les procédés originaux, les affiches les plus marquantes de cette époque, et notamment celles de Cassandre. Le paquebot « Normandie », accompagné d'un vol de mouettes blanches, a commencé la série. La peroutante affiche de la coupe Davis sort pendant les tournois de tennis. Mais en attendant, on peut se procurer « Excelsior », de Fr-Massieu, un élève de Cassandre, une affiche en noir et rouge pour les chemins de fer de l'Etat.

On trouvera ces œuvres à la galerie Multiples, 5, rue de Valenciennes ; à La Hune, 170, boulevard Saint-Germain et au Centre Georges-Pompidou (70 F). Les boutiques Habitat les vendent contre-collées sur carton, c'est-à-dire prêtes à être accrochées (120 F).

★ Studio-Editions, 35, rue de Valenciennes, 75001 Paris. Tél. : 827-97-21.

## DOCUMENTATION

**LIASONS SOCIALES. SUR LES SYNDICATS.** — Les « Liasons sociales » viennent de publier dans la série des numéros spéciaux : la deuxième partie d'une étude consacrée aux syndicats (faisant suite à « Droit syndical », mis à jour en juillet 1977). Radioécologie des organisations syndicales de salariés, un rappel historique, état des forces en présence, milieux, ressources financières, moyens d'information et de formation, rapel des prises de position, intervention des inadéquates à la compréhension des « stratégies » en présence.

★ Liasons sociales, syndicat n° 8227, 5, avenue de la République, 75011 Paris, 54 F.

**POUR LES COPROPRIÉTAIRES.** — MM. Henri Caillet et Roger Doulcier viennent de publier un petit livre, qui, en cent vingt-cinq pages, rappelle les droits et obligations des copropriétaires et des syndics de copropriété.

★ Librairie générale de droit et de jurisprudence, 24, rue Soufflot, 75005 Paris. Tél. : 633-35-55, 28 F.

## L'ENTREPRISE ET LE TRANSPORT.

— La chambre de commerce et d'industrie de Paris vient de publier une brochure d'information sur les transports de marchandises : « L'entreprise face aux transports, guide de l'usage des transports de marchandises ». Les informations sont articulées autour de trois thèmes principaux : « L'importance de l'activité « transport » et du choix du mode de transport dans l'entreprise », « Les techniques et les différents régimes de transport disponibles », « Le cadre juridique de l'opération de transport ».

★ CDDP (Service central de diffusion des publications), chambre de commerce et d'industrie, 8, rue Salvaire-Allende, 92000 Nanterre. Tél. : 723-55-55.

## LOISIRS

**SOIRÉES D'ÉTÉ.** — Le Carrefour des régions du Centre Georges-Pompidou présente un dossier (à consulter sur place) proposant des cent cinquante festivals de l'été 1980, répertoriés par département et par date. Deux montages audio-visuels projetés en permanence présentent sobriété-quinze de ces manifestations estivales chéris par celles qui se déroulent loin des concentrations touristiques et dans le cadre de sites historiques.

★ Georges-Pompidou, rue-de-Chaussée, ouvert tous les jours, sauf mardi, de 14 heures à 19 heures.

## TRANSPORTS

**TOULOUSE-BORDEAUX EN DEUX HEURES.** — La S.N.C.F. vient de terminer l'électrification de la ligne Montauban-Bordeaux. Désormais, le trajet Toulouse-Bordeaux durera deux heures, avec des points de vitesse de 160 kilomètres-heure. La traction électrique permettra aussi d'ajouter de deux à trois voitures à chaque train, soit deux cents places supplémentaires. — (Corresp.)

## VIE QUOTIDIENNE

**LOCATION DE FILMS SPORTIFS.** — L'Institut national du sport et de l'éducation physique, l'INSEP, rappelle qu'il loue près de deux cents films de format 16 millimètres, non seulement aux établissements d'enseignement, aux associations et clubs sportifs, mais aussi à tous ceux qui s'intéressent aux sports. Si certaines de ces productions sont des films pédagogiques ou des études isométriques, d'autres sont véritablement d'exceptionnelles œuvres de l'art cinématographique.

★ Renseignements à la cinémathèque de l'INSEP, le matin, au 374-11-21.

## VIVRE A PARIS

## LA PUBLICITÉ DES PERMIS DE CONSTRUIRE

La mairie de Paris rappelle que, tous les quinze jours, le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris publie la liste des demandes de permis de construire déposées dans ses services. Il en est de même de la liste des demandes de démolition déposées ainsi que des permis de construire et de démolir délivrés.

D'autre part, conformément aux directives de M. le ministre de l'équipement, la mairie de Paris précise que sont mis à la disposition du public :

1) Le registre d'inscription des demandes de permis de construire, comportant : le numéro du dossier ; la date de recevabilité ; le nom et l'adresse du demandeur ; l'adresse du terrain ; la superficie du terrain ; la nature des travaux envisagés ; la surface hors œuvre brute des constructions projetées (s'il y a lieu) ; le cas échéant, la date de la demande de permis modificatif ; de transfert ou de prorogation ;

2) Un exemplaire du dossier du projet de construction.

Ces différents documents peuvent être consultés à la mairie de Paris, annexe Morland, bureau de l'information sur la construction (porte 114), 17, boulevard Morland, à Paris (40) (tél. 277-15-50, poste 34-03), tous les jours ouvrables, samedi compris, de 9 heures à 17 heures, pendant toute la durée de l'instruction.

Postérieurement à celle-ci, et pendant toute la durée de la construction, le dossier de permis de construire pourra être consulté également à l'annexe Morland, bureau administratif de la construction, 17, boulevard Morland, à Paris (40), sur rendez-vous.

**DEMANDEURS D'EMPLOI**  
**STAGE D'ALLEMAGNE**  
remunéré par l'Etat  
**8 SEMAINES A LYON**  
à partir de septembre dans une entreprise en Allemagne  
Prochain stage :  
du 21 juillet au 12 septembre  
(6 places maximum par groupe de 40 élèves)  
Consultez-nous  
**R.A.E.U.**  
5, rue Cuvier, 69006 LYON  
Tél. (7) 824.75.57

FISCALITÉ  
LE RÉGIME  
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Le régime d'imposition des produits de la propriété industrielle a été modifié à plusieurs reprises ces dernières années.

Les produits de la propriété industrielle (brevets) sont imposables sur taxes de 15 %. Il s'agit : des produits provenant de la cession de brevets, procédés ou techniques ; des produits tirés de la concession de licence d'exploitation, pour lesquels le titulaire de brevets pour un secteur géographique ou pour une utilisation particulière.

Ce taux d'imposition de 15 % est ramené à 10 % lorsque l'activité génératrice de ces profits constitue une véritable activité habituelle et constante, et dont l'intervenant tire le principal de ses revenus.

Le régime de taxation résulte de la loi n° 78-1097 du 19 décembre 1978 relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui a modifié la loi n° 66-538 du 24 juillet 1966 relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, en ce qui concerne les conventions conclues entre l'Etat et les bailleurs de logements en application de l'article L. 251-3 (4°) relatif à des logements faisant l'objet de travaux d'amélioration ;

● Modifiant le décret du 8 janvier 1976 relatif au régime d'assurance invalidité-décès des travailleurs non salariés des professions industrielles et commerciales.

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 19 JUIN

« L'Arc de triomphe », 14 h. 30, entrée, Mme Allier.  
« Maison de la Concorde à Boulogne », 15 h. 30, entrée, Mme Chapuis.  
« La sculpture publique », 16 h. 30, entrée, Mme Chapuis.  
« Le musée de la ville de Paris », 17 h. 30, entrée, Mme Chapuis.  
« Le musée de la ville de Paris », 18 h. 30, entrée, Mme Chapuis.  
« Le musée de la ville de Paris », 19 h. 30, entrée, Mme Chapuis.  
« Le musée de la ville de Paris », 20 h. 30, entrée, Mme Chapuis.  
« Le musée de la ville de Paris », 21 h. 30, entrée, Mme Chapuis.  
« Le musée de la ville de Paris », 22 h. 30, entrée, Mme Chapuis.  
« Le musée de la ville de Paris », 23 h. 30, entrée, Mme Chapuis.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 18 juin 1980 :

**DES DÉCRETS.**  
● Modifiant le code de la construction et de l'habitation en ce qui concerne les conventions conclues entre l'Etat et les bailleurs de logements en application de l'article L. 251-3 (4°) relatif à des logements faisant l'objet de travaux d'amélioration ;  
● Modifiant le décret du 8 janvier 1976 relatif au régime d'assurance invalidité-décès des travailleurs non salariés des professions industrielles et commerciales.

## CONFÉRENCES

## 17 h. 30, 55, rue de Valenciennes

M. J.-P. Chamone : « L'information scientifique » (Paris) ;  
M. J.-P. Chamone : « L'information scientifique » (Paris) ;  
M. J.-P. Chamone : « L'information scientifique » (Paris) ;  
M. J.-P. Chamone : « L'information scientifique » (Paris) ;  
M. J.-P. Chamone : « L'information scientifique » (Paris) ;  
M. J.-P. Chamone : « L'information scientifique » (Paris) ;  
M. J.-P. Chamone : « L'information scientifique » (Paris) ;  
M. J.-P. Chamone : « L'information scientifique » (Paris) ;  
M. J.-P. Chamone : « L'information scientifique » (Paris) ;  
M. J.-P. Chamone : « L'information scientifique » (Paris) ;

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 2694

1 2 3 4 5 6 7 8 9  
I  
II  
III  
IV  
V  
VI  
VII  
VIII  
IX  
X  
XI

## HORIZONTALEMENT

1. Nom qu'on peut donner à une nourriture. — 2. Mère grec. — 3. Nom d'un pays. — 4. Nom d'un pays. — 5. Nom d'un pays. — 6. Nom d'un pays. — 7. Nom d'un pays. — 8. Nom d'un pays. — 9. Nom d'un pays. — 10. Nom d'un pays. — 11. Nom d'un pays.

## Solutions du problème n° 2693

Horizontalement  
I. Chapelet. — II. Elver. — III. Asa. — IV. Urid. — V. Sol. — VI. Arde. — VII. Sic. — VIII. Rine. — IX. Rec. — X. MR. — XI. Usser. — XII. Rish. — XIII. Siste. — XIV. Aa.

## Verticalement

1. Doivent savoir disposer joliment les roses. — 2. N'est certes pas une grosse somme. — 3. Muni en Guinée. — 4. Utile quand on veut passer. — 5. Bout de bois. — 6. Prédicteur auxiliaire. — 7. Qui allouait du mal à passer. — 8. Exemple de douceur. — 9. Fin de partie. — 10. Fit un assortiment de couleurs. — 11. Pas sévère. — 12. Proche d'une inscription. — 13. Ville de Suisse. — 14. Légumineuses. — 15. Note. — 16. Ne doit pas avoir la gorge fragile.

## Solutions du problème n° 2693

## Horizontalement

1. Chapelet. — II. Elver. — III. Asa. — IV. Urid. — V. Sol. — VI. Arde. — VII. Sic. — VIII. Rine. — IX. Rec. — X. MR. — XI. Usser. — XII. Rish. — XIII. Siste. — XIV. Aa.

Verticalement  
1. Chaussettes. — 2. Histoire. — 3. Arde. — 4. Rine. — 5. Rine. — 6. Rine. — 7. Rine. — 8. Rine. — 9. Rine. — 10. Rine. — 11. Rine. — 12. Rine. — 13. Rine. — 14. Rine. — 15. Rine. — 16. Rine.

GUY BROUTY.







# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

Au théâtre Gabriel de Versailles

### Un opéra pour la paix

CONNU, et de nom seulement, par quelques spécialistes, *Nais*, de Rameau, dont on pourra entendre de larges fragments les 19 et 20 juin à l'Opéra royal de Versailles dans le cadre de l'Année du patrimoine, n'avait pas été exécuté depuis la reprise de 1784. Composée en 1748 pour célébrer la paix d'Aix-la-Chapelle — d'où son sous-titre : opéra pour la Paix — cet opéra-ballet débute par un prologue dans lequel George II et Louis XV sont respectivement représentés sous les traits de Neptune et de Jupiter. Le livret, écrit à la sauvegarde par Calaneo, plus soucieux de donner le beau rôle à la célèbre fille de l'île avec laquelle il était alors lié, que de taire le spectateur en haine, conte les amours de Neptune et de la nymphe Nais, fille du divin aveugle Tirésias. Le dieu lui fait la cour « incongru » et triomphe de ses rivaux Astérie et Télémaque. L'issue est heureuse puisque Jupiter emmène Nais en son palais sous-marin où les divinités des lieux fêteront son retour avec chants et danses.

L'action, on le voit, n'est qu'un prétexte, et les coupures qu'on devra faire pour réduire cette pastorale héroïque à des dimensions plus modestes, pèsent sur le concert de l'ensemble de la chapelle royale, n'affecteront pas la compréhension du sujet. Il faut seulement espérer qu'on aura « bien » compris, car, à ce qu'en dit François Lesure, conservateur en chef du département de la musique à la Bibliothèque nationale, qui a sorti le manuscrit du fond dont il a la garde, « les données sont superbes, avec notamment des Muscatis dont le parfum agréa-

se trouve agrémenté de curiosités harmoniques pleines de saveur ». Le paganisme bucolique de tout ce monde pastoral, ajoute François Lesure, est rien moins que naïf : derrière ces bergers et ces bergères, on sent une aspiration vers une autre conception du monde : c'est quelque chose d'assez fort à mon avis et cela se retrouve dans la musique.

Sur le choix d'un ouvrage moins célèbre que les *Indes galantes*, *Hippolyte et Aricie* ou *Dardanus*, François Lesure s'explique en portant le problème sur un plan plus général : « Il faut d'abord être conscient, dit-il, qu'exception faite de la troupe réunie par Jean-Claude Malgoire, qui a d'ailleurs des destructeurs aussi irrédutibles que ses partisans, nous ne disposons pas encore en France d'un ensemble de musiciens et de chanteurs capables de donner de façon satisfaisante, avec les impératifs de style que nous sommes en droit d'exiger aujourd'hui, les grands opéras de Rameau. Le problème ne se pose de façon aiguë dans trois ans lors du bicentenaire de sa mort. Peut-être d'ici là les efforts de l'Institut de musique et de la danse ancienne de l'École de France auront porté leurs fruits.

Présenter *Nais* avec l'English Bach Festival, qui possède une certaine habitude de ce répertoire, représentait un moins grand risque que d'aller au-devant de difficultés qui semblaient actuellement insurmontables.

Il ne faut pas oublier, pour François Lesure, que depuis cinquante ans qu'on étale de lui faire retrouver sur la

scène lyrique la place qui devrait lui revenir compte tenu de la qualité évidente de la musique, l'opéra classique français se heurte à une résistance dont les causes sont difficiles à définir. On a dit qu'on ne savait plus jouer cette musique, qu'on ne savait plus la chanter. C'est sans doute vrai, mais, a-t-on toujours joué Bach, Mozart ou Handel comme ils devraient l'être ? Peut-être le public se sent-il définitivement dégoûté des sujets mythologiques, peut-être aussi est-ce le chant français qui est resté trop spécifique, contrairement à l'italien, qui a rayonné dans toute l'Europe, et s'est ainsi assuré une vogue durable ? C'est pour cela qu'il faut être très prudent à présent et ne pas ruiner définitivement avec des entreprises trop téméraires la prestige qui s'attache malgré tout au nom de Rameau.

Peut-être faudrait-il faire beaucoup d'expériences avec des objectifs bien délimités, qui pourraient servir de références et de point de départ en évitant



« Castor et Pollux »  
« Les Indes galantes »

Le ghetto des musiciens spécialisés, car, s'il est important de savoir comment on faisait à l'époque, il ne faut pas moins de savoir dissiper ce qui peut encore se faire et ce qui ne peut

plus correspondre à notre sensibilité ; cependant, qu'on le veuille ou non, nos oreilles ont changé.

Propos recueillis par  
GÉRARD CONDÉ

### Discographie

Sur les quelques vingt-trois ouvrages lyriques composés par Rameau, six seulement figurent au catalogue des enregistrements inégaux. Ce sont :

• *Castor et Pollux*, avec Vandecasteele, Souzy, Scovotti, Lerer, Leanderson, Villaseca, le chœur de chambre de Stockholm et le Concerto Muséum de Vienne sous la direction de N. Harncourt (quatre disques Telefunken 8.590.48).

• *Hippolyte et Aricie*, avec Auger, Watkinson, Moser, Rodde, Caley, Cold, l'English Bach Festival et la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, sous la direction de J.-C. Malgoire (trois disques CBS 79.314).

• *Les Indes galantes*, avec Yakar, Brewer, Nigoghossian, Le Malgat,

Tréguier, Ensemble vocal R. Passaguet, et la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, direction J.-C. Malgoire (trois disques CBS 77.365) ; autre version avec : Helmreich, Devos, Smith, Huttenlocher, Elwes, la Chorale A Cour joie de Valence et l'Orchestre de chambre J.-F. Paillard (quatre disques Erato 70850-5).

• *Zéla*, avec Elwes, Kveikilber, M. Van Emmerik, D. Thomas, M. Van der Sluis, J. Marsh, R. Jacobs, le Collegium Vocale de Gand et la Petite Bande, direction G. Leenhart (quatre disques Stoll 1010 S 77).

• *Zéphyr*, avec Langridge, Penn, Garbacz, la Maîtrise G. Fauré, le Chœur d'hommes E. Brasseur, l'Ensemble instrumental de France, direction J.-P. Welles (un disque L.P.G. 7465).

## UNE SÉLECTION

### cinéma

AMERICAN GIGOLO  
DE PAUL SCHRIADER

L'inséparable du péché et de la rédemption pour un beau garçon qui vend ses charmes aux femmes riches et mûres. Après *Hardcore*, Paul Schrader confirme son attachement à la lutte du bien et du mal, sa démarche spiritualiste et sa place ouvertement sous le signe de Bresson (Pickpocket, il met en scène avec rigueur, dans des couleurs maîtrisées, un style de parole, un enfilade d'images traversées par Richard Gere et Laura Hutton admirables).

LE GANG DES FRÈRES JAMES  
DE WALTER HILL

Hors la légende hollywoodienne des « brigands bien-aimés », la vie quotidienne des frères James et de leurs complices dans l'Ouest américain réel d'après la guerre de Sécession. Quelque chose qui rappelle Casque d'or de Becker.

LES HÉRITIERS  
DE MARTA MESZAROS

Résonances bergmanniennes et précieuses esthétiques avec un sujet périlleux (une femme stérile amène, pour recueillir un héritage, son amie à se faire faire un enfant par son mari) que Marta Meszaros a placé dans le Hongrie des années 30-40. Deux grandes comédiennes, Lili Monori et Isabelle Huppert, miroir l'une de l'autre. The Big Red One, de Samuel Fuller : la guerre sans héroïsme, et la mort qu'on ne peut pas tuer. Superbe retour de Fuller : All that jazz, de Bob Fosse : l'univers de la comédie musicale transformé par le dialogue d'un chorégraphe trépané avec sa mort en costume de fête (Palme d'or à Cannes) ; Le sang dans le vide, de Marco Bellocchio : histoire morbide de névrose et de folie remarquablement mise en scène avec Piccoli et Anouk Aimée (des prix d'interprétation de Cannes) ; The Rose, de Mark Rydell : une étoile née à la mode du rock et de la drogue. Belles scènes de concert et de foule, Betty Midler, chanteuse inspirée

mais admirable ou détestable (dans la provocation et l'agressivité) selon les goûts. Mon oncle d'Amérique, d'Alain Resnais : le libéré de l'homme et de la création cinématographique. Une semaine de vacances, de Bertrand Tavernier : les émotions d'une mise en scène qui sait regarder.

### théâtre

MEPHISTO  
A LA CARTOUCHE  
DE VINCENTS

Lire notre article page 21.

ROTE RUBE  
AU CHATEAU DE VINCENTS

Le groupe municipal, qui avait révélé son humour-blème au Festival de Nancy et à la Fête de l'Humour, avec Tarr et Paranoïa, est accueilli jusqu'au 21 au château de Vincennes avec un nouveau spectacle qui parle en images et en musique de ruptures mentales et de psychiatrie.

NIJINSKI  
AU LUCERNAIRE

Portrait du dieu de la danse d'acier et solitaire, figuré par une comédienne avec un coïleur, un anorak, un verre d'eau. Giovanni Martini aux Bouffes du Nord : la voix chaude de la terre italienne. Sankai Juku au Carré Vaugirard : les plongées vertigineuses de l'érotisme. Regarde les hommes tomber, par les Housers Orkator à Gémier : les solistes noirs du rite et de la peur. Jean-Paul Fatté au Palais des glaces : la mort de la tête à l'envers. Nous irons tous à Capella au Studio Berthelot de Montreuil : les mythologies du samedi soir par les comédiens du rock.

### musique

RESURRECTION DE NABUCCO  
DE RAMEAU

Grandes solistes pour le Festival de Versailles les 19 et 20 juin, avec, à 20 h 30, un bref concert par la Chapelle royale de Ph. Harrewegh, et puis, à l'Opéra royal, résurrection de Nais, opéra de

Rameau écrit pour célébrer le Traité d'Aix-la-Chapelle en 1748. (Lire article ci-dessus.)

LA STAATSKAPPELLE  
DE DRESDÉ

La Staatskapelle est le plus ancien des orchestres allemands et l'équivalent pour la R.D.A. de la Philharmonique de Berlin ; Karajan, Böhm, Kleiber, ont joué avec elle quelques-uns de leurs plus beaux disques ; on l'entendra cette semaine, sous la direction de K. Sanderling, dans un programme de Brahms : 1<sup>re</sup> Symphonie et 1<sup>er</sup> Concerto avec Maurizio Pollini (Champs-Élysées, 19 et 20).

LA ROCHELLE  
POUR LES CONTEMPORAINS

Débuts du nouveau Festival de La Rochelle, dirigé par Alain Duret, avec la Maison de la culture. Il est essentiel qu'il réussisse pour maintenir un centre de création et d'animation contemporaine. Le programme, simple, très capotant, avec des manifestations de toutes sortes et des compositeurs tels que Donatoni, Monnet, Farnsworth, Pabla, Medora, Agerholm, etc. Et toujours un brillant programme de cinéma, dirigé par J.-L. Passek (du 25 juin au 14 juillet. Renseignements : Maison de la culture).

NOHANT ET OYONNE

Parmi les festivals qui enchantent le paysage français, deux présentent le départ cette semaine : Nohant, dans la grange de George Sand, avec P. Amyral et J.-Ph. Colard (le 20), V. de Los Angeles (le 21) et S. Richter (le 22). Délices de la musique de chambre épalant à Oyonne, au pied du Jura, avec la merveilleuse Frederica von Stade, dans Schumann, Debussy, Poulenc (le 23), qui sera suivie par la Camerata du Mozartium, avec S. Vagh (le 23), le Musikverein Quartet (le 23), Cathy Berberian et B. Canino (le 30), etc.

LE CONCOURS DE CHANT  
DE PARIS

Un des plus brillants concours de chant à travers le monde qui a couronné entre autres B. Hindt, L. Miller, O. Cleinik, Z. Gal. Le concours de chant de Paris réunit cette année cent cinquante-deux candidats du 19 au 28 juin. Demi-finale publique le 28 juin (20 heures) et finale avec orchestre le 29 juin (19 h 30) à l'Opéra-Comique.

Concerts des lauréats du concours International de flûte J.-P. Rampal (Gavau, le 18) ; « Des plaisirs champêtres aux reines plâtres », concert de musique ancienne, dir. : A. Geoffroy-Dechaume (Théâtre de Paris, les 18 et 19) ; cycle Stern : Haydn et Mozart, avec le NCP (Théâtre de la Ville, du 18 au 21, à 18 h 30) ; le Festival de Weber, dir. M. Janowski (Pleyel, le 19) ; Ensemble G. Dufay (Saint-Merri, le 19) ; concert de l'École d'art lyrique de l'Opéra (Opéra-Comique, le 20) ; J. Kalichstein (Carnavalet, le 20) ; Boulez et Beethoven, par l'Orchestre de Paris, dir. O. Sanderling (Lyon, le 20) ; Schumann-Strauss, par la Staatskapelle de Dresde (Stasbourg, le 21) ; Phil Glass (Saint-Denis, le 21, à American Center, le 22) ; Oreste de Verdi, avec Cosutta, Cappuccilli, Piteo, Finnäll (Genève, les 21, 24, 27, 29) ; Requiem de Verdi, dir. Patane, avec J. Norman (Folies des papes, Avignon, le 21) ; Fêtes du Pont-Naut, deux journées de spectacle nocturne (Place Dauphine, les 21 et 22, de 14 h à 24 h) ; Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Karajan, avec A.-S. Mutter : Beethoven-Tchaikowski (Pleyel, le 22) ; Cycle Stern : Brahms, Mozart, Schubert, avec le NCP, dir. Stoklitz (Théâtre de la Ville, le 23) ; Cl. Arrau (Champs-Élysées, le 23) ; F. Agnèsy, prix M.-Long (Gavau, le 23) ; Beethoven par Bernheim (Champs-Élysées, le 24) ; Carte blanche à Klaus Huber (Saint-Denis, le 24) ; Judith Slegen (Gavau, le 25) ; Ensemble G. de Mecheur (Saint-Merri, le 25).

### expositions

NIER POUR OSMAN — ARTS, TRADITIONS ET PATRIMOINE  
AU GRAND PALAIS

Le Musée des arts et traditions populaires s'est déplacé au Grand Palais où il offre un panorama efficace et séduisant de l'éthnologie française de ses origines à nos jours, à nos jours, à demain... Une des manifestations originales récemment suscitées par l'Année du patrimoine.

GRAMAIRE  
AU MUSÉE D'ART MODERNE  
DE LA VILLE DE PARIS

Cent vingt tableaux, les tapisseries, la totalité de l'œuvre gravé, des aquarelles, des dessins, des documents : la première rétrospective, depuis sa mort en 1871, de

cet artiste reconnu entre les deux guerres, consacré après 1945, puis négligé. Qui fut préoccupé de géométrie, mais resta fidèle au sujet. Qu'il est bon de replacer dans l'histoire du réalisme au vingtième siècle.

BULGARIE MÉDÉVALE  
ART ET CIVILISATION

Depuis la création du royaume bulgare, à la fin du septième siècle, jusqu'à sa chute sous les coups des Ottomans à la fin du quatorzième siècle, des icônes, des reliefs de fresques, des décors architecturaux, des céramiques, des bijoux, des manuscrits, pour témoigner de la richesse culturelle d'un pays ayant appartenu au monde byzantin.

LES FRÈRES LUMIÈRE  
A L'AURÈRE DE LA COULEUR  
AU PETIT PALAIS

La Fondation nationale de la photographie « monte » à Paris pour présenter des images de plaques autochromes Lumière, œuvres des frères Lumière eux-mêmes et de quelques-uns des premiers autochromistes.

CARTES ET FIGURES  
DE LA TERRE AU CENTRE  
GEORGES-POPIDOU

La découverte et la mesure du monde à travers les cartes : image de l'univers tel que l'on perçut les civilisations d'Europe et d'ailleurs. Faïences françaises du seizième au dix-huitième siècle, au Grand Palais : depuis son apparition jusqu'à son déclin, l'histoire d'un art qui est aussi une technique. Maîtres de l'estampe des seizième et dix-septième siècles, au Pavillon de Flore : un procédé de gravure à ses débuts et à son apogée, en cent soixante-dix estampes. L'effacement en Belgique (1880-1980), au Musée de l'effacement : dans sa diversité, avec ses témoins d'hier et d'aujourd'hui (Polon est belge). Horace Vernet et l'école des beaux-arts : l'art et la manière d'un peintre d'histoire.

### jazz

FESTIVAL A LA DÉFENSE

En prélude à l'ouverture d'un centre sans exemple consacré au jazz, à la danse et au théâtre, le pavillon de la Défense est pendant

## LE P.S. ET LE CINÉMA

Sous le titre d'Asiases européennes pour le cinéma et l'image, le parti socialiste organise à Hyères, du 20 au 22 juin, à l'initiative de son délégué à la culture, M. Jack Lang, un important colloque, en ouverture du traditionnel festival international du jeune cinéma. M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., présentera lui-même, à cette occasion, quelques aspects de la politique culturelle que les socialistes entendent opposer à celle du gouvernement.

« Sauver les cinémas nationaux en Europe », tel est le thème de cette première rencontre (qui devrait se renouveler chaque année) entre cinéastes, économistes et hommes politiques d'une douzaine de pays européens. « Face à la puissance de l'industrie cinématographique américaine et à sa pénétration sur le continent européen, face à l'économie de profit, explique M. Jack Lang, comment assurer la survie et le développement de l'art cinématographique en Europe ? » L'art cinématographique en Europe, et non pas l'art cinématographique européen : la nuance n'est pas négligeable, car les responsables du P.S. ne veulent pas, disent-ils, d'un « traité de Rome du cinéma », qui diluerait la personnalité de chaque nation au bénéfice d'un cinéma à l'américaine, seul langage commun de l'Europe.

Pour M. Jack Lang, le salut viendra au contraire de la diversité : diversité des esthétiques (contre l'uniformité des standards américains), des sources de financement et de diffusion (par la constitution d'un circuit public autour des salles municipales). En un mot, il s'agit de passer d'une économie fondée sur « la dictature des diffuseurs » (sociétés privées de cinéma ou chaînes publiques de télévision) à une économie « reconnaissant les droits des créateurs et des spectateurs ». On ne peut qu'applaudir des deux mains à de telles bonnes intentions. Le diagnostic est apparemment sans faille. Reste la question des moyens. — T. F.

trois jours le lieu d'un véritable festival : Stu Martin, Eddy Louiss, Pharoah Sanders (19 juin) ; Raymond Bont, Siegfried Kessel, Cecil Taylor (20) ; Pepper Adams, Abbey Lincoln, Archie Shepp (21).

### rock

SHAM 66

En Angleterre, leurs concerts provoquent invariablement des émeutes. Mené par Jimmy Pursey, Sham 66 a réouvert le public des Sex Pistols, des footballers, et des buveurs de bière. (Le 23 juin à 20 h 30, au Palais.)

BOB MARLEY

On ne présente plus le pape du reggae. Une tournée française dans des stades ou des salles de dix mille places. (Le 24 juin, à 21 h, Folie-Exposition de Lille ; le 26 juin à 21 heures, Stade Mayol de Toulon ; le 2 juillet à 21 heures, Palais de la Beaujoire de Nantes ; le 3 juillet, Parc des Expositions de Paris.)

### danse

Louis Falco Dance Company au Théâtre de la Ville : une occasion de bonheur à saisir : ils ont dansé au Théâtre de Paris : le premier ensemble professionnel de danse ancienne organisé par Francine Lancelot ; Mura à Mandapa, un des maîtres du Butô ; Anshumala au musée Guimet ; style Barba. Nanyam (25 juin) : Danse sur Borne à Polony ; Le Four solitaire et F. Verret (21 juin), D. Bagonet et O. Duboc (22) ; l'festival de Lyon : le Ballet de l'Opéra municipal et Dominique Bagonet à la nouvelle Maison de la danse.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Général : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Impression : du « Monde » S. r. des Imprimeries PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire n° 57432.



## MÉTIER ANONYMES

Jean-Louis Chautemps  
musicien de studio

Étrange entreprise que le studio ! Les musiciens, qui y travaillent (qui « font le studio ») sont ceux que vous entendez le plus et pourtant ceux que vous écoutez le moins.

Avec vos chanteurs favoris — de Shalva à la nouvelle chanson française — ou à la télévision, « ils » jouent. Eux : les musiciens de studio.

Dans les publicités, pour les musiques de film ou les musiques d'ambiance, ils jouent. Eux : que l'on appelle les « requins ».

Dès qu'il y a quatre notes de musique quelque part, ils sont là, présents, comme on répond à une mission, comme on monte en première ligne, mais dans l'anonymat. Personne ne les connaît. Personne ne les connaît jamais. Et jamais ils ne feront de disques sous leur nom. Leur nom n'est pas fait pour l'affiche. Et le seul plaisir qu'ils offrent, c'est de jouer — dans une profession de faux-semblants et de gloires d'effigie, avec les « meilleurs » : les meilleurs rythmicistes de Paris ou les violonistes de l'Opéra. De cela ils sont sûrs, et le seul talent qui leur importe est celui qui est reconnu par les pairs, par les professionnels.

Spécialistes de la non-spécialisation, ils se doivent d'être spécialistes en tout genre : de Gesualdo au disco. Et comme ils sont parmi les moins mal payés d'un métier difficile, on les envie : mais on sait aussi de quel prix (leur liberté, dit-on, ou leur créativité) ils paient en retour ces bons traitements du commerce et de l'industrie.

Sur ces vertueuses de l'anonymat, ces justes causes impossibles, c'est parfois de la musique de consommation courante, n'est-ce pas ? — guidés par les paradoxes, l'humour pince-sans-rire et l'ironie active de Jean-Louis Chautemps (1) — aller plus loin. — F. M.

(1) Jean-Louis Chautemps : saxophoniste-fûtiste, né à Paris en 1931, musicien de studio parmi les plus sollicités, musicien de jazz et de musique contemporaine, Chautemps participe, dès 1963, aux premiers concerts de free jazz en France. Il est aujourd'hui membre de la Compagnie Lubat ou du Quatuor de saxophones, « dirigé » par les deux troupes de musique improvisée, et n'a jamais cessé de « faire du studio ».

« Qu'est-ce qui fait bouger un musicien de studio ? L'argent ? »

— Sans aucun doute, puisque c'est la réponse que vous attendez. Mais entendons-nous : il ne s'agit pas des sommes fabuleuses qu'imaginent parfois les profanes.

— Les « profanes » ? Il s'agit de religion, dans les studios ?

— Une religion à l'envers. Une religion pour rire.

Combien sont payés les « requins » ?

— Autour de 300 francs pour une séance de trois heures. Il y en a trois par jour : à 9 heures, 13 h. 30 et 17 heures. Mais, selon que vous jouez ou non plusieurs instruments, selon que vous prenez ou non un solo, selon qu'il y a ou non du « riri » (réenregistrement), c'est variable : on est plutôt payé au forfait, de gré à gré.

— Pour bien gagner sa vie, il faut s'user à la tâche. Et, dans la production d'un disque, il faut le savoir, ce qui coûte le moins cher, et de très loin, c'est le musicien. C'est une profession épouvantablement exploitée. Et continuellement menacée : la cote d'un musicien ou d'un arrangeur s'effondre comme à la Bourse : du jour au lendemain.

— Qui appelle-t-on pour une « affaire » ? À qui s'adresse-t-on ?

— Très simple : aux meilleurs. Le contacteur a toujours intérêt à demander les meilleurs. Sinon, tout le monde perd l'affaire.

— Les « meilleurs » : quels sont les critères ?

— Tout se mesure, en studio. Avec la multiplication des pistes, des voyants de contrôle et des dérapages, tout est risible : la justesse, l'accentuation et la mise en place. Premier effet de miroir : toute note émise, tout trait, vous en voyez littéralement, en cabine, la correction ou l'excès.

— Deuxième stade : comme vous jouez avec des pairs, il est impossible de tricher. Si vous jouez mal, ou si vous avez des défauts, vous ne pourrez pas le cacher aux autres : devant les gens de la profession, le musicien est nu.

— C'est un métier où l'on n'accorde pas la moindre confiance aux recommandations, aux oncles, aux dossiers de presse ou aux prix de Conservatoire. Il faut jouer. C'est tout. On vous écoute. On juge sur pièces. Vous faites l'affaire ou non. On vous rappelle ou non.

— Quelles qualités doit-on avoir tout posséder ?

— Une oreille diabolique. La rapidité de lecture et d'exécution bien sûr. Mais, surtout, il faut pouvoir s'adapter et aller vite, très vite. Les séances coûtent cher. Le temps est compté. Le monde des studios est un monde pressé.

Il faut une mise en place rythmique irréprochable, et — très important — savoir plier les accents. Mais il faut aussi une certaine docilité, le sens de l'adaptation, des qualités de communication et d'efficacité. Super-agendas, téléphones partout, répondeurs automatiques, volubilité, disposition électronique, font, en vrac, partie des accessoires obligés du musicien de studio.

— Quand je parle des « meilleurs », on comprend maintenant que je parle en professionnel. Charlie Parker en studio aurait été un désastre : mais ce n'est vraiment pas la question.

— Comment se déroule un « musicien » ?

— Comme le cadre. Les bassistes ont dû se mettre à la basse électrique du jour au lendemain. Les styles s'effacent les uns les autres à grande vitesse. Il faut écouter les autres, piger ou piquer leurs « plans », savoir d'où vient le vent.

— Les batteurs s'usent terriblement et peuvent être balayés en un rien de temps : par exemple, lors du passage récent du ter-

## Le mythe de l'authenticité

— Mais que représente au juste le studio ? Une métaphore de la société industrielle ? Le monde de l'esthétique perdue par la machine et le fric ? Ou celui de l'idéalité musicale ?

— Un peu de tout et rien de tout ça. C'est vrai qu'il y a des mythes et des mythes, sur lesquels vit le musicien de studio, mais, au passage, il en laisse d'autres au vestiaire : le mythe de l'« authenticité », par exemple, et ce n'est pas si mal.

— Tout est pseudonyme, en studio. On apprend au dernier moment pour qui on joue. On découvre après coup — puisqu'on joue en play-back — ce qu'on a joué. Et souvent, on ne le sait jamais.

— Les rôles et les valeurs ne sont pas là où l'on dit qu'ils sont. Il y a d'autres plaisirs et d'autres nécessités : le fabuleux savoir des preneurs de son, par exemple, la somme impensable d'angoisses et d'interrogations que représente, pour l'arrangeur ou le directeur artistique, un de ces disques que les bonnes âmes méprisent.

— On ne s'imaginerait pas ! Pour une symphonie, deux prises suffisent. Mais en studio, quelle somme d'effort, de recherche, de volonté de perfection... Un producteur n'a pas le droit de se tromper. Et il doit toujours choisir ce qui peut mordre : tout cela repose au fond sur une anthropologie assez pessimiste et tout à fait paradoxale.

— La mode, l'efficacité, les séances à heures fixes, la rapidité de lecture, la course de



Dessin de Bonnard.

naire au binaire. On a dit du binaire que c'était une simplification, pas du tout ! L'affrontement s'est déjà produit, historiquement : au quatorzième siècle, par exemple, avec Guillaume de Machaut. Parce que à l'époque, ils n'avaient pas la psychanalyse mais ils savaient bien que le binaire contre la trinité, c'était le diable. Et ils savaient que ça ne simplifiait rien du tout.

sorte d'état de sainteté. Alors qu'un concert de jazz vous laisse souvent désarmé. Vide. Le studio est plus clair pour la santé mentale : c'est du reste pour cela qu'on s'y perd.

— Et puis il y a les autres. On joue pour un preneur de son qui aime votre son, qui aime votre instrument. On joue pour deux ou trois passionnés. Et il y a des séances heureuses, des séances « dans le génie ». Des séances où, entre les prises, on travaille et on invente mille formules. Bien sûr, par dandysme, on peut affirmer qu'on s'en fiche, mais le studio, c'est la caverne. Le studio est moins dominé par l'attrait de l'argent que par la reconnaissance de la console. Et par une vision « essentialiste » de la musique.

— On joue pour un public totalement abstrait. On joue pour un absolu, pour une vérité pour Dieu... On cherche la transparence totale, et des espèces rares. Et on se juge, comme dans le journalisme, entre professionnels. Pour faire croire qu'on vit dans la vérité.

— C'est qu'il ne faut pas se compromettre avec le public ? Même en tenant compte de leur ironie, quelle est la part de nostalgie aristocratique dans vos propos ?

— Le musicien de studio est plus proche du statut de musicien tel qu'il existait au XVII<sup>e</sup> ou au XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est un statut qui n'est pas régi par les normes communes. Mais, comme il s'agit de musique, toute l'idéologie de l'art, en gros toute l'idéologie romantique, débarras. Le métier est à la fois plus modeste et plus ambitieux. On ne peut livrer un chanteur, un groupe, tels quels. La scène est une immense illusion. Alors, le musicien de studio est là pour rattraper, pour arranger, pour fabriquer de toute pièce, pour faire croire... C'est le fin du fin de l'artisanat : l'idéal de perfection, souvent mis au service d'entreprises de cristallisation.

Propos recueillis par FRANCIS MARMANDE

## Dans

D'un côté l'ironie des propos de Chautemps, discours à double tranchant, discours de l'ambiguïté consentie. De l'autre, l'observation étonnée de ce qui se passe en studio. De ce qu'on peut en voir. Et tenter d'en comprendre. Deux foyers complémentaires de prendre des distances...

BOULOGNE - BILLANCOURT, 13 heures. La rue de Solferino s'étire avec une tristesse infinie sous la pluie fine et glacée, presque indécise. L'agencement à l'écart des axes principaux, elle échappe à ce tourbillon laborieux qui, du lundi au samedi, avec une ponctualité désespérante, prédomine dans le plupart des agglomérations dites de proche banlieue. A son extrémité, sur le droite, se dresse une entrée en forme de hall qui n'est pas sans évoquer un vieux cinéma de quartier en voie de disparition et donne quelque peu au milieu de l'alignement neutre des immeubles d'habitation. C'est le studio 92. Là, à l'abri de l'agitation urbaine, dans le silence respectueux et pesant des lieux réservés aux cultes, sont enregistrées des quantités innombrables de bandes magnétiques. Le studio 92 est l'un de ces temples anonymes où l'on fabrique, au kilomètre, une musique qui, à long terme, encombre les antennes de stations périphériques ou sert de support sonore à quelques symphonies neveux cinématographiques.

Dans la cabine d'enregistrement, l'ingénieur du son est aux commandes. Au même titre que l'arrangeur ou les musiciens, il se doit de posséder ce qu'en jargon du métier on appelle une « oreille d'acier » et n'hésite pas à manifester sa grogne parce que la grosse caisse est trop « molle » en fin de prise, ou que quelqu'un est responsable d'un « pein » à la douzième mesure. De l'autre côté de la large baie vitrée, à l'abri de minces cloisons isolantes, casques, attentifs aux indications de l'arrangeur, les musiciens ne quittent pas des yeux la sacro-sainte partition. Au fond du studio, comme en pénitence, les deux guitaristes sont consignés dans de minuscules cabines individuelles, pour éviter un phénomène toujours regrettable de réverbération entre leurs instruments acoustiques et les microphones.

Aujourd'hui, seule la section rythmique est présente, afin d'enregistrer quelques « saucissons » à l'intention d'une quelconque sous-Jeanette. La procédure est invariablement la même : d'abord ce sera le tour des cordes, généralement des membres de l'Orchestre de l'Opéra de Paris (ce qui signifie qu'au moment d'une représentation classique ils ont déjà six ou neuf heures de musique au bout de l'archet), puis, peut-être, des cuivres.

GALERIE JEANNE CASTEL  
Marie-José Lefort  
18 avril - 27 juin  
**J.M. TOUBEAU**  
3, rue du Cirque, 75001, 359-71-24

GRAND PALAIS 25 juin  
**COMPARAISONS**  
pour tout le monde

AMBASSADE D'Australie  
4, r. Jean-Bey, 19<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Blz-Hakelm  
**Sandra LEVESON**  
Exposition de peintures  
19 juin au 4 juillet

BERNHEIM-JEUNE  
27, av. Montaigne, Paris  
352-60-31  
**HANNA LIBON**  
Jusqu'au 12 juillet

**Jeanne Bucher REICHEL**  
53, rue de Seine (VI) 326-22-32

AU LANCASTER  
7, rue de Berni - 75003 PARIS - Tél. 339-90-43  
**SIMONE BELLET**  
Peintures  
Jusqu'au 2 juillet

PREMIER PEINTRE FRANÇAIS  
INVITÉ A EXPOSER EN CHINE  
**miotte**  
CENTRE CULTUREL FRANÇAIS  
PEKIN MAI-JUIN 1980

**Les Arts du Théâtre de Watteau à Fragonard**  
225 peintures, dessins, sculptures.  
\* Boucher \* Fragonard \* Gillot \* Goya \* Lancret \* Panini \* Pater \* Tiepolo \* Watteau  
Ouverts tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 19 heures.  
Nouveaux le mercredi et le vendredi, de 21 heures à 23 heures.  
Visites commentées le mercredi à 21 heures, le jeudi à 17 heures.  
Sur demande pour groupes.  
Galerie des Beaux-Arts  
Place du Colonel Raynal, Bordeaux.  
(9 mai - 1<sup>er</sup> septembre 80)

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE  
57 bis, av. Bosquet (7<sup>e</sup>), 355-79-15  
**ALVAREZ BRAVO**  
Manuel  
photographie mexicaine  
T.L.J. (sauf dim.) de 10 h. à 18 h.  
De 5 jours au 1<sup>er</sup> juillet

MUSÉE RODIN  
27, rue de Varenne, Paris (7<sup>e</sup>)  
**FENOSA**  
T.L.J. (sauf mardi) 10-12 h et 14-18 h  
11 juin - 29 septembre

GALERIE LAMBERT  
14, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris IV<sup>e</sup> - Tél. 325-14-21  
HOMMAGE  
à  
**pierre pasquier**  
1906 - 1980  
Du 19 juin au 19 juillet 1980

**Man Ray**  
8 Mai au 19 Juillet 1980  
Peintures, dessins, objets, photographies.  
**ARTCURIAL**  
1, rue d'Alsace-Lorraine, Paris 5<sup>e</sup> - 474-26-27

Le livre  
**FANTASMES 76-80**  
peintures et dessins de  
**DENIS BOISSIER**  
préface de Serge GAINSBOURG  
texte de Laurent MAGET  
Aux Éditions FASCINATION  
33, passage Souffray, 75009 Paris.  
Tél. : 354-50-52.  
Exposition des peintures et dessins de DENIS BOISSIER de 1<sup>er</sup> au 12 juillet 1980  
au « SALON PERMANENT »,  
6, rue Guénégaud - 75001 PARIS.  
présenté par ZOE CUTERIDA.

MAIRIE ANNEXE DU 10<sup>e</sup>  
LE PATRIMOINE DE LA VILLE  
ET LA COMMISSION DU VIEUX PARIS  
72, rue du Faubourg-Saint-Martin  
M<sup>o</sup> Châteauneuf-Clémence  
T.L.J. et Jue de 11 h. 30 à 18 h.  
jusq. 19 juillet. Entrée grat.

MAISON DU BARENHART  
142, Champs-Élysées, 2<sup>e</sup> étage, M<sup>o</sup> Étoile  
**JORGEN NASH**  
Le rebelle du Nord  
peinture, gravure, sculpture,  
photographie  
Tous les jours de 12 h à 19 h  
Dimanches et fêtes de 15 h à 19 h  
Du 23 mai au 15 juin. Entrée libre

47<sup>e</sup> SALON  
DES SURINDÉPENDANTS  
Mairie 10<sup>e</sup> arrondissement,  
2, place Baudoyer,  
métro Hôtel-de-Ville.  
Tous les jours de 10 à 18 heures  
et du 14 au 29 juin 1980.

1980



## « MÉPHISTO » ET LE THÉÂTRE DU SOLEIL EN ALLEMAGNE

Lorsqu'il débarque au studio, les musiciens, à de rares exceptions près, n'ont pas la moindre idée de ce qu'ils vont jouer. Le contact s'établit par téléphone, et l'intérêt, en fonction de son planning de travail et de quelques autres facteurs, est plus ou moins immédiat, accepté ou non le rendez-vous est fixé pour une ou plusieurs séances. La séance dure généralement : de 9 heures à 12 heures, de 13 h. 30 à 16 h. 30 et de 17 heures à 20 heures. C'est-à-dire que, à l'image de n'importe quel employé de bureau, le musicien de studio travaille, selon des horaires précis, pratiquement neuf heures par semaine, cinq jours sur sept.

Il doit être même, d'une séance à l'autre, d'assurer avec une égale perfection un arrangement du rock, de variétés, de jazz-rock, une bande de film, un support publicitaire, etc.

Adepte du déshébergement à vue les heures de studio sont très coûteuses et par conséquent réduites au strict minimum), le musicien de studio doit non seulement se réveiller exceptionnel lecteur, mais également s'adapter à tous les styles, posséder une justesse parfaite sur l'instrument de base de la mise en place irréprochable, grand d'une docilité extrême vis-à-vis des exigences de l'arrangeur qui seul, possède le pouvoir de décision.

Pour celui-ci, l'enjeu est de taille. Si le coût de l'opération fait obstacle à toute velléité de refus de sa

part du producteur, face au producteur lui-même, il agit que dans la mesure de la demande de ce dernier. Il y a un certain nombre de normes précises concernant une mise à l'index immédiate.

Bien plus que celui de musicien, le métier d'arrangeur est aléatoire. Il convient de tout écouter, de s'informer précisément des derniers caprices et nouveautés du domaine musical international (l'est-à-dire essentiellement nord-américain) sous peine de désapprobation du public. Par ailleurs, certains arrangeurs sont désavantagés, d'autres part sur des droits de la SACEM. Autant de raisons qui les poussent à s'entourer de ceux qu'ils considèrent comme les meilleurs, les plus aptes à « faire l'affaire ».

A l'issue d'une brève répétition en « boucle », les musiciens anéantissent. Chaque instrument possède son propre canal, ou, qui, au total, se compose définitif, permet tous les tritonnages, les pentatons, les nécessaires. Le pianiste ressasse les mêmes accords avec une constance un peu navrante ; le batteur, avec une désaccoutance outrancière, se cantonne à un rythme primaire que viennent compléter quelques lignes élémentaires de basse électrique (le contrebasse, passé de mode, le probablement disparu des studios) tandis que le percussionniste se contentait à l'extrême sur sa partition afin d'agiter, son tambour au moment opportun.

## Une certaine perfection formelle

Rien n'échappe à l'arrangeur qui dirige l'ensemble. Egalement muni d'un esquisse, il repère immédiatement l'accord marqué ou le fauts de mise en place le plus minime soit-elle. A moins d'une certitude, rarement erronée, de perfection d'un passage, les prises sont exigées avant l'audition du soliste. Au bini, occasion pour les musiciens de ce « détendre » en laissant courir leurs doigts en liberté sur les instruments.

Si l'engrènement est satisfaisant, on fait un *re-orchestrer*. C'est-à-dire que selon les eses on ajoute un poil de marimbales, quelques espagnols à la guitare, ou trois accords de synthétiseur. Puis, au tour prends du *orchestrer*, on passe au morceau suivant. De nouveau, les musiciens font connaissance avec l'arrangement en le déchiffrant à vue. La répétition traîne un peu parce que le choix du tempo précis s'avère délicat et que les percussionnistes découvrent un demi-sourcil sur leur sa position, mais la « mise en boîte » est immédiate.

A l'audition, l'arrangeur ne cache pas son insatisfaction et, en dépit des timides protestations de l'un des principaux intéressés, décide de tout refaire. Pendant le *re-orchestrer*, viennent se juxtaposer une seconde pile de batterie et de marimbales, contre-chant de guitare, le rôle principal d'orgue se transforme, l'arrangement prend tournaure, s'habille peu à peu avec une minute et une délicatesse démesurées.

Aux yeux d'un observateur étranger, une telle débâcle de travail et de concentration pour un résultat aussi peu gratifiant (musicalment) est une véritable folie.

Dans le studio, le priorité n'est pas à la créativité mais à la parfaite perfection formelle, un peu sainte. En ce sens, le musicien de studio se révèle un rouage asséniel de la machine variétés. — Sans lui, tout se désintègre. Son choix est par conséquent non seulement d'ordre économique et (ou) esthétique, mais également, peut-être ! Inconsciemment idéologique. En se contentant aveuglément d'une entreprise de cristallisation de plus en plus technocratique et oppressive, il contribue à confiner le musicien-vivants dans un ghetto élément comptable. Dans le même temps, il érige lui-même ses propres limites.

Ces « parloirs » du Conservatoire, mais plus souvent d'un jazz institutionnellement rémunéré, le musicien français se laisse prendre à l'engrenage du conformisme, du mimétisme, du style généralisé, fini pour le musicien. Les quelques albums totalement instancés, encore que techniquement parfaits, réalisés par certains « professionnels » notoria, en mal d'expression, en constituent la preuve flagrante et douloureuse.

Comme l'étranger, le musicien de la studio se « démode » aussi rapidement qu'arbitrairement.

Au terme d'une carrière de plus ou moins longue, le musicien se choisit mineur pour se trouver pour finir au rang d'accompagnateur d'un chanteur de troisième zone, subsister en donnant des cours particuliers, se reconvertir dans le petit commerce d'instruments ou, à l'image des champions sportifs déçus, dissimuler sa résignation derrière le zinc d'un bistrot cordé.

[illegible]

Le représentation de *Méphisto* en Allemagne n'a pas été sans poser quelques problèmes. L'assassinat de France et Bonn n'était pas très chaude pour faire venir le Théâtre du Soleil. Un mois avant les représentations, à Berlin, les responsables du Festival de théâtre téléphonent à Ariane Mnouchkine : « On s'est décidé, n'a pas dans l'argent. Il faut que vous trouviez une troupe républicaine. » On n'accepte pas cette décision, on a un contrat moral, on mient. Quand la troupe arrive, à Berlin, elle trouve une affiche officielle qui ne porte pas le nom de Klaus Fuchs, mais qui annonce qu'il faut remplacer par l'affiche française. Le Festival interdit le

stand des livres de Klaus Mann. On vend à la sortie des éditions piratées de son roman.

Les responsables du Festival de Munich décident de faire publier, chez l'éditeur même qui a été frappé de l'interdiction, l'adaptation du roman par Ariane Mnouchkine. Cette fois, Spengenberg prend toutes les précautions ; aucune assurance allemande n'est possible, il souscrit le risque d'une nouvelle interdiction, il finit par prendre une assurance à Londres, à la Lloyd. Le livre coûte 18 marks, une grande partie du public le feuilleta studieusement pendant les quatre heures de spectacle. Le livre est maintenant épuisé, Spengenberg a dû le retirer.

presse», a dit Ariane Monochkine. « Comment le public français a-t-il réagi ? » Il a répondu : « Le public allemand », répond Monochkine. « Il ne reçoit pas le spectacle comme un produit sur l'Allemagne, mais comme une parabole beaucoup plus universelle. Il ne s'agit pas uniquement d'un moment du passé allemand, dans certains films, mais d'un moment du présent, et ça pourrait devenir un moment de l'avenir si nous ne faisons pas très attention. La difficulté, avec une certaine génération du public allemand, c'est qu'il réduit la portée du moment de l'histoire politique, de l'Allemagne, mais aussi à un personnage de cinéma. »

## Un énorme bouquet d'orchidées

Dans l'ensemble, le spectacle n'est pas très bien accueilli par la presse bavaroise. Les trois critiques dramatiques du *Süddeutsche Zeitung*, le journal le plus important de Bavière, viennent le soir de la première, mais ne font paraître aucune critique.

Le *Münchener Merkur*, journal français de la Gruppe Springer, fait paraître deux critiques, une critique favorable, rectifiée le lendemain par une critique d'Arnim Eichholz, qui attaque violemment le spectacle en parlant d'un « français sentiment de pathétique, d'un trémolo larvaire, d'un Schygalla lui-même superficiel ». Il appelle le Théâtre du Soleil « Portrait de groupe avec une dame », et fait la défense de Gröndgens. Il écrit : « Inghar Bergman a envoyé à Ariane Mnouchkine un énorme bouquet d'orchidées ; un énorme Schygalla lui a envoyé une lettre pour lui dire qu'il était le plus formidable spectacle qu'elle avait vu depuis longtemps ; Walter Schmiedinger (un des acteurs les plus populaires en Allemagne) l'a embrassée en pleurant, à la sortie du spectacle, et lui a dit qu'il devrait dorénavant chanter au théâtre du Soleil ». Mais un théâtre français ne peut pas se permettre de jouer une telle pièce dans la Dachauer Strasse, dans la rue qui mène à Dachau.

Gründings à beaucoup d'avocats, et nous, nous avons plutôt envie d'être les avocats de Klaus Mann. « Pourquoi êtes-vous venus ici avec ce spectacle, cette tréte de notre passé, alors que les autres troupes ici traitent de l'avenir ? » « Parce que nous y a un endroit où on peut être un peu international, c'est bien au théâtre », répond Minochinski, et je vois refusé l'appropriation de ce moment de l'histoire. « On peut se souvenir que de la forme, dit plus tard Ariane, mais pas de son contenu », elle raconte. Les gens s'étonnent que nous n'ayons pu trouver une forme plus flamboyante et adhésive pour raconter une aussi sombre histoire. Alors je me demande : est-ce qu'ils comprennent bien quelle histoire nous racontons ? Dans notre désir d'inventer et de renouveler les formes de théâtre, il ne faudrait pas perdre de vue que c'est au théâtre artistique que l'on finit par raconter que l'intercommunication, et la forme elle-même. Nous devons faire attention. Nous ne devons pas nous satisfaire d'images ».

Le Théâtre du Soleil reprend le *Mephisto* à la Cartoucherie, pour dix-huit représentations. Les dernières. Mais cinq théâtres nationaux en Allemagne veulent maintenant monter la pièce.

**HERVÉ GUIBERT.**

\* Théâtre du Soleil, Cartouche-  
rie de Vincennes, à partir du  
20 juin.

**LE CENTRE DRAMATIQUE  
NATIONAL DE NANTERRE**  
présente du 30 mai au 14 juin

**ZOO STORY**  
d'Edward ALBEE  
Adaptation française  
de Mathieu GALEZ

**à la DÉFENSE**  
**sur l'Esplanade**  
(après le bistrot à vins)  
(tunnières flashés)

**COURS RENÉ SIMON**  
Don Rosine Margot  
**AUDITION PUBLIQUE**  
Promotion 80  
Scènes modernes  
Lundi 23 juin, à 20 h. 15  
**THÉÂTRE ANTOINE**  
44, boulevard de Strasbourg,  
Public : entrée libre  
À partir de 12 h. 45.

[illegible]

**6**  
**concerts**  
**exceptionnels**  
en soirée à 21 h 30

CLAUDE WILD présente au THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

# MICHEL BERGER

du 30 juin au 5 juillet

avec la participation des **CONCERTS COLONNE**

LOCATION PAR CORRESPONDANCE

Retournez ce bon au Théâtre des Champs-Élysées : 15, avenue Montaigne, 75008 Paris, après avoir indiqué 2 dates différentes dans l'ordre de votre préférence. Joignez un chèque bancaire ou postal (2 euros), adressé à l'office du Théâtre des Champs-Élysées, ainsi qu'une enveloppe timbrée avec vos nom et adresse pour le retour.






**wea**

**Spectacle Michel Berger**

Loges de balcon et orchestre.....	80 F	Nom.....
1 <sup>re</sup> loges de côté et balcons.....	05 F	Adresse.....
1 <sup>er</sup> ou 2 <sup>e</sup> balcons.....	40 F	Départ.....
<b>DATES</b>		
1 <sup>er</sup> choix.....		Placements.....
2 <sup>e</sup> choix.....		Plaquettes.....

  
CENTRE GEORGES POMPIDOU  
REVUE DE L'IMAGE N° 19  
**VOYAGE,  
IMAGE**  
JEUDI 19 JUIN 1980  
Il n'y a pas de voyages qui  
ne soient belles d'images :  
cartes, guides, publicités...  
Voyager, c'est aussi rap-  
porter des images. L'image "tour-  
istique" veut à répéter  
"j'y suis allé".  
— 20 h 30 —  
projection de  
**TRAVELLING**  
film-védo de  
Jean-Jacques Henry  
Suivie d'un débat avec :  
GUY GRIFF,  
Olivier BENSIGNOL,  
Daniel RUBIN,  
Jean-Loup RIVIERE  
et Jean-Jacques HENRY.  
PETITE SALLE - 1<sup>re</sup> SOUS-SOL  
Entrée 5 Frs. et 7 Frs.  
277 12 33

**Un piano droit pour 8750 F ttc**  
**Larges possibilités de crédit personnalisée.**

hamm, venez visiter nos 5 étages d'exposition entièrement rénovés offrant le plus grand choix de marques de Paris.  
 Neuf • Occasion • Vente • Achat • Réparations • Accord • Transport.

**hamm**  
*Le piano... et toute la musique.*  
 135-138 r. de Rennes, 75006 Paris  
 Tél. : 544 38-66 • Parking près Montparnasse.

PORTE MAILLON PARIS
 **AU PALAIS DES CONGRÈS**
 TEL. : 758.22.53

**LE BALLET DU**  
 THÉÂTRE  
  
 DE PARIS

**14 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES**  
**DU VENDREDI 27 JUIN AU SAMEDI 12 JUILLET**  
**TOUS LES SOIRS A 20H00 SAUF DIMANCHE**

**LOCATION :** PAR TÉLÉPHONE AU 758.22.53 À PARTIR DU 22 JUIN - OU AUX GUICHETS DU PALAIS DES CONGRÈS  
 DE 10H00 À 18H00 DIMANCHES - OU PAR CORRESPONDANCE AVEC LES DIVERS AGENTS

PLACES : 170 - 80 - 50 - 30 F

ORGANISATION :  **LES ÉDITIONS DE LA VALLÉE** ET  **LES ÉDITIONS DE LA VALLÉE**

**LA BELLE AU BOIS DORMANT**
 MUSIQUE DE  
 P. I. TCHAIKOVSKI

**REJOINS TES CAMARADES**



**A BOBINO 322.74.84**

**RAMON PIPIN'S**

**NOUVEAU SPECTACLE**

**ODEURS**







## à travers la France

## MARCO-EN-BARCEL

— Splendeurs des costumes du monde. (Fondation Pronovost, Centre d'art Septentrion. Jusqu'au 5 octobre.)

## Région parisienne

## BÈVRES

— Harry Moerson, du multi-ple à l'unité. (Musée français de la photographie. Jusqu'en septembre.)

## FONTAINEBLEAU

— Richesses d'art et d'architecture du Montois. (Château. Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août.)

## MAGNY-LES-HAMEAUX

— Philippe de Champagne. (Musée national des Grands de Font-Royal. Jusqu'en octobre.)

## NEMOURS

— Fossiles. (Château-musée. Du 29 juin au 15 septembre.)

## PONTAISE

— Ferdinand Desnos. (Musée Tavel-Delaunoy. Jusqu'au 28 septembre.)

## SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES

— La défense médiévale dans la seigneurie de Montfort et son environnement, du dixième au quatorzième siècle. (Musée de l'abbaye. Jusqu'au 30 août.)

## VERSAILLES

— La chambre du roi et la galerie des glaces restaurées. (Château.)

## Normandie - Bretagne

## ALENÇON

— Dampierre d'images, dessinateurs de sons : artistes régionaux contemporains. (Musée d'Orléans. Jusqu'à fin août.)

— Le mobilier régional. (Musée d'Orléans. Du 5 juillet à la fin août.)

— Quatre dimensions pour l'architecture, la photographie et l'inventaire général. (Archives départementales. Jusqu'au 30 juillet.)

## DIEPPE

— Images du Grand-Nord. (Château-musée. Jusqu'au 30 septembre.)

## GUINGAMP

— Le vitrail en Bretagne. (Salle de la mairie. Août-septembre.)

## LE HAVRE

— Le Havre, des bateaux et des hommes. (Musée de la ville. Du 3 juillet au 31 août.)

## QUIMPER

— La période gallo-romaine dans le Finistère. (Musée des beaux-arts. De mi-juillet à fin octobre.)

## RENNES

— Dessins et gravures du dix-septième siècle français. (Collection du musée des beaux-arts. (Musée des beaux-arts. Jusqu'au 29 septembre.)

## SAINT-MALO

— Du monde de la terre au monde de la mer, aspects de la vie au pays de Saint-Malo : l'économie, les modes de vie, les événements. (Musée municipal, ancienne chapelle Saint-Sauveur. De fin juillet à fin décembre.)

## SARZEAU (Morbihan)

— Le vitrail en Bretagne. (Château de Suscinlo. Juillet-août.)

## VITRÉ

— Mathurin Méheut, dessins. (Musée du château. Du début juillet à la fin octobre.)

## Pays de la Loire

## ANGERS

— Peintures contemporaines : Chagall, Gengou, Léger, Marc, Poliakoff, Vasarely, Rausch, Permeke, etc. (Musée des Beaux-Arts. Du 28 juin au 31 août.)

— L'art, d'un chant à l'autre. (Musée Jean-Lapack. Etc.)

## LES EPESSES (Vendée)

— Le patrimoine pénitentiaire à travers l'objectif. (Château du Puy-du-Fou. Jusqu'au 13 septembre.)

— Fontevault-l'Abbaye. (Centre culturel de l'Ouest. De juillet 1980 au printemps 1981.)

## LAVAL

— Réouverture des salles d'art naïf. (Musée du vieux château.)

## LA ROCHE-SUR-YON

— Vingt-cinq ans de recherches archéologiques dans les

piays de Loire. (Musée. Du 3 juillet au 31 août.)

## LE MANS

— Trésors du patrimoine de la Sarthe. (Abbaye de l'Espérance. Jusqu'au 5 octobre.)

## MOUILLETON-EN-PAREDS

— Clemenceau, du portrait à la caricature. (Musée national des Deux-Victoires. Du 4 juillet au 29 septembre.)

## NANTES

— Histoire d'un musée, à l'occasion de son 150<sup>e</sup> anniversaire. (Musée des beaux-arts. Du 27 juin au 28 septembre.)

— La vie aux antilles, aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. (Musée Dobrée. Du début juillet à la fin août.)

## LES SABLES-D'OLONNE

— Antonin Artaud, dessins - Donation Charles Sorlier, lithographies. (Musée de l'abbaye Sainte-Croix. Du 5 juillet au 30 septembre.)

Poitou - Charentes  
Aquitaine

## BAYONNE

— Dessins français du dix-septième siècle, de la collection du musée. (De fin juin à fin septembre.) — Bernard Basile, travail sur le bitume. (Du début juillet à la fin août.) — Frédéric Dupuis, peintre de l'école bayonnaise. (Du 15 août à la fin septembre.) Musée Bonnat.

## BORDEAUX

— Les arts du théâtre, de Watteau à Fragonard. (Musée des beaux-arts. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.)

— Frank Stella, peintures. (C.A.P.C. entrepôt Laïné. Jusqu'au 28 juillet.)

— L'art du métal en Aquitaine, des origines au septième siècle. Restauration et conservation. (Musée d'Aquitaine. Jusqu'en septembre.)

## LA ROCHELLE

— Catalogues et correspondances du Québec. (Musée des beaux-arts. Du 20 juin au 31 août.)

— Symposium : Peinture contemporaine du Québec. (Chapelle du lycée Promentat. Du 20 juin au 26 juillet.)

— Mémoire d'une Amérique : du réel au mythe. (Chapelle du

lycée Promentat. Du 10 août au 9 novembre.)

— Bastions de la mer, qu'étaient devenus ? (Concerts du « Rochefort ». Jusqu'au 14 juillet. Oratoire de La Rochelle. Du 26 juillet au 27 août.)

## MONT-DE-MARSAN

— Edouard Cézanne, céramiste et sculpteur lauréat. (Musée du donjon - Lacataya. Jusqu'au 31 août.)

## NIORET

— Costumes, coiffes et parures traditionnelles en Poitou - Charentes. De la Révolution à 1914. (Musée du Donjon. Du 7 juillet au 15 septembre.)

## PÉRIGUEUX

— Sem, cariatuiste périgourdin de la Belle Époque. (Musée du Périgord. Du 27 août au 1<sup>er</sup> décembre.)

## SAINTES

— Saintes, cité bimillénaire. Dix années de recherches archéologiques à Saintes. (Musée archéologique. Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.)

Centre - Limousin  
Auvergne

## BILLOM

— Rencontres de Billom. Georges Excoffier et André Marion. (Salle Saint-Loup. Jusqu'au 18 juillet.)

## CHARTRES

— Bois polychromes. (Musée. Jusqu'en septembre.)

## CHENONCEAUX

— André Brasseur. (Château. Jusqu'au 15 octobre.)

## CLERMONT-FERRAND

— Nos ancêtres les Gaulois mythe national dans l'art au dix-neuvième siècle. (Musée Bargoin. Du 25 juin au 30 septembre.)

## CULAN

— La femme dans la tapisserie. (Château. Jusqu'au 15 septembre.)

## LE PUY

— Les arts au Puy dans les années 1900. (Musée Crozatier. Juillet-octobre.)

— La sculpture française au dix-septième siècle. Pierre Va-

neau 1653 - 1694. (Baptistère Saint-Jean. Jusqu'au 15 septembre.)

## ORLÉANS

— Forces nouvelles, 1935-1939. (Hôtel Cahu. Jusqu'au 14 juillet.)

## TOURS

— L'architecture civile à Tours des origines au seizième siècle. (Musée de l'hôtel Gouth. Du 22 juin à fin novembre.)

— Peintures abstraites en France après 1945. (Musée des beaux-arts. Jusqu'au 31 décembre.)

## UZERCHE-VIGÉOIS

— Le paysage regardé. (Uzerche.)

Languedoc - Roussillon  
Midi-Pyrénées

## ALBI

— Trésors impressionnistes du musée de Chicago. (Musée Toulouse-Lautrec. Du 27 juin au 31 août.)

## BEAULIEU-EN-ROUERGUE

— Autour d'une collection 1945-1980. Donation Geneviève Bonnetot et les Amis de Beaulieu. (Abbaye. Etc.)

## CERET

— Lithographies de la collection Fernand Mourlot : Braque, Chagall, Masson, Matisse, Picasso. (Musée d'art moderne. De juillet à septembre.)

## FOIX

— Images de la vie quotidienne à Foix depuis les origines. (Musée de l'art. Etc.)

## MONTAUBAN

— Ingres et sa postérité, jusqu'à Matisse et Picasso. (Musée Ingres. Du 28 juin au 7 septembre.)

## TOULOUSE

— Restauration et ouverture du musée des Augustins.

## VILLENEUVE-LEZ-AVIGNON

— Usages et images de l'eau : Regards sur les jardins de la Méditerranée. Les jardins de l'utopie. (CIRCA. Chartreuse. Du 12 juillet au 30 octobre.)

Alsace  
Franche-Comté

## ARC-EN-SÈNANS

— Le pain et le sel. (Jusqu'au 15 septembre.)

— Ledoux à Paris. (Jusqu'au 30 septembre.)

— Les architectes comtois du XVIII<sup>e</sup> siècle. (Jusqu'au 15 septembre.) Salles royales.

## BESANCON

— Collections horlogères en Franche-Comté. (Musée des 17 novembre.)

— L'art médiéval français et le patrimoine. (Château. Du 29 juin au 15 septembre.)

## STRASBOURG

— Grand mille ans d'art et de culture. (Musée historique, de fin juin à fin septembre.)

Champagne - Ardenne  
Lorraine

## METZ

— Un musée polyvalent à vocation régionale. (Musée d'art et d'histoire.)

— Sébastien Le Clerc (1637-1714). (Bibliothèque municipale. Jusqu'au 26 juillet.)

## NANCY

— Autour d'une acquisition, cent dessins de Claude Gellée, dit Le Lorrain. (Musée des beaux-arts. Jusqu'au 31 juillet.)

— Majolika, la manufacture de Karlsruhe. (Musée des Beaux-Arts. Du 9 août au 21 septembre.)

— Pont-A-Mousson. (Centre culturel de l'abbaye des Prémontrés. Jusqu'au 20 octobre.)

## SEDAN

— L'Argonne, aspects géologiques, faune, flore, artisanat. (Jusqu'au 7 septembre.)

— Sedan, mai 1940, rétrospective de la vie de 1919 à 1950. (Jusqu'au 14 septembre.) Châteaux fort.

## TROYES

— Claude Domet, cinquante ans de peinture à la cire. (Musée. Du 21 juin au 10 septembre.)

MARIGNAN PATHE - MONTFARNASSE PATHE - QUARTIER LATIN  
CAMBROU - LUMIERE - WEPER - MULTICINE Champagne  
AVIATIC La Bourget - SUXY Boussy-Saint-Antoine - 3 VINCENNES

MICHEL GALABRU  
MYRIAM BOYER • ROGER MERMONT  
PATRICK CHESNAIS • NATHALIE GUERIN

# DRÔLES DE DIAM'S

ROBERT MENEGOTZ  
(Lecteur-lectrice)

SOPHIA LOREN  
JAMES COBURN  
O.J. SIMPSON

# L'ARME AU POING

GAUMONT COLISÉE VO - GAUMONT HALLES VO - QUINTETTE VO  
LA PAGODE VO - MAYFAIR VO - ATHÈNA VO - MONTFARNASSE  
PATHE VO - BERLITZ VO - CAMBROU VO - CLUB Maisons-Alfort VO  
3 VINCENNES VO

QUE LE SPECTACLE COMMENCE

ROSCHEIDER BOSSFOSSE 4th 12  
QUE LE SPECTACLE COMMENCE

En v.o. : U.G.C. BIARRITZ - ST-ANDRÉ-DES-ARTS - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 7 PARNASSIENS  
En v.f. : HELDER - GAUMONT-CONVENTION - GAUMONT-HALLES - Périphérie : V.f. ASNIÈRES.

ISABELLE HUPPERT  
LE MONDRIAN  
JAN NOWICKI  
MARTA MIESZAROS

# LES HÉRITIERS

SÉLECTION OFFICIELLE  
FESTIVAL  
CANNES 1980



**DES SPECTACLES**  
**Théâtre** \_\_\_\_\_

**LEONOR VINL.** *Debutants récents.* —  
Galerie Proscenium, 35, rue de Seine  
(351 82-01). Inauguration 30 juin.

(334-5241). — **FREDERIQUE GALEY JACOB.** —  
Dessins et gravures sur bois.  
— 25, rue du Haut-Pavé, 3<sup>e</sup> qual  
Montebello (334-38-79). Jusqu'au  
2<sup>e</sup> juin.

— **GILLES GUEZ.** Œuvres récentes.  
— Bar de l'Aventure, 53, rue Berthe  
(253-27-76). Jusqu'au 8 juillet.

— **HELION.** Les années 50. — Galerie  
K. Flimker, 25, rue de Tournon (323-  
18-73). Jusqu'au 28 juin.

— **RICHARD JACKSON.** — Galerie

Maeght, 14, rue de Terneran (361-02-97). Jusque fin juin.

**FRANTISKE JANULKA.** Œuvres récentes. Galerie B.C.D. 212, boulevard Saint-Germain (222-12-32). Jusque fin juin.

**G. LARDEUR.** Sculptures... Galerie Marcel-Lenoir, 8 bis, rue Jacques-Callot (65-11-75). Jusqu'au 28 juin.

**JEAN LEGROS.** Œuvres récentes... Galerie R. Pronté, 12, rue de Seine (326-89-22). Jusqu'au 19 juillet.

**TAMARA OE LEMPICKA** (1893-

1880). — 33, rue de Béne (833-82-41). Jusqu'au 20 juillet.

LIAGATCHEV. Aquarelles. copiar : Hommage au Centre national d'art G. Pompidou. Galerie 222, rue du Faubourg Saint-Honoré. Jusqu'au 30 juin.

LE YAVANC. — Galeries Arts et Lettres, 22, rue de l'Odéon (833-49-24). Jusqu'au 30 juin.

MAN RAY. Œuvres de 1912 à 1976. — Artcurial, 8, avenue Matignon (858-23-80). Jusqu'au 19 juillet.

**MATISSE**, Dessins. — Galerie Oline Vierny, 38, rue Jacob (280-23-16). Jusqu'au 20 juillet.

**MARCOS**, Peintures. — Galerie E. de Cousseau, 25, rue de Seine (326-54-18). Jusqu'au 28 juin.

**OANTELE NADAUD**. — Galerie Lucien Ourand, 18, rue Marxisme (326-25-35). Jusqu'au 8 juillet.

**CHANA ORLOFF** (1888-1968). Sculptures, dessins. — Galerie N.R.A., 2, rue du Jour (508-19-58). Jusqu'au 27 juin.

\_\_\_\_\_

**770-61-33** Jusqu'à 3 heures du matin. Ambulance municipale. Sex. em. 61-61-33

LE MOULIN DU VILLAGE Cité Berruyer. Déjeuners, Dîners (jusqu'à 21 h. 30). Christian Vanhove

STRICTLY CONFIDENTIAL

**LE BŒUF OU PALAIS ROYAL F/D.** 18, rue Théophr. 1<sup>er</sup>. 294-44.30

**SALONS de 10 à 200 couverts.**  
c. Elegance, qualité, raffinement.  
Salle digne de votre gourmandise.  
Suggestions du Chef.  
à 80 P tout compris.  
Saut.  
es et scandinaves : hors-d'œuvre  
de renne, caviar salé.  
Salle climatisée. Cuisine française.

restaurant Italien de Paris.  
Cuisine française et italienne.  
verle.

---

croûtes de farci. Fele gras de  
à la basq. En cave. P.M.R., 60 P  
100 P. Menu Dégustation :  
ancien de réputation mondiale.  
de mer. Boissons (Cognac an

COPIES ARE NOT

**LA CHAMPAGNE** 874-44-78 J. 3 h.  
10 bis, pl. Cléchy  
**RESTAURANT DE LA MER**  
Huitres - Coquillages toute l'année.

**LA TOUR D'ARGENT** 8, pl. de  
la Bas-  
selle, 34-32-19. Midi à 1 h. 15 mat.  
Cadre élégant et confortable.  
Tél. 874-44-78

ALSACE AUX HALLES. T. 173. Eau d'Alsace : charcuterie 25, pâté en croûte à la strasbourgeoise 25.

es. Poissons. Grillades. Sa cava.

**Les comédies musicales**

**OUFFES - PARISIENS (296-60-24).**  
V., S. mar., 21 h mer., E., D.,  
mat. 15 h.: *Phi-Phi*  
**ENNAISSANCE (208-21-75).** V., S.,  
20 h. 45, S., 14 h 30, D., 14 h 30  
et 18 h 30 : *Un de la Canne-*  
*blonde*.

10. The following information is for your information only:

[illegible]

\_\_\_\_\_

**LES CHANSONNIERS**  
**AVEAU OU LA REPUBLIQUE** (278-44-45), 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : Sans le mot e con s, Monsieur. (e dialogue n'est ni rig norable.)

le 18 : Stu Martin Trio. Pharoah Sanders Quartet : le 20 : B. Bop.

**A SUCRE**  
**BAB 23.25**  
**DINER-SPECTACLE**

AVEAU OR LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat. dim. 15 h. 30 :

## LA CANNE A SUCRE

**DINER-SPECTACLE**

**A SUCRE**

## THE JOCK

**DINER-SPECTACLE**











## Festivals

**FESTIVAL DU MARAIS**  
(387-74-31)

Hôtel d'Aumont, 21 h 30, les 18, 19,  
20, 21 : Mille trappes de récom-  
pense; le 24. Apollinaire le mal-  
aimé.

Théâtre Essalon, 20 h 30, les 18, 19,  
20, 21 : Edith et Dathia, mimea.

Car'Essalon, du 18 au 24, 20 h 30 :  
la Princesse de Babylone.

Place d'Archevêché, 20 h 30, le 24 :  
Le grand bal des marais.

Monstresses; American Gigolo. —  
Sells I.; Arson-E. Triplet (1897.

[illegible]

**es**

kinténis : 23 h. 30 : Otto Wemmel.  
 THÉÂTRE DES ADO. COUPS (328-  
 18) (D.) 20 h. 30 : Ferny.  
 MAR., 21 h., mat. dim. 18 h.  
 (Jeu) 22 h. 30 : D. Kaminka.  
 WIGGLE (228-12) 20 h. 30 :  
 21 h. 30 : La baleine blanche (Rt.  
 Une cocaine allemande.

# Danse

CENTRE CULTUREL ET CHORE-  
 GRAPHIQUE, les 21. à 20 h. 30,  
 le 22, à 15 h. L. C. Ducas, G. Lou-  
 chard.

CENTRE MARSEILLAIS (589-01-80), les  
 19, 21 à 20 h. 30 : Deso Mioris :  
 les 20, 21 h. 45 : M.K. Sarrailh :  
 le 23 à 20 h. 45 : U. Barnas-  
 wany : le 24 à 20 h. 45 : Karuna-  
 karu.

CENTRE DE PARIS (752-70-44),  
 les 19, 21, à 20 h. 15 : Ris et dan-  
 ceries (Des platinus champagneux  
 sur musique platinus).

THÉÂTRE NOIR (737-43-14) (D.,  
 L.) 20 h. 30, les 19, 18 : Jacques  
 Lecoq : les 20, 21, 94 - Mad  
 Soula.

THÉÂTRE OBLIQUE (335-02-84), les  
 19, 21, à 20 h. 30 : 24 h. 30 : Cie  
 J. Gaudin.

MARSEILLE PARIS v.o.  
 PLAIN SAINT-JACQUES v.o.  
 QUINTETTES v.o.  
 CLICHY PATHE v.f.  
 MONTFARNASSE PATHE v.f.

23, à 24 h : J. Herranz, J.-M. Trohard, guitares, luths (Robinson, Dowland, Haendel, Sor, Petiz,  
de Halle) ; à 24 h 30, à 25 h 30, M.

Baroque, J. A. B. Bourgeois, violon  
baroque, M. Roche, orgue, clavi-  
cin, piano-forte, Th. Pollat, vio-  
loncelle baroque, J.-B. Vassini,  
alto baroque, G. viola d'amore,  
A. Fondeville, soprano, M. Sanlari,  
basson, J. Mercat, Harp, H.  
Cheret, flûte/piccolo.

## ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux, trop éloignés d'une approximation, d'être assurés de lire le Monde, nous acceptons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :

Frères. Rebelles.  
Hors-la-loi. Héros.

# LONG RIDERS

**Le Gang  
des Frères James**

*Amateurs de westerns. ré-  
jouissez-vous.*  
ROBERT CHAPAL - FRANCE 501R

*Un film important... Dépê-  
chez-vous de découvrir Wal-  
ter Hill.*  
YVES BOISSET - LES NOUVELLES  
LITTÉRAIRES

*Un retour aux sources du  
western.*  
PATRICE DE NUBSAC - JOURNAL  
DU DIMANCHE

FESTIVAL  
DE CANNES  
1973  
CINÉMA  
FRANÇAIS

**UN FILM DE  
WALTER HILL**

## BOUFFES DU NORD

à partir du 3 juin  
**giovanna  
marini**  
Annalisa Di Nola  
Tato Di Nola  
Lucilla Galeazzi

## Des techniques et des hommes

Le Centre de perfectionnement des journalistes et des cadres de la presse (C.P.J.) célèbre ses dix ans au service de la profession. L'un des grandes originalités du C.P.J. est de permettre à la presse de prendre en main une part notable de la formation permanente que nécessite l'évolution des techniques de gestion et de fabrication.

A l'origine, « branche mineure » du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (C.F.P.J.) (1), il a, au cours de ces dix années, développé ses activités jusqu'à devenir de plus en plus important que « branche maitresse », le C.F.P.J. forme chaque année plusieurs dizaines de jeunes journalistes.

En octobre 1969, le C.P.J. est créé sous le double patronage du C.F.P.J. et de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille (2) ; son directeur est M. Louis Guéry qui était professeur

La modernisation des entreprises de presse, notamment l'introduction de la photocomposition, ainsi que le développement de l'audio-visuel et la création de nouvelles rubriques dans les journaux nécessitent une modification des rôles et des tâches des cadres. Mais l'entreprise comportera quelques risques puisque la loi sur la formation permanente n'ait été encore votée (3) ; rien n'obligeait les entreprises à financer les sessions de formation suivies par leurs journalistes ; cependant, ces actions se révélant nécessaires, le plupart le firent de leur plein gré.

Quelques chiffres montrent que ces besoins de formation n'ont fait que se développer : en 1969, 495 journalistes assistèrent aux sessions du C.P.J. ; 1 015 en 1971 ; 3 340 en 1973-1974. Pendant la même période, le nombre des heures/auditeurs est passé de 25 700 à 129 832. Les actions se sont diversifiées : en 1969, trois types de formations étaient proposées, il y en a maintenant vingt-quatre ; le nombre des sessions annuelles est passé de onze à plus de quatre-vingt-dix.

### Adapter ses actions à la demande

Certaines entreprises font appel au C.P.J. pour l'organisation de sessions de formation en fonction de besoins particuliers, tels que la formation des secrétaires de rédaction avant l'introduction de la photocomposition.

Actuellement, les sessions rassemblant le plus grand nombre de participants concernent l'actualisation des connaissances et le perfectionnement dans les différentes techniques rédactionnelles. Elles ont représenté, entre 1970-1978, plus de la moitié des heures-auditeurs et ont porté sur l'écriture journalistique, la secrétariat de rédaction, la photographie d'information, la promotion des ventes et la gestion des abonnements.

Le C.P.J. doit constamment adapter ses actions à la demande et mettre sur pied des sessions spécifiques aux besoins de ses stagiaires, ce qui explique que, bien que tout s'ait comparé à celles d'autres organismes de formation, ses prestations soient relativement onéreuses.

De nombreux journeux ayant déjà effectué leur conversion à la photo-composition, les sessions sur les

- (1) Le conseil d'administration du C.F.P.J. est formé partiellement de représentants des journalistes et des éditeurs de journaux auxquels sont venus se joindre les représentants de quatre universités parisiennes.
- (2) De 1971 à 1973, le C.P.J. possédait une antenne à Lille, le C.P.J.-Nord.
- (3) Elle le fut deux ans plus tard.

techniques graphiques ne représentent plus que le dixième des heures-auditeurs du C.F.P.J., alors qu'en 1978-1977 elles étaient encore de 15 %. En revanche, les sessions spécialisées de reconversion destinées aux demandeurs d'emploi, qui avaient eu pour la première fois deux journalistes en 1971-1972, en ont reçu deux cent cinquante-quatre lors du dernier exercice. A leur intention sont organisés des cours de secrétariat de rédaction et des stages destinés à former des journalistes spécialisés dans les rubriques Informatique, Mathématiques, etc., qui font leur

Enfin, le C.P.J. accueille des personnes étrangères à la presse, mais dont les fonctions les amènent à être en contact avec les journalistes (attachés de presse, responsables syndicaux, etc.). Les sessions organisées pour eux sont destinées à faciliter leur dialogue avec les journalistes et, ainsi, éviter les préjugés et incompréhensions qui perturbent la bonne circulation de l'information.

Ces dix ans de développement du C.P.J. se sont accompagnés d'un agrandissement des locaux, de l'installation de matériel coûteux, d'un accroissement considérable du nombre des personnes employées et des dépenses de l'association. Bien que ces charges ne soient pas totalement couvertes par les inscriptions, le C.P.J. réussit pratiquement à équilibrer son budget grâce à l'aide apportée par le Fonds d'assurance formation des journalistes parisiens et la contribution volontaire de quelques entreprises qui attribuent au C.P.J. une partie de leurs fonds de formation. — J.-C. R.

\* C.P.J., 32, rue du Louvre,  
75002 Paris, tél. 508-86-71.

● **Le magazine «Télé-7 jours**, numéro 8 des publications françaises avec une diffusion de près de 1 millions d'exemplaires chaque semaine, célèbre le vingtième anniversaire de sa création, ce mercredi 18 juin. M. Jean Diwo, en tant que directeur de la rédaction, a largement contribué à la réussite de ce magazine, spécialiste de l'actualité et de la participation égaie, — par le groupe Paris-Match et Hachette et, aujourd'hui, édité par la société Pressinter (qui appartient au groupe Edi-7, lui-même fille de Hachette). M. Diwo préside le conseil d'administration et le développement du groupe Edi-7, tandis que M. Jean - Paul Olivier deviendra directeur de la rédaction de *Télé-7 jours*, à partir du


● Le *Journal « Sud-Ouest »*, édité à Bordeaux, n'a pas paru ce mercredi 18 juin, et la suite d'un mot d'ordre de grève lancé par le Syndicat du livre C.G.T., pour protester contre la comparution de Léopold Sédar Senghor devant le tribunal de grande instance, sur plainte de la Sapesso, société éditrice du quotidien, pour les grèves de février et mars 1979 que la direction considère comme illégales.

Le *Sapesso* demande une somme de 600 000 francs. Le tribunal a mis son jugement en délibéré jusqu'au 22 juillet.

« Le Bien public », quotidien d'actualité, publie un numéro spécial à l'occasion du cent trentième anniversaire de sa fondation. M. Jean-Claude Aubry, rédacteur en chef, écrit à cette occasion : « C'est à l'aube de l'ère industrielle, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, que le bien de fer et du feu, le manganisme, le Bien public intègre aujourd'hui l'informatique et sa gestion, à sa fabrication puis à sa rédaction, après avoir anticipé les mutations techniques qui l'ont conduit parmi les journaux les plus modernes. C'est également la composition automatique, l'usage des rotatives modernes, puis l'offset, a

**contre le vol**  
il y a quelque chose à faire  
**ALARME 2000**  
la solution d'aujourd'hui  
en pensant à demain

**Le DI 50 ME**  
radar hyperfréquence autonome  
et sans installation



Une protection simple, efficace,  
immédiatement opérationnelle.  
Téléphonez au 525.44.33.

Ne vivez pas vos vacances avec l'angoisse du retour. N'hésitez pas : pour connaître les possibilités du DI 80 ME remplir et retourner le bon ci-dessous à ALARME 2000 8, rue Godin, 75016 PARIS

.....

Nom .....  
Prénom .....  
rue .....  
n° ..... code postal .....  
ville .....



		ANNONCES CLASSEES		ANNONCES ENCADREES		Le m/m del. T.C.	
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00	<b>ANNONCES CLASSEES</b>	OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80	REPRODUCTION INTERDITE
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48		DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40	
IMMOBILIER	39,00	45,86		IMMOBILIER	25,00	29,40	
AUTOMOBILES	39,00	45,86		AUTOMOBILES	25,00	29,40	
AGENDA	39,00	45,86		AGENDA	25,00	29,40	
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48					

offres d'emploi      offres d'emploi      offres d'emploi      offres d'emploi

## PROCTER & GAMBLE

L'un des premiers groupes de l'Industrie Chimique Mondiale  
(ARIEL, DASH, BONUX, LEONOR, CAMAY, ZEST, MONSIEUR, Mr. PROCTER, PAMPER, recherche

Pour le Département Développement des Produits de la filiale française et pour son Centre technique Européen :

### DE JEUNES INGENIEURS DYNAMIQUES, CREATIFS

désireux de se battre pour leurs idées et d'obtenir des résultats.

Ils seront chargés :

- d'assurer la conception et la gestion technique des produits,
- de développer l'innovation technologique en vue de l'élaboration de nouveaux produits.

Ceci, dans le contexte spécifique du marché français, soit pour l'ensemble des filiales européennes.

L'évaluation régulière de ces résultats déterminera seule leur progression dans le cadre d'une promotion exclusivement interne.

Une bonne connaissance de la chimie et de l'anglais est nécessaire. Les candidats devront être libérés de leurs obligations militaires.

Ecrivez-nous : PROCTER & GAMBLE FRANCE  
Département du Personnel (Recrutement des Cadres)  
96, avenue Charles de Gaulle, B.P. 107, 92201 NEUILLY-CEDEX.

## SERI RENAULT INGENIERIE

OFFRE dans son département AMENAGEMENT-CONSTRUCTION et ENERGIE des POSTES EVOLUTIFS pour candidats à FORT POTENTIEL.

### des INGENIEURS D'AFFAIRES

- Ce sont des ENSEMBLIERS à qui sera confiée la responsabilité globale des projets au plan commercial, technique et financier de l'avant projet à la réalisation.
- Ils animeront des EQUIPES PLURIDISCIPLINAIRES et assureront la coordination nécessaire à la conduite des projets.
- Ingénieurs CENTRALE, AM, TP, INSA, ENSAIS, ...
- Expérience en études, chantiers et planification de bâtiments, de 5 à 10 ans.
- Grande aptitude aux contacts et à la négociation, adaptabilité à des projets différents.
- Capables de travailler en ANGLAIS

### un INGENIEUR EN INSTALLATIONS ELECTRIQUES

(études et réalisations)

- Au sein d'équipes PLURIDISCIPLINAIRES il devra réaliser des études d'installations électriques et fournir une assistance technique aux responsables de projets pour le suivi et la réception des travaux.
- Ingénieur ETP, ESME, EEMI, ENSI... Expérience de 5 à 10 ans en études et réalisations d'installations électriques de production, transformation, distribution haute, moyenne et basse tension, courants faibles, téléphone.
- Expérience en AUTOMATISMES permettant de comprendre et de contrôler les schémas.
- Capable de travailler en ANGLAIS.

### des INGENIEURS D'AFFAIRES PROGRAMMATION ET AMENAGEMENT

- Ingénieurs GRANDE ECOLE avec si possible FORMATION COMPLEMENTAIRE en "bâtiment"
- Spécialisés en organisation ou en programmation immobilière
- Capables d'assumer la responsabilité complète d'une affaire (coût/déla - technique)

LA REMUNERATION TIENDRA COMPTE DE LA PERSONNALITE ET DE L'EXPERIENCE DES CANDIDATS

Adresser lettre manuscrite précisant les motivations, avec CV détaillé, photo et prétentions à :

**Seri**  
Direction du personnel  
SERI RENAULT ENGINEERING  
B.P. 19 - 2 Avenue du Vieil Etang  
78390 - BOIS D'ARCY

## emplois régionaux

### THOMSON-CSF

DIVISION DES ACTIVITES SOUS-MARINES  
Centre du CAGNES-SUR-MER

recherche un

### TECHNICIEN D'OPTIQUE DYNAMIQUE

Travail de préparation, polissage et découpe de cristaux dans une unité de production de composants acoustiques à ondes de surface.

Quelques années d'expérience dans le polissage de cristaux pour l'optique ou l'électronique.  
Minimum 25 ans.

Adresser C.V. détaillé à THOMSON-CSF  
Service du Personnel, B.P. 23, 06302 Cagnes-sur-Mer.

### Organisation Professionnelle Agricole du secteur des semences recherche

### UN DIRECTEUR

pour son laboratoire situé à ANGERS

- Etudes technologiques de semences, analyses, direction du personnel et gestion, contacts avec particuliers.
- Ingénieur expérimenté dans le contrôle de la qualité des produits agricoles.
- Age : 30 ans minimum.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à la F.N.A.M.S., 74-76, rue Jean-Jacques-Rousseau, 72001 PARIS.

### Le CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ORLEANS recherche :

- Un orthoptiste à temps partiel, Adresser candidature à Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier régional d'ORLEANS, 45027 ORLEANS CEDEX.
- Ville de MARTIGNY (Bouches-du-Rhône), 40.000 habitants, recrute un (e) sous-bibliothécaire par voie de mutation ou de concours sur titre ouvert aux candidats titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire. Adresser candidatures, C.V. et copies de diplômes à M. le MAIRE, B.P. 101, 13491 MARTIGNY CEDEX, avant le 15 JUILLET 1980.

Objectif : création de chaque entreprise en fin de stage.

Places limitées à dix participants.

Renseignements, et candidatures :

CENTRE DE FORMATION CONTINUE de la Chambre de Commerce de Chambéry (rue de Saint-Casimir, 73000 CHAMBERY, Téléphone (79) 65-52-36.

## TALBOT

### AUTOMOBILES TALBOT

recherche

### DES INGENIEURS ET CADRES DEBUTANTS

(libérés des obligations militaires)

Diplômés «Grandes Ecoles» (Centrale, Mines, Arts et Métiers, Ponts et Chaussées, Supélec, Télécom., HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po, ESCA, etc.)

Des perspectives de carrière dans les domaines :

- PRODUCTION - METHOSES
- ETUDES - ESSAIS
- ACHATS (Formation Ingénieur)
- INFORMATIQUE
- COMMERCIAL (pour les activités Ventes avec affectations dans le réseau)
- MARKETING PRODUIT (Formation Ingénieur)

Oix huit mois d'affectations successives dans des branches d'activités complémentaires permettront aux candidats de découvrir, outre la connaissance de l'Entreprise, une expérience pratique et d'acquiescer ainsi à des postes de responsabilités.

Adresser dossier de candidature complet (CV + photo) en précisant l'orientation souhaitée à :

SECRETARIAT GENERAL - Gestion Personnel Cadre - 45, rue Jean-Pierre Timbaud 78307 POISSY.

## emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### PANTASHOP INDUSTRIES (DIVISION SPORTSWEAR)

recherche

### UN DIRECTEUR DE PRODUCTION

### UN CHEF DE FABRICATION

### UN CHEF MECANICIEN

### DEUX CHEFS D'ATELIER

POUR SON USINE DE TUNIS

Faire offre à M. DESAILLOUD, Etablissement SOFACO, 86600 LUSIGNAN.

### OFFICE MILITAIRE POUR LES INDUSTRIES STRATEGIQUES (OMIS)

ORGANISME ETATIQUE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE MALGACHE recrute :

### JEUNES INGENIEURS GEOLOGUES DEBUTANTS

### INGENIEURS GEOLOGUES ou GEOLOGUES

ayant quelques années d'exp., en partic. dans le sédimentaire

### INGENIEURS GEOPHYSICIENS

de nationalité malgache Disponibles de suite Avenir assuré

Adr. C.V. et prétentions, à OMIS, B.P. 6 bis, ANTANANARIVO, MADAGASCAR

### TOULOUSE

Grand magasin recherche

### SON CHEF D'EXPLOITATION GENERALE

Ce poste, administratif et commercial, a larges délégations de responsabilités, préparera à la fonction de DIRECTEUR ADJOINT. Expérience indispensable de la distribution.

Ecrire sous n° 12.556 COFAP, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

Entreprise moyenne T.P. recherche pour son agence BRETAGNE (Morbihan) JEUNE INGENIEUR T.P. ou SIMILAIRE CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Age 25 ans environ, 3 ans d'expérience, libre de suite. Activité : génie civil, béton armé et précontraint.

Adresser C.V. photo et prét. s/r/lt. 1982 à LICHOU SA, B.P. 220, 72002 Paris Cedex 02 qui transmettra.

### Bureau d'Etudes Spécialisé recherche ingénieur

### CIRCULATION & TRANSPORTS

pour mission 1 an minimum en Afrique Francophone. Expér. 3 à 5 ans indispensable dans les deux domaines cités. Condition très intéressante. Envoyer de suite urgence C.V. et prétention à S.C.P.F., Le Mes de Vieux-Colline, 19090 AIX.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

### psychologue consultant

Le cabinet de l'Institut de Psychologie de l'Université de Paris 10, recherche un psychologue consultant pour l'enseignement supérieur.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de psychologie et avoir une expérience professionnelle de plusieurs années.

Le poste implique des déplacements fréquents dans les universités de la région parisienne.

Le salaire est fixé en fonction de l'expérience et des compétences.

Envoyer le dossier à l'Institut de Psychologie, Université de Paris 10, 92001 Nanterre.

### CONSEILLER REGIONAL DEGESTION:

RECHERCHER NOS CONCESSIONNAIRES A MANGER ET A BOIRE

Le cabinet de l'Institut de Psychologie de l'Université de Paris 10, recherche un conseiller régional de gestion pour l'enseignement supérieur.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de gestion et avoir une expérience professionnelle de plusieurs années.

Le poste implique des déplacements fréquents dans les universités de la région parisienne.

Le salaire est fixé en fonction de l'expérience et des compétences.

Envoyer le dossier à l'Institut de Psychologie, Université de Paris 10, 92001 Nanterre.

### juriste débutant

Maîtrise ou doctorat de Droit

Le cabinet de l'Institut de Psychologie de l'Université de Paris 10, recherche un juriste débutant pour l'enseignement supérieur.

Le candidat devra être titulaire d'une maîtrise ou d'un doctorat de droit.

Le poste implique des déplacements fréquents dans les universités de la région parisienne.

Le salaire est fixé en fonction de l'expérience et des compétences.

Envoyer le dossier à l'Institut de Psychologie, Université de Paris 10, 92001 Nanterre.

### 2 ingénieurs support de vente

HF

Le cabinet de l'Institut de Psychologie de l'Université de Paris 10, recherche deux ingénieurs support de vente pour l'enseignement supérieur.

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme d'ingénieur et avoir une expérience professionnelle de plusieurs années.

Le poste implique des déplacements fréquents dans les universités de la région parisienne.

Le salaire est fixé en fonction de l'expérience et des compétences.

Envoyer le dossier à l'Institut de Psychologie, Université de Paris 10, 92001 Nanterre.

### Ingénieur d'affaires chantier

Importante société de prestations de services, nous recherchons notre "ambassadeur" sur les chantiers nucléaires français.

Sa mission : nouer des relations à haut niveau : responsables des chantiers et des entreprises de sous-traitance, mais aussi à niveau des hommes de chantier.

Pour être entendu des spécialistes, il devra parler en expert. Cela exige une forme d'esprit qui ne s'acquiert nulle part ailleurs que sur le terrain, et de très bonnes connaissances dans au moins une des techniques utilisées. (Electricité, montage charpentes métalliques, mécanique, etc.).

Son objectif : vendre nos services et assurer le suivi des opérations.

Son profil : il a un niveau d'ingénieur doté d'une solide expérience du chantier (7 à 10 ans) et environ 35 ans.

Basé à Paris, il rayonnera sur tout l'hexagone et agira en liaison étroite avec le Directeur des Relations Extérieures.

Le salaire de départ, directement lié à la formation et à l'expérience sera de 100 à 130.000 francs.

RSC G Carrières nous transmettra les candidatures qui lui seront adressées sous référence 2050 - 64, rue La Boétie - 75008 - PARIS.

### Ingénieur de vente HF

Le cabinet de l'Institut de Psychologie de l'Université de Paris 10, recherche un ingénieur de vente pour l'enseignement supérieur.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur et avoir une expérience professionnelle de plusieurs années.

Le poste implique des déplacements fréquents dans les universités de la région parisienne.

Le salaire est fixé en fonction de l'expérience et des compétences.

Envoyer le dossier à l'Institut de Psychologie, Université de Paris 10, 92001 Nanterre.

### 2 ingénieurs support de vente HF

Le cabinet de l'Institut de Psychologie de l'Université de Paris 10, recherche deux ingénieurs support de vente pour l'enseignement supérieur.

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme d'ingénieur et avoir une expérience professionnelle de plusieurs années.

Le poste implique des déplacements fréquents dans les universités de la région parisienne.

Le salaire est fixé en fonction de l'expérience et des compétences.

Envoyer le dossier à l'Institut de Psychologie, Université de Paris 10, 92001 Nanterre.

### Ingénieur de vente HF

Le cabinet de l'Institut de Psychologie de l'Université de Paris 10, recherche un ingénieur de vente pour l'enseignement supérieur.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur et avoir une expérience professionnelle de plusieurs années.

Le poste implique des déplacements fréquents dans les universités de la région parisienne.

Le salaire est fixé en fonction de l'expérience et des compétences.

Envoyer le dossier à l'Institut de Psychologie, Université de Paris 10, 92001 Nanterre.

### Ingénieur de vente HF

Le cabinet de l'Institut de Psychologie de l'Université de Paris 10, recherche un ingénieur de vente pour l'enseignement supérieur.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur et avoir une expérience professionnelle de plusieurs années.

Le poste implique des déplacements fréquents dans les universités de la région parisienne.

Le salaire est fixé en fonction de l'expérience et des compétences.

Envoyer le dossier à l'Institut de Psychologie, Université de Paris 10, 92001 Nanterre.



	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	14,00
IMMOBILIER	39,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAL	105,00	123,48

## ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.C.
ANNONCES ENGAGEES	93,00	93,00
OFFRES D'EMPLOI	9,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	25,40
IMMOBILIER	25,00	25,40
AUTOMOBILES	25,00	25,40
AGENDA	25,00	25,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### psychologue consultant

Fondé en 1971, notre Cabinet de Conseil en Recrutement, spécialisé dans la recherche de cadres, a obtenu jusqu'à un bon développement. Cette année encore nous pourrions dépasser les 35%.

Cependant, notre politique n'est pas de grandir sans cesse. Notre volonté est, au contraire, de rester à une dimension humaine, où la qualité de l'accueil des candidats et le service à nos clients sont au premier plan.

Vous êtes jeune psychologue débutant, vous connaissez l'anglais et vous êtes désireux de faire équipe avec nous pour prendre en charge avec rapidité et en pleine autonomie certaines missions de recherches de cadres que nous confions à nos clients.

Nous sommes prêts à investir en formation pour que vous réussissiez pleinement avec nous.

Nous sommes et restons peu nombreux en effectif, c'est pourquoi nous attachons autant d'importance à la qualité du contact que nous aurons ensemble.

Merci d'envoyer votre CV sous référence 4613 à Michel MONIER.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE  
28, av. de Messine  
75008 PARIS

### JEUNES INGENIEURS

SERI RENAULT INGENIERIE

recherche quelques jeunes ingénieurs

- Ingénieurs GRANDE ECOLE formation polyvalente
- Intéressés notamment par l'analyse de systèmes complexes, l'informatique industrielle et l'utilisation de la robotique
- Après une formation complémentaire, à la Direction Technique, en techniques avancées et méthode d'Ingénierie, ils se verront progressivement confier des responsabilités dans le cadre d'études et de réalisations industrielles.

Adresser, lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillé et photo à :

Seri  
Renault Ingenierie

Direction du Personnel  
Seri RENAULT ENGINEERING  
B.P. 19 - 2, avenue du Vieil Etang  
78390 BOIS-D'ARCY

ETABLISSEMENT BANCAIRE recherche

### JEUNES DIPLOMÉS(ÉES)

ESSEC - HEC - ESCP - IEP PARIS ou équivalent pour devenir

ATTACHÉS DE DIRECTION

chargés des relations avec sa clientèle d'Entreprises à Paris ou en Province.

Les candidats devront être fortement motivés par une activité de type commercial demandant par ailleurs des connaissances précises en économie générale, en droit des affaires, en comptabilité et en gestion des entreprises.

L'anglais est indispensable, une seconde langue étrangère est souhaitée.

Rémunération annuelle brute de départ 75000 +

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo n° 15 746. PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur 75002 PARIS.

### CONSEILLER REGIONAL DE GESTION:

POUR AIDER NOS CONCESSIONNAIRES A MIEUX GERER LEUR PME

De formation commerciale supérieure (ESC, EDHEC, etc...) option finances-compta (DECS ou équivalent) vous avez une très nette sympathie pour la gestion de PME.

Et puis, parce que vous savez que la vraie carrière passe forcément par le terrain, vous êtes prêt à vous implanter auprès de nos concessionnaires, à vivre dans une métropole régionale pour assister un de nos directeurs régionaux. Dans une fonction que nous régionalisons et développons.

Conseiller en gestion, vous interviendrez directement auprès de notre solide réseau de concessionnaires indépendants : amélioration des systèmes de gestion, conseil sur la planification et le contrôle budgétaire, aide à la mise en place de systèmes automatisés, évaluation des risques financiers.

Vos interlocuteurs ? Le patron de la concession, son chef comptable et administratif, mais aussi la direction régionale que vous conseillerez pour tout problème de gestion et de développement du réseau.

Enfin, vous assurerez la gestion du budget commercial de la région et le contrôle de son affectation.

Vous avez déjà une première expérience pratique ? Cela vous aide dans cette mission. Au sein d'un groupe multinational.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 5030 à nos carrières - 64, rue la Boétie - 75008 PARIS.

Ingersoll-Rand recherche pour sa Division outils pneumatiques

### inspecteur de vente HF

pour développer le réseau de distributeurs existant et suivre la clientèle directe.

Pour ce poste, il est souhaité un diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce ou un technicien supérieur, mécanicien, avec une formation commerciale complémentaire, âgé de 28 ans minimum, ayant une bonne connaissance de l'anglais et disposant d'une expérience d'au moins 5 ans de la vente/marketing de produits industriels ou d'équipement automobile par l'intermédiaire de distributeurs.

Le poste est basé à TRAPPES (78) et comporte de courts déplacements fréquents (70% du temps). Une voiture de société est prévue.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser CV détaillé et prétentions, sous référence 9276, au Service du Personnel, 5-7 avenue Albert Einstein, 78190 Trappes.

### MSL international

73, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.  
94, rue Servant Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

### Directeur des ventes et du marketing

180/200.000 F Paris

Un groupe français, en croissance régulière, spécialisé dans la vente et la construction de maisons individuelles recherche son directeur des ventes et du marketing pour la région parisienne. Cependant du directeur général de l'île de France, il prendra en main la politique marketing, la définition de la stratégie commerciale et de ses moyens : élaboration des budgets, action publicitaire, formation du personnel de vente, études de marchés, etc... Ce poste sera confié, de préférence, à un diplômé de l'enseignement supérieur commercial, d'environ 30/35 ans, ayant une expérience concrète de la vente de biens de consommation durables. La pratique de quelques années des différents aspects du marketing et de la publicité est nécessaire. Savoir vendre, former, communiquer, animer et diriger est indispensable. A la rémunération convoitée (fixe plus intéressement calculé sur la réalisation des objectifs) s'ajoute une voiture de fonction. Ecrire à Bernard Mangou - R.F. M 2322 (Paris).

### Adjoint Directeur Technique Europe

Engineering de Production Normandie

Filiale d'un groupe multinational spécialisé dans la fabrication et la vente d'emballages industriels, une société française (CA 250 millions de F) recherche un ingénieur pour secondier son directeur technique Europe Sud. Dans un premier temps, il prendra en charge des activités engineering pour les usines du groupe (France, Espagne, Italie, Portugal, Maroc) et ses responsabilités concerneront principalement les études d'implantation de matériel d'atelier, voire d'usines ainsi que l'adaptation de la technique et de la technologie. Lui seront également confiées certaines tâches administratives (justifications d'investissements, etc...). Au terme de 2 à 3 ans, sa fonction est appelée à évoluer vers une direction d'établissement à l'étranger. Enfin, le déroulement de sa carrière devrait l'amener à d'importantes responsabilités au niveau de la direction technique européenne. Ce poste conviendrait à un ingénieur (A.M. ...) de 32 ans minimum, pratiquant parfaitement l'anglais et, si possible, une autre langue latine, ayant exercé des responsabilités d'engineering ou de production pour des fabrications mécaniques de série. Il aura, si possible, déjà résidé à l'étranger ou tout au moins sera prêt à s'expatrier quelques années. A une rémunération de départ modeste s'ajoutent de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe international. Ecrire à Yves Blanchon - Réf. M 9311 (Paris).

Discretion totale assurée

### juriste débutant

Maîtrise ou doctorat de Droit

Important Organisme National recherche, pour son siège à Paris, juriste débutant. Il sera associé à des travaux d'études relatifs à la préparation, à l'application et au suivi de toute décision en matière de Droit du Travail ; il aura également un rôle de conseil.

Poste de niveau cadre en début de carrière, évolutif, permettant l'accès à des fonctions de responsabilités au sein d'un organisme pratiquant la promotion interne et donnant les moyens de cette promotion.

Adresser lettre de candidature avec CV détaillé et photo sous réf. 7943 à :

Organisation et publicité  
2 rue Mazarine 75001 PARIS

### un fiscaliste

justifiant d'une expérience de 5 années acquise soit dans l'administration des Impôts soit dans une société fiduciaire.

Lieu de travail : Banlieue Ouest Paris

Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous référence 8839 à L.T.P.  
31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 qui transmettra

### Ingersoll-Rand ingénieur de vente HF

pour développer les ventes de compresseurs d'air de 150 à 700 CV dans les régions Nord et Picardie.

Pour ce poste il est souhaité un Ingénieur mécanicien, âgé de 25 ans minimum, l'anglais lu et compris, et une expérience de la vente de biens d'équipement de type compresseurs, pompes, etc.

Ce poste est basé dans la région Nord-Picardie et comporte de courts déplacements fréquents (75% du temps). Une voiture de société est prévue. (Référence 9277A)

### 2 ingénieurs support de vente HF

pour étudier et préparer les offres, suivre les commandes.

Pour ces postes, il est souhaité une formation technique (en mécanique ou électricité) de niveau ingénieur, un âge minimum de 25 ans, l'anglais lu, compris, et si possible parlé (perfectionnement prévu).

Ces postes sont basés à Trappes (78) et comportent quelques déplacements de courte durée en France. (Référence 9277 B)

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur CV détaillé et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, 5-7 avenue Albert Einstein, 78190 Trappes.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE Banlieue Sud-Ouest recherche pour la

### un responsable du service gestion

Il supervisera le service de gestion des approvisionnements. Il sera chargé de l'établissement et du suivi du budget des achats à court et moyen terme. Il réalisera des études ponctuelles sur tous les problèmes touchant les approvisionnements.

Nous recherchons un cadre confirmé ayant plusieurs années d'expérience en gestion administrative dans un service achats ou production.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous No 62759 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

IMPORTANTE STE D'EXPERTISE COMPTABLE recherche

### EXPERT - COMPTABLE

titulaire diplôme universitaire, pour assurer, en collaboration avec la Direction Générale à PARIS :  
- l'établissement et l'adaptation des méthodes et procédures comptables en fonction de la législation et des normes professionnelles ;  
- le suivi et respect des instructions en la matière auprès des Bureaux Régionaux ;  
- l'animation et le contrôle sur le plan technique comptable des responsables et personnel d'encadrement au siège et en province ;  
- une participation aux séminaires de formation et d'information destinés aux collaborateurs et à la clientèle.

Poste de haut niveau nécessitant une expérience de cabinet confirmée et le sens des relations humaines.

Rémunération liée à la valeur professionnelle et personnelle du candidat.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions, sous la référence 8433, à la Membre de Publicité, 5, rue des Italiens - 75002 PARIS - CEDEX 08.

IMPORTANT GROUPE de CONSEILS D'ENTREPRISES recherche pour PARIS

### ingénieur en organisation

30 ans minimum

- Formation supérieure souhaitée.
- 5 ans d'expérience en conseil minimum.

Possibilités intéressantes pour candidat dynamique ayant goût du conseil.

Adresser C.V., photo et prétentions à FIDEX - DIRECTION PARIS 18 bis rue de Villiers 92300 LEVALLOIS PERRET

### URGENT

SOCIETE PHOTOGRAPHIQUE SIEGE SOCIAL PARIS Unité de production région méditerranéenne recrute immédiatement

### PLUSIEURS TECHNICIENS-COMMERCIAUX

Pour PARIS et PROVINCE  
Fixe + commission  
Envoyer C.V. sous n° 83339 M à REGIE-PRESS, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

### HAVAS CONTACT

vous prie de noter son nouveau numéro de téléphone

562.30 00

156 Bd Haussmann, 75008 Paris











Le Monde

# équipement

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### Le président de la République va étudier avec les responsables de Bretagne les dossiers économiques, agricoles et maritimes

Le président de la République doit réunir, le 19 juin, pour une séance de travail suivie d'un déjeuner, plusieurs représentants et responsables de Bretagne pour faire le point des différents dossiers économiques, agricoles et maritimes qui intéressent cette région et leur annoncer des mesures de relance. La délégation devait être composée de MM. Raymond Marcellin, président (P.R.) du conseil régional; Louis Orvoën, président (centriste) du conseil général du Finistère; Charles Josselin, président (P.S.) du conseil général des Côtes-du-Nord; François Le Douarec, président (R.P.R.) du conseil général d'Ille-et-Vilaine. Seront également présents les quatre premiers vice-présidents du conseil régional: MM. Guy Ghermeur, député (R.P.R.) du Finistère; Jean Hamelin, député (R.P.R.) d'Ille-et-Vilaine; Ber-

nard Lemarié, sénateur (centriste) des Côtes-du-Nord; et Joseph Yvon, sénateur (centriste) du Morbihan. Le Comité économique et social sera représenté par son président, M. René de Foncaud, et des trois premiers vice-présidents, MM. Gilles Posseme, Jacques Fortin et Alain de Gerville. Le président de la République sera entouré de MM. Raymond Barre, premier ministre; Christian Bonnet, ministre de l'intérieur; Yvon Bourges, ministre de la défense; Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie; Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture; André Girard, ministre de l'industrie; Joël Le Theule, ministre des transports; Michel Debatte, secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires; et Marc Bécarré, secrétaire d'Etat aux collectivités locales.

### Le Sud-Ouest passe avant l'Ouest

Rennes. — Attendre et voir. Telle est en général l'attitude des responsables politiques, économiques et sociaux de Bretagne à la veille de la rencontre de l'Elysée, au terme de laquelle sont attendues des réponses aux deux questions posées le 6 décembre dernier devant le président de la République par M. Raymond Marcellin, (P.R.) président du conseil régional. Il est vrai que certains se demandent si les réponses du chef de l'Etat procéderont d'un véritable plan de développement de la Bretagne ou se limiteront à de vagues engagements sur une véritable relance aux ambitions restreintes, ce qui viendrait conforter l'argumentation selon laquelle la délégation bretonne sera reçue plutôt par le futur candidat à l'élection présidentielle que par le président de la République.

L'unanimité apparaît néanmoins dès lors que l'on dresse le constat d'une situation économique et sociale inquiétante. Avec 65 000 chômeurs à la fin de mai 1980, la Bretagne enregistre par rapport à mai 1979, une augmentation de 7,25 % du nombre des demandes d'emploi non satisfaites. Le taux de chômage, par rapport à la population salariée, y est de 2,5 % supérieur à la moyenne nationale. Dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, le nombre d'emplois a diminué de 24 900 entre janvier 1975 et janvier 1980. Trente-deux mille exploitations agricoles ont disparu au cours des neuf dernières années. Si les objectifs fixés par le VII<sup>e</sup> Plan en matière d'installations de jeunes agriculteurs (2 000 par an) sont respectés, ces installations deviendront toutefois de plus en plus difficiles en raison des problèmes de financement qui ne cessent de s'aggraver. Aux inquiétudes des producteurs de lait et de viande bovine se sont ajoutées les récentes crises de la pomme de terre et des arachides. Par contre, les productions avicoles et porcines sont en expansion même si le marché reste fragile.

La pêche traverse, elle aussi,

De notre correspondant

une période difficile : restructuration et diminution de la flotte, difficultés de commercialisation, augmentation considérable du coût des carburants et enfin délicate question de la liberté d'accès des pêcheurs de la Communauté économique européenne dans les eaux des Etats membres, notamment les eaux britanniques.

Dans le secteur de l'industrie, le nombre d'emplois est passé de 284 620 en 1975 à 285 875 en 1980. La profonde restructuration dans le bâtiment (disparition de grandes entreprises régionales absorbées par des groupes nationaux ou internationaux et restructuration des industries traditionnelles (textile, chaussures, conserverie) ont créé un douloureux choc psychologique à peine atténué par le développement des entreprises artisanales. L'incertitude qui pèse sur l'avenir des deux usines Citroën de Rennes (14 000 emplois) et 10 000 salariés seront, pour la seconde fois en deux mois, au chômage technique. Les salariés des usines de la région de Brest, du 23 au 27 juin, confortent encore l'idée d'insécurité économique.

#### « Révolution » agricole

Le bilan d'exécution du VII<sup>e</sup> Plan en matière de création d'emplois indique que seule la branche des services (445 485 emplois en janvier 1975, 515 180 en janvier 1980) répond aux objectifs définis; mais, depuis 1978, le secteur public ne crée plus d'emplois alors que les entreprises de travail temporaire se multiplient très rapidement en Bretagne.

Pourtant, il est incontestable que d'importants efforts ont été réalisés : « révolution » agricole en profondeur, développement portuaire, investissements massifs dans la recherche, confirmation de la vocation électronique et maritime, efforts de « désenclavement », volonté régionale réelle de décollage économique, un moment soutenu par la politique d'aménagement du terri-

toire ont marqué les années 1960 et 1970. La crise et les nouvelles priorités économiques qu'elle a engendrées ont empêché la Bretagne de passer le cap qu'elle avait un instant entrevu. Le Premier ministre, le mot de M. Charles Josselin (P.S.), président du conseil général des Côtes-du-Nord, n'a pas été frappé comme d'autres régions d'un infatigable discours d'optimisme. Dans le premier cas, la solidarité nationale a accompagné les aides du Fonds spécial d'adaptation industrielle et dans le second on n'a pas cherché de remède. On se souvient aussi que dès l'annonce du plan Sud-Ouest, en novembre dernier, M. François Le Douarec (R.P.R.), président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, avait réclamé « un effort comparable en faveur de la Bretagne ».

A l'Elysée, six grands dossiers seront plus particulièrement évoqués par la délégation bretonne. Le Comité économique et social, tardivement associé à la préparation de cette rencontre, attirera l'attention du chef de l'Etat et du gouvernement sur les équipements portuaires et les activités liées à la mer, le plan routier breton qui devait être achevé en 1975 et qui, en son temps, revêtait un caractère prioritaire, le devenir des industries agro-alimentaires. Le conseil régional insistera, pour sa part, sur l'enclavement et les constructions scolaires, le plan ferroviaire avec l'électrification des lignes Rennes-Brest, Rennes-Quimper et la vocation électronique de la Bretagne.

CHRISTIAN TUAL

● Une entreprise américaine à Valbonne. — La Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) a annoncé le 18 juin l'installation de la société américaine Dow Corning dans le parc international d'activités de Valbonne (Alpes-Maritimes). Cette société, spécialisée dans la fabrication des silicones, devrait créer cent cinquante emplois.

## ARCHITECTURE

### AU CONGRÈS DE MARSEILLE

### Le nouvel Institut ne sera pas une « super-école »

Nouveaux marchés, nouvelles frontières, dialogue avec l'usager. Les quelque trois cents architectes réunis à Marseille du 13 au 16 juin, à l'appel de l'Union nationale des syndicats français d'architectes (U.N.S.F.A.), ont tenté de se mettre au goût du jour afin de combattre la morosité, tout en présentant au ministre de l'environnement et du cadre de vie, un habituel cahier de doléances.

Marseille. — Impatience. Après ceux de l'Espoir (Caen), du malentendu (Aix-les-Bains) et des promesses (Tours), le congrès de Marseille était, selon M. Joseph Brémont, président de l'U.N.S.F.A., celui de l'« impatience ». Au risque de provoquer par un interminable discours celui du ministre, attendu à Paris, M. Brémont n'hésita pas à inventer les difficultés de tous ordres qui minent le champ des architectes.

Profession libérale mais pas libérée, les architectes ont perdu l'habitude de compter seulement sur leurs propres forces. Depuis que les chantiers ne tombent plus du ciel, depuis que la loi du 3 janvier 1977 fait mine de les protéger, depuis que leurs héritiers sont régulièrement reçus à l'Elysée, comme antérieurs les agriculteurs, les architectes semblent attendre que les mesures législatives et réglementaires arrondissent les frontières de leur domaine ou l'empêchent de trop rétrécir.

Privés des grands chantiers, les architectes réclament moins qu'autrefois à construire de simples maisons. Certains le font avec succès. Le Monde du 2 octobre 1979, d'autres en parlent, mais on attend toujours le barème d'honoraires forfaitaires qui écoulerait les réserves des particuliers à s'adresser à un architecte. Tandis que beaucoup réclament carrément des campagnes de publicité pour créer une nouvelle image de marque de la profession et contrebalancer le goût « conservateur » répandu par les constructeurs de maisons individuelles, les architectes se heurtent, dans ce domaine, à une sévère concurrence.

#### Six mille maîtres d'œuvre

La loi de 1977, leur loi, leur a d'ailleurs joué un mauvais tour en intégrant dans une profession déjà sous-occupée les fameux maîtres d'œuvre en bâtiment, maintenant rattachés à la construction des maisons. M. Brémont a demandé que l'on mette fin rapidement à la situation provisoire, mais confortable, de plusieurs milliers d'entre eux, non « agréés » mais titulaires d'un simple récépissé qui leur permet d'exercer sans risque. M. d'Ornano a assuré qu'il voyait personnellement, en son âme et conscience, chacun des six mille dossiers en instance et n'avait

De notre envoyée spéciale

pu en examiner pour l'instant que le tiers. Outre la concurrence sur certains chantiers des services de l'équipement, à laquelle le ministre a promis de mettre fin, les architectes redoutent, outre, à venir, de leurs confrères fonctionnaires. M. Brémont a réaffirmé l'opposition formelle de la profession au projet de statut des architectes-urbanistes de l'Etat préparé par la direction du personnel du ministère de l'environnement. M. d'Ornano a voulu les rassurer en affirmant que les possibilités de construire pour les architectes fonctionnaires seraient strictement limitées; il a assuré qu'un « grand corps » très ouvert dans son recrutement afin d'attirer les meilleurs » était le seul moyen d'assurer correctement la promotion des architectes dans la fonction publique. Sur ce point, le malentendu reste entier.

La moitié du discours — fleuve de M. Brémont était consacrée à l'enseignement dont la « portée créatrice » est, selon lui, un « objectif majeur à atteindre sans délai ». Le président des syndicats a examiné en détail la politique menée depuis quelques années, soulignant son indolence

et regrettant qu'elle ne soit pas soutenue par un service efficace à l'intérieur du ministère.

M. d'Ornano a précisé à propos de l'enseignement, qu'il s'agit de « restaurer » que l'Institut d'architecture qui doit ouvrir à la rentrée ne serait en aucun cas une « super-école » ni une « agence d'architecture ». Son rôle sera de « donner à faire ou d'encourager à faire », pour favoriser l'innovation architecturale (aide à la première commande) ou pédagogique (expérimentation de nouvelles méthodes d'enseignement); il sera aussi un centre de documentation et un lieu de « rencontre et d'échanges sur l'architecture et ses conditions d'épanouissement ».

Réclamant une politique de l'architecture qui fasse des valeurs pour laisser un sillage, M. Brémont souligna le manque de moyens de la direction de l'architecture et surtout des services départementaux. Le ministre répondit par l'énumération des initiatives nouvelles, mais d'importance inégale, qui émaillent les Mille Jours pour l'architecture, campagne de sensibilisation de grande ampleur, « dont les jours ne seraient être comptés ». La paix était plus que hâle, mais le ministre était pressé.

MICHEL CHAMPENOIS.

## ENVIRONNEMENT

### L'installation de la centrale nucléaire SE MULTIPLIENT A CHOOZ

Plusieurs centaines de militants antinucléaires français et belges ont manifesté le mardi 17 juin, à Chooz, près de Charleville-Mézières (Ardennes), alors que l'enquête d'impact publique sur l'implantation d'une seconde centrale nucléaire était officiellement close.

Les manifestants ont été dispersés au fin d'après-midi par une charge de gendarmes mobiles. Les forces de l'ordre ont d'autre part bloqué les accès routiers à la commune de Chooz, afin d'empêcher les militants antinucléaires de se rendre dans d'autres communes voisines.

Rappelons que le lundi 16 juin, en fin de soirée, un C.R.S. qui conduisait un car avait été blessé par un projectile lancé contre le pare-brise de son véhicule.

● Greenpeace intercepte un baliseur espagnol. — Le Rainbow Warrior, navire du mouvement écologiste Greenpeace, qui mène depuis quelques jours, au large des côtes espagnoles, une campagne contre ce qu'il appelle le « massacre des cétacés », a intercepté, le 17 juin au large de Vigo, un baliseur espagnol qui se rendait vers une zone de chasse au nord-ouest de ce port.

## TRANSPORTS

### M. MICHEL GIROUD : il faut étendre la carte orange à l'ensemble de l'île-de-France.

M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil régional d'Île-de-France, nous a donné sa réaction après l'annonce des prochaines augmentations de tarifs de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. banlieue.

« L'augmentation des tarifs est, à coup sûr, une mesure inéluctable, et nous voulons éviter que le déficit des transports en commun ne s'aggrave de façon alarmante, qu'il dépasse cette année 3,5 milliards de francs, à la charge de l'Etat pour 70 %, des départements de la région pour 30 %, et de la charge des contribuables ».

On ne peut pas se pas observer que le prix du ticket de métro en Île-de-France demeure très inférieur à celui pratiqué dans les grandes agglomérations mondiales, ainsi qu'à Lyon ou à Marseille.

Si cette augmentation est une mesure de saine gestion, elle devrait, par contre, comme le demande avec insistance le conseil régional unanime, être accompagnée de deux dispositions de justice et de cohérence pour l'usager, qui seraient peu coûteuses pour la collectivité : extension du système de tarification unique (type carte orange) à toute l'Île-de-France; gratuité des parcs de stationnement aux abords des gares pour les titulaires de la carte orange.

J'ai l'intention de défendre ces deux propositions, qui concourent à favoriser les transports en commun — donc les économies d'énergie — lors de la conférence interministérielle sur l'Île-de-France, qui sera organisée en juillet prochain sous la présidence du président de la République ».

● Une protestation du Comité d'usagers. — Le Comité d'usagers des transports en commun de l'Île-de-France (C.U.T.C.I.F.) proteste contre la nouvelle hausse des tarifs de trains, de métro et de bus. Le hausse sera plus importante pour la carte orange, déclare notamment le Comité. Les pouvoirs publics ont donc décidé de faire payer plus encore tous ceux qui utilisent les transports en commun pour les besoins de leur travail, et doivent généralement voyager aux heures de pointe, c'est-à-dire dans les conditions les plus défavorables. (61, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.)

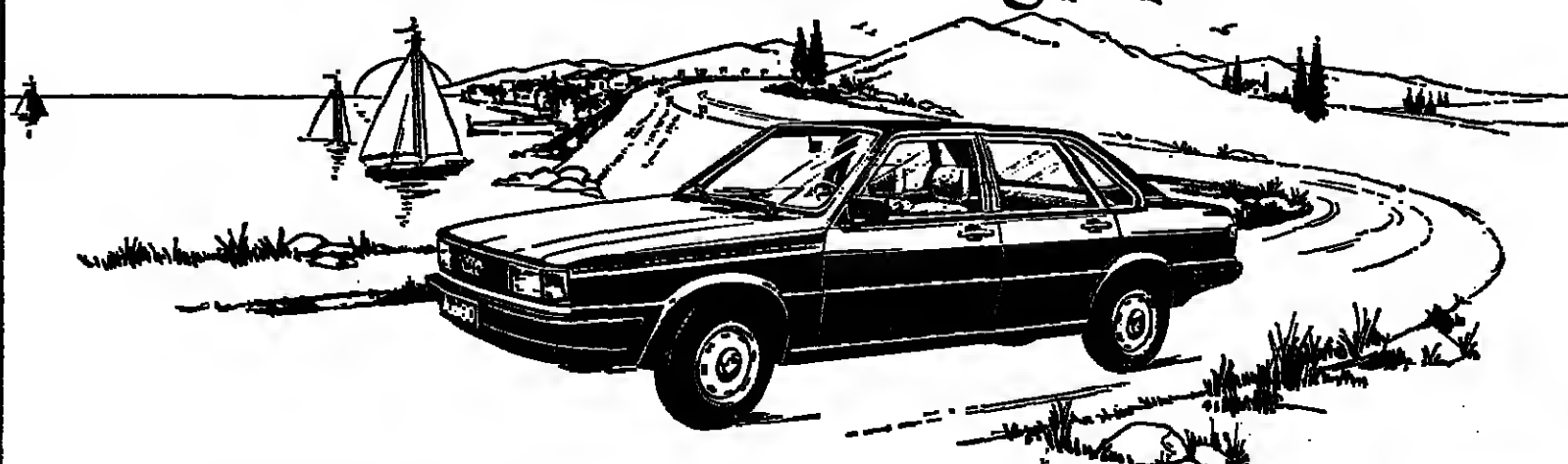
#### P.T.T.

TÉLÉPHONE : plus de poteaux en métal à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1980.

A partir du 1<sup>er</sup> septembre les P.T.T. n'auront plus le droit d'utiliser des poteaux de métal dans les campagnes. Cette mesure qui avait été décidée il y a deux ans après une vive campagne des associations de défense de l'environnement devait intervenir au début de 1981.

Les P.T.T. ne planteront plus que des poteaux de bois, qui ont été reconnus aussi durables, plus économiques que les pylônes métalliques et que la forêt française est en mesure de fournir en abondance.

## Partez en Audi 80 neuve sans toucher à votre budget vacances.



Cet été, prenez la route des vacances au volant d'une Audi 80 neuve dont le prix, clés en main, est de 40.284 F. La location longue durée VAG avec promesse de vente vous permet de partir avec une Audi 80 L pour 2184 F, c'est-à-dire le

montant du premier loyer mensuel et d'un mois de dépôt de garantie. Mais, réfléchissez... Si la valeur de reprise de votre véhicule actuel est d'au moins 4.368 F, vous avez déjà l'argent pour payer le dépôt de garantie et les 3 premiers mois de

location. Au terme de 60 mois, le dépôt de garantie couvrira la valeur de rachat et vous deviendrez propriétaire de votre Audi 80 L. Elle ne vous aura coûté que 66.612 F\* Étalés sur 5 ans.



La maîtrise.

# AUDI 80

VAG Votre concessionnaire pour les marques Volkswagen et Audi. 110 points de vente et de service sur Paris et la région parisienne. Liste détaillée sur demande au 296.11.66. 600 points de vente dans toute la France.

Le Monde

## SOCIÉTÉ

### LES SUITES DE LA C.G.T. et la C.F.D.T. de travail d'une heure

La commission de conciliation, avec le patronat, a été constituée le 17 juin, à la suite de la décision de la C.G.T. et de la C.F.D.T. de passer à l'action. Les deux syndicats ont décidé d'organiser, à partir du 17 juin, des journées de travail d'une heure. Les deux syndicats ont décidé de participer à cette

manifestation de Martigny (Basses-Pyrénées) pour « faire fructifier » leurs fonctions pour « faire fructifier »

Le mouvement de la C.G.T. et de la C.F.D.T. a été lancé le 17 juin, à la suite de la décision de la C.G.T. et de la C.F.D.T. de passer à l'action. Les deux syndicats ont décidé d'organiser, à partir du 17 juin, des journées de travail d'une heure. Les deux syndicats ont décidé de participer à cette

manifestation de Martigny (Basses-Pyrénées) pour « faire fructifier » leurs fonctions pour « faire fructifier »

Le mouvement de la C.G.T. et de la C.F.D.T. a été lancé le 17 juin, à la suite de la décision de la C.G.T. et de la C.F.D.T. de passer à l'action. Les deux syndicats ont décidé d'organiser, à partir du 17 juin, des journées de travail d'une heure. Les deux syndicats ont décidé de participer à cette

manifestation de Martigny (Basses-Pyrénées) pour « faire fructifier » leurs fonctions pour « faire fructifier »

Le mouvement de la C.G.T. et de la C.F.D.T. a été lancé le 17 juin, à la suite de la décision de la C.G.T. et de la C.F.D.T. de passer à l'action. Les deux syndicats ont décidé d'organiser, à partir du 17 juin, des journées de travail d'une heure. Les deux syndicats ont décidé de participer à cette

manifestation de Martigny (Basses-Pyrénées) pour « faire fructifier » leurs fonctions pour « faire fructifier »

Le mouvement de la C.G.T. et de la C.F.D.T. a été lancé le 17 juin, à la suite de la décision de la C.G.T. et de la C.F.D.T. de passer à l'action. Les deux syndicats ont décidé d'organiser, à partir du 17 juin, des journées de travail d'une heure. Les deux syndicats ont décidé de participer à cette

manifestation de Martigny (Basses-Pyrénées) pour « faire fructifier » leurs fonctions pour « faire fructifier »

Le mouvement de la C.G.T. et de la C.F.D.T. a été lancé le 17 juin, à la suite de la décision de la C.G.T. et de la C.F.D.T. de passer à l'action. Les deux syndicats ont décidé d'organiser, à partir du 17 juin, des journées de travail d'une heure. Les deux syndicats ont décidé de participer à cette



Le Monde

## économie

SOCIAL

LES SUITES DE LA GRÈVE E.D.F. DU 12 JUIN

## La C.G.T. et la C.F.D.T. annoncent un arrêt national de travail d'une heure le 20 juin sans coupures de courant

À la suite de la « suspension de contrat » avec « privation totale de salaire » de deux électriciens pour « faute grave » le jour de la grève, le 12 juin, l'E.D.F. et des quarante-neuf autres qui, selon la C.G.T., ont été adressés à d'autres grévistes, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'énergie, qui se sont rencontrés mercredi 18 juin, ont décidé d'organiser, à partir du 19 juin, une semaine d'action et de protestation avec un arrêt national de travail, vendredi 20 juin, de 16 heures à 17 heures, sans coupures de courant. Les deux syndicats devaient consulter les autres organisations sur leur participation à cette initiative.

## Deux agents de Martigues (Bouches-du-Rhône) sont suspendus de leurs fonctions pour « faute grave »

De notre correspondant régional

Marseille. — À la suite de la grève des électriciens de la C.G.T. et de la C.F.D.T. du 12 juin, deux agents de la centrale thermique de Martigues-Pontet (Bouches-du-Rhône), MM. Didier Vignoles et Jean Rousseau, délégués de la C.G.T., ont été relevés de leurs fonctions, avec privation de salaire, pour « faute grave », jusqu'à ce qu'une commission de discipline statue sur leur cas. Dans une lettre recommandée, qui est parvenue aux intéressés le lundi 18 juin, le chef du Groupe régional des mouvements d'énergie (G.R.M.E.), M. Jean Le Dantec, leur reproche d'avoir participé de manière active à une manœuvre « sauvage » entraînant le déclenchement de la tranchée 3 de la centrale de Martigues. « Vous avez ainsi agi, ajoute le chef du G.R.M.E., sur un matériel dont vous n'êtes pas chargés d'assurer la conduite. De plus, cette action a conduit à annuler la capacité de production d'une tranchée, au moment même où le G.R.M.E.-Marseille demandait son maintien à la charge de 180 MW, pour assurer le service minimum. » Le responsable régional E.D.F. précise que cette sanction est prise dans le cadre de l'article 6 paragraphe 2 du statut du personnel (voir ci-dessus).

Le 12 juin au matin, le personnel (C.G.T. et C.F.D.T.) de la centrale de Martigues-Pontet s'était mis en grève en assurant le service minimum, qui prévoit le fonctionnement de deux groupes (six quatre) à une charge de 60 MW chacun. Peu de temps après le début effectif de la grève, le chef de la centrale avait demandé aux grévistes de monter la charge unitaire de deux groupes à 180 MW.

## M. GIRAUD : ce n'est pas en abusant du droit de grève qu'on le défend.

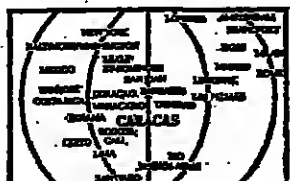
M. Giraud, ministre de l'Industrie, a affirmé, mardi 17 juin, à l'Assemblée nationale, que « l'opinion publique manifeste une réprobation croissante » devant « l'usage abusif du droit de grève pour des motifs sans commune mesure, voire sans parenté, avec les revendications, présentées ».

Le gouvernement, a encore déclaré M. Giraud, « a constaté que le service minimum n'avait pas été assuré dans certains cas. Un certain nombre d'agents ont été délégués devant le conseil de discipline et des sanctions sont en cours. Nous n'admettons pas les abus. Ce n'est d'ailleurs pas en abusant du droit de grève qu'on le défend. La réprobation qui monte de l'opinion fera nécessairement que les abus ne pourront se poursuivre ».

## Viasa, la compagnie aérienne du Venezuela entreprend, dans les années 80, une planification réaliste au bénéfice de ses passagers.



● **HOSPITALITÉ :**  
Un plan d'amélioration de nos différents services au sol et à bord est en cours.  
Nous souhaitons redonner la chaleur et l'hospitalité vénézuélienne.



● **PONCTUALITÉ :**  
Nous réorganisons notre effort pour assurer la ponctualité de nos vols. Un plan horaire ingénieux, soigneusement élaboré, permet une plus grande souplesse de correspondance entre les différentes villes de notre réseau.

« Nous nous devons d'être aussi bons au sol que dans nos vols »

**VIASA 80**  
des idées nouvelles dans l'air...

KLM Agent Général pour la France. 35 bis, avenue de l'Opéra - 75002 Paris. Réservation passage, Tél. 1.264.57.79 / Fax, Tél. 1.535.78.00.

L'importance de la grève du 12 juin et les « bavures » qui ont été constatées ici et là continuent de provoquer de vives réactions. M. Giraud, ministre de l'Industrie, a confirmé à l'Assemblée la volonté du gouvernement de « ne pas admettre les abus » et la décision de l'E.D.F. de prendre des sanctions. M. Vivien, député R.P.R., a proposé une loi réglementant le droit de grève afin d'assurer la « continuité » de la production industrielle. Le comité directeur de la C.G.P.M.E., réuni le 18 juin, a également réclamé une telle réglementation.

## Les sanctions prévues par le statut de 1946

Le statut d'E.D.F.-G.D.F. — datant de 1946 — prévoit une série de sanctions selon l'importance des fautes commises par les agents de l'entreprise nationale. Une « faute grave » peut être tout acte intentionnel mettant en péril les installations ou la vie des personnes, et le non-respect de la procédure de fonctionnement.

L'article 6 du statut stipule la gradation des sanctions : avertissement, blâme, mise à pied limitée à huit jours avec privation de salaire, mise à pied limitée à un mois avec privation de salaire, rétrogradation d'un ou de plusieurs échelons, révocation sans pension.

Au-delà de l'avertissement et du blâme (infligés par le chef de service), l'agent est cité devant la commission supérieure nationale pour les cas et la commission secondaire des per-

sonnels pour les agents de maîtrise et d'exécution.

En cas de « faute grave », le directeur peut décider sous sa propre responsabilité de relever immédiatement l'agent de son service, pour une durée n'excédant pas un mois, jusqu'à proposition de sanction par la commission.

L'agent appelé à comparaître devant la commission compétente, informé quatre jours à l'avance, peut obtenir immédiatement communication de son dossier et se faire assister par un agent statutaire de son choix ou par un représentant de l'organisation syndicale à laquelle il appartient.

Pour chaque affaire, un rapporteur membre de la commission est désigné par le président de la commission pour présenter un rapport écrit et établir un procès-verbal des débats et des décisions prises.

## PROPOSITION DE LOI POUR UN « SERVICE MINIMUM » A E.D.F.

M. Robert-André Vivien, député R.P.R. du Val-de-Marne, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a présenté, mardi 17 juin, une proposition de loi tendant à assurer, par l'instauration d'un « service minimum », la continuité du service public à l'E.D.F. M. Vivien estime que « des personnels privilégiés, véritables aristocrates de la monnaie, bénéficiant de la sécurité de l'emploi et travaillant dans le cadre d'un monopole, imposent à la société et à l'économie (en cas de grève) la loi d'une minorité ».

La proposition suggère que le fonctionnement du service public soit « assuré de façon que la sécurité des personnes et des biens, l'efficacité des services publics et la continuité de la production industrielle et commerciale soient sauvegardées ». Un décret en Conseil d'Etat déterminerait les modalités d'application de ces dispositions et définirait notamment « les services ou les catégories de personnel indispensables à l'exécution du service minimum ainsi que les sanctions applicables ».

● Les chambres de commerce et d'industrie de Tulle, d'Ussel et de Brive et la chambre de métiers de la Gironde, à Paris, à leurs ressortissants qui ont subi des préjudices du fait des coupures de courant consécutives à la grève du 12 juin d'adresser la facture des dommages à l'E.D.F. Elles invitent en outre à ne régler leurs factures que dans la mesure où ils auront eux-mêmes reçu compensation des dommages causés. — (Contr.)

## M. Jacques Barrot entend renforcer le maintien à domicile des personnes âgées

À l'occasion d'une rencontre des gestionnaires d'établissements d'accueil des personnes âgées, organisée par l'Union nationale des organismes privés sanitaires et sociaux (Unipsps), M. Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, a exposé, mardi 17 juin, les grandes lignes de la politique gouvernementale en la matière.

Le problème de l'accueil collectif et des soins à donner aux personnes âgées va devenir très préoccupant dans les années qui viennent, pour deux raisons essentielles. La première est d'ordre démographique : d'ici à l'an 2000, le nombre des personnes de plus de quatre-vingt-cinq ans va doubler, alors qu'à cet âge une personne sur quatre conserve son autonomie. La seconde raison tient au succès de la politique de maintien à domicile engagée au cours des VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> Plans : mais le rend aussi plus difficile l'effort de soutien à l'autonomie des vieillards réduits et retardés — fort heureusement — la nécessité d'un quelconque hébergement, mais le rend aussi plus difficile lorsqu'il se révèle inéluctable. « Problème majeur auquel est confrontée la société d'aujourd'hui », a déclaré M. Barrot, « Mon souci, à-t-il poursuivi, est de donner aux personnes âgées tous les soins que leur état requiert, mais en évitant une médicalisation excessive, coûteuse pour la collectivité et souvent inhumaine pour les intéressés. » C'est pourquoi le ministre préconise, comme ses prédécesseurs, que la priorité soit donnée aux soins à domicile, notamment en développant l'aide ménagère.

Quant aux 30 000 lits de long séjour situés dans les établissements de cure médicale, ils constituent, a-t-il souligné, « des formules lourdes, onéreuses et mal adaptées aux besoins ». En conclusion, M. Barrot a souligné une révision radicale des conceptions qui ont présidé à la mise en place des établissements socio-sanitaires destinés aux personnes âgées.

## Des sections de cure médicale

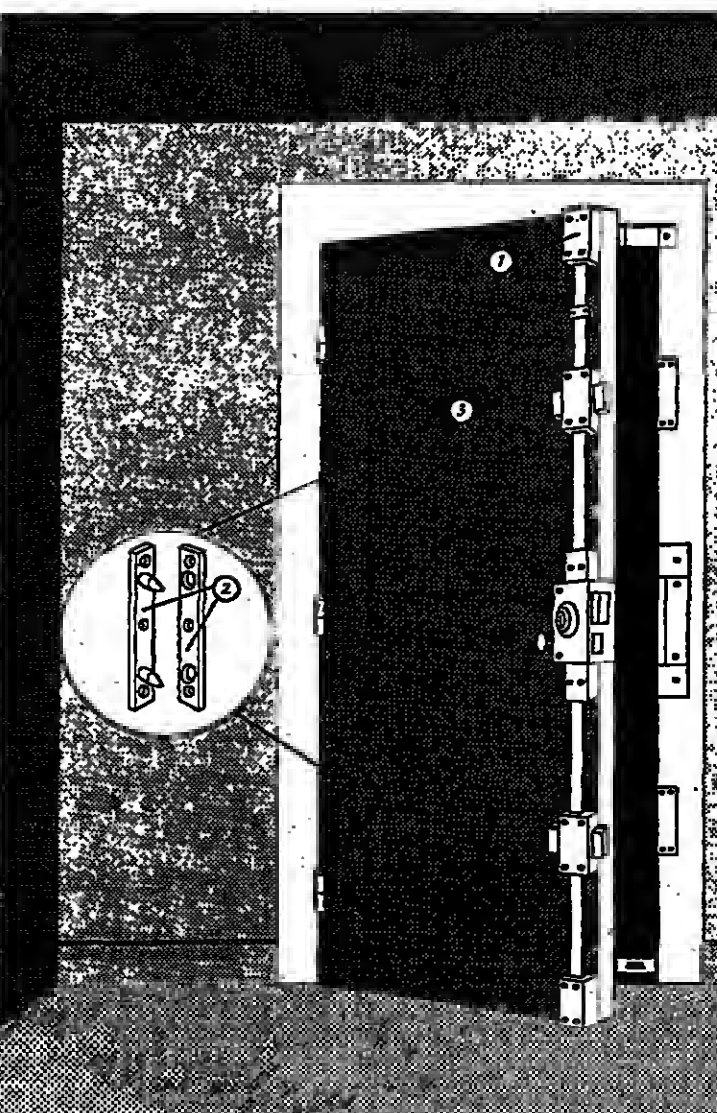
Depuis, contrairement à la tendance actuelle qui vise à « écarter du long séjour » lorsque le recours à l'hébergement collectif ne peut être évité, il faut, selon M. Barrot, développer les sections de cure médicale afin de concilier la prise en charge des soins médicaux avec le maintien d'une vie sociale. À ce sujet, le ministre vient de signer une circulaire sur la transformation des hospices en maisons de retraite, dotées éventuellement d'une section de cure médicale. « Il convient aussi, a-t-il ajouté, de prévoir une stricte répartition des dépenses entre les soins (y compris de maternité), qui seraient à la charge de l'assurance-maladie, et les dépenses d'hébergement, qui resteraient à la charge de l'intéressé relayé par sa famille ».

● La grève des pilotes : action en justice. — Le Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.) et le Syndicat national des officiers-pilotes de l'aviation civile (S.N.O.P.A.C.) ayant déposé un préavis de grève pour le lundi 23 juin en vue de protester contre l'attribution donnée par les pouvoirs publics à la compagnie charter Buralair de faire voler ses Boeing-737 en équipage à deux, Air France, Air Inter et U.T.A. ont décidé d'introduire une action en référé devant le tribunal de grande instance de Créteil. Elles demandent au juge des référés de déclarer nulle et de nul effet le préavis qui leur a été adressé, ces compagnies étant totalement étrangères au conflit qui est à l'origine de cet ordre de grève. Celles-ci maintiennent donc leur programme d'exploitation. Le 23 juin en dépit du préavis de grève.

## Dans les 9 BHV.

## 75% des cambrioleurs passent par la porte.

(source officielle 1978)



Quelques exemples de prix:  
En illustration:  
1. Ensemble de fermeture Vachette 5 points de condamnation cylindre double 850F  
2. Avec renforts de panneaux, 1000F  
3. Blindage de la porte (tôle acier 15/10° d'épaisseur), Prix de la serrure et du blindage (prix pour une porte simple sur porte pleine, huisserie bois), 1850F  
Paris et proche banlieue.

Nos représentants:  
Ensemble de fermeture Bricard 5 points de condamnation cylindre double, pêne rond, avec renforts de panneaux, 900F  
Ensemble Tridant Picard 5 points de condamnation cylindre double, pêne rond, avec renforts de panneaux, garantie 5 ans, 1090F

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire poser chez vous fermetures de sûreté, verrous et blindage de portes par des professionnels sélectionnés.

Jusqu'au 2 Août 1980.  
**CREDIT GRATUIT EN 9 MOIS SUR TOUS LES ENSEMBLES DE FERMETURE.**  
\* A partir de 100 F d'achat. 20 % d'acompte à la commande. Les intérêts sont calculés sur le solde restant dû. Les modalités de crédit sont indiquées sur le prospectus.

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

LES 9 BHV: RIVOLI - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - FLANDRE - BELLE EPIQUE - ROSNY 2 - CRETEIL - VILLENEUVE-LA-GARENNE







## PROSPECTIVE

### Une autre race d'innovateurs

(Suite de la première page.)

Dans le même sens, la « recherche collective », menée par des centres techniques industriels (textile, cuir, mécanique, etc.) des associations ou des universités, devrait avoir de beaux jours devant elle. Il faudrait toutefois qu'elle s'ouvre à un peu son propos et qu'elle cherche ce qu'on appelle des « fertilisations croisées », développant des travaux intersectoriels. Partout dans le monde, comme le signale M. Thierry Gaudin dans un récent article (2), la « recherche collective » progresse à pas de géants. Les États-Unis décident de créer de nouveaux centres, le Japon dispose déjà d'un réseau de laboratoires régionaux sans commune mesure avec les moyens occidentaux (dix-huit mille personnes).

L'analyse fine de l'évolution des techniques prouve que toute séparation des recherches en métiers, professions, disciplines, etc., contient un risque de mortification. Certains métiers se diffusent dans toute l'industrie. Ainsi, les fibres de carbone sont passées de l'aérospatiale aux cannes de golf, aux raquettes de tennis et aux lances de métier à tisser. De même, les micro-processus se répandent partout. L'important est de placer en face les uns des autres des techniques qui n'auraient a priori aucune raison fonctionnelle de se rencontrer. Il faut que de plus en plus de nouveaux destinataires soient capables de s'approprier une technologie déjà développée en dehors d'eux.

Pour décloisonner cette recherche collective, l'incitation financière ne serait peut-être pas le moyen le moins adéquat. Ainsi est née l'an dernier, à l'Association nationale de la recherche technique (A.N.R.T.), l'idée d'un quasi-marché alimenté par des versements obligatoires de toutes les entreprises, dont tous les organismes de recherche collective pourraient être destinataires, au choix des cotisants (3).

Sans un environnement porteur, l'innovation, risque de sécher. La crise, heureusement, n'a pas asseché l'horizon. Outre le renforcement des réseaux d'assistance technique, l'animation du type culturel se développe, qu'il s'agisse de musées techniques régionaux, du projet de la Villette, des clubs, des concours, etc.

L'intérêt déclaré par le public pour les émissions scientifiques est élevé (53 %), même si un fort décalage existe entre le goût affirmé et la pratique réelle (4). La Mission à l'Innovation, créée en mai 1979 et présidée par M. Delapalme, qui a lancé plusieurs groupes de travail (industries de la santé, agro-alimentaire, qualité des produits industriels, financement et environnement de l'innovation) est composée aussi bien d'économistes, de techniciens, de philosophes que d'artistes.

La recherche classique, il faut le rappeler enfin, n'est pas la seule source d'innovation, et comme l'écrit Thierry Gaudin : « L'histoire montre combien le jeu a transformé la technique : la bicyclette, le dirigeable, les avions, l'automobile, la photographie ont commencé par être des loisirs d'amateurs éclairés ».

Cette ouverture nécessaire à l'épanouissement de l'innovation

est bien marquée également dans certains des thèmes brassés par les groupes de travail du comité de la recherche du VII<sup>e</sup> Plan : favoriser la créativité dès l'adolescence, développer la recherche dans le secteur des arts et des lettres, donner aux chercheurs de vraies possibilités de mobilité afin d'assurer un transfert de technologies et de connaissances, un renouvellement des hommes et une flexibilité des thèmes de recherche.

#### Et les syndicats ?

Aussi étrange que cela puisse paraître, cette nécessité d'une « ouverture », ressentie par les responsables publics et privés de notre économie, ne les a pas conduits à intéresser les syndicats à la question. Une fois de plus, on se réveille trop tard. Certes, de bonnes intentions ont été exprimées et même au sommet, puisque M. Cressat d'Estaing au colloque « Informatique et Société » de septembre dernier avait demandé aux ministres de l'Industrie et du Travail de « réfléchir aux propositions de M. Edmond Maire » sur la consultation des travailleurs lors de l'introduction dans les entreprises des technologies informatiques. Lesdits ministres ont peut-être « réfléchi » mais ils n'ont pas fait part au public du fruit de ces réflexions. Rien ne s'annonce sur ce chapitre. De même le C.N.P.F. organise pour les 23 et 24 octobre, à Strasbourg, les cinquièmes Assises des entreprises. Elles auront pour sujet : « L'innovation, source de notre économie », et une douzaine de thèmes fort intéressants seront proposés aux travaux des commissions. Pas un ne traite de la coopération avec les syndicats.

Dans les pays scandinaves, il y a belle lurette que les représentants des travailleurs ont été associés à l'introduction de l'informatique dans les entreprises. Il y a dix mois, à Hambourg, un centre de consultation syndical sur l'innovation a été ouvert (5). Ce projet pilote lancé par le syndicat de la métallurgie I.G. Metall a reçu un appui financier du gouvernement fédéral. C'est le besoin en information des conseils d'entreprise qui a poussé à cette création. Pour l'I.G. Metall l'intérêt des salariés n'est pas de s'opposer aux nouvelles technologies, au contraire, car tout retard dans l'innovation conduit à des pertes d'emploi, les entreprises ne pouvant plus faire face à la concurrence. Il s'agit donc, aussi bien du côté des dirigeants d'entreprises, notamment petites et moyennes, que des salariés, de surmonter les barrières psychologiques et d'encourager l'introduction des nouvelles techniques.

L'autre face de cette initiative est de regarder si l'on tient compte, dans ces opérations, de l'intérêt des salariés, qu'ils soient occupés dans les entreprises principales ou dans celles qui sont situées en amont ou en aval, sans oublier les impératifs de l'environnement. Notons que, au cours des discussions avec les membres de l'I.L.B. de Hambourg, les représentants des salariés ont insisté pour que les bénéfices supplémentaires liés à l'introduction des nouvelles technologies soient partagés et distribués en partie aux salariés sous la forme d'une réduction du temps de travail et d'une amélioration de la qualification.

#### Le seuil de la réglementation

C'est en encourageant de telles recherches syndicats-entreprises en France et aussi en rejoignant certains de ses propres méthodes d'action que l'Etat aura le plus de chances de stimuler l'innovation.

Ainsi, les Américains ont com-

pris que la « dérégulation », ou si l'on veut la redéfinition d'une politique réglementaire, était indispensable pour donner plus de chances à l'éclosion d'idées nouvelles dans l'industrie. Que n'entend-on aussi en France sur l'afflux des dispositifs administratifs qui ligotent la créativité !

En fait, le débat réglementation-innovation va beaucoup plus loin qu'il n'en a l'air (6). Les secteurs générateurs de risques augmentent, la complexité croît, la connaissance des consommateurs se fait plus fine et leur besoin de sécurité plus exigeant. L'Etat doit y répondre dans l'intérêt général. Mais si la notion de service public ne doit pas être remise en cause, les modes d'intervention de l'administration ont à être examinés très attentivement, car ils peuvent camoufler la défense de situations acquises et, en tout cas, dissuader l'innovation. Plus grave, « il est tout à fait pensable que, au-delà d'un certain seuil, la réglementation se retourne contre la réglementation. Et une fois ce seuil franchi, il n'est pas impossible que la puissance de telle loi devienne en fait impuissante ».

(Y. Stourdzé.)

La nouvelle race d'innovateurs, on le voit, doit passer par un certain nombre de chicanes avant de pouvoir se faire entendre. Les idées fertiles ne doivent pas s'épuiser qu'à l'invention de nouveaux produits : il leur faut également bénéficier de ce qui fait obstacle à leur éclosion. Comme l'écrivait André Breton : « L'imagination n'est pas un don mais un objet de conquête ».

PIERRE DROUIN.

#### VENTE A RAMBOUILLET

M. A. AUDOUIN, comm.-prieur, 14, rue d'Angville, 78120 Rambouillet, tél. 433-01-32. SAMEDI 21 JUIN à 14 h. 30. GRANDS VINS DE BORDEAUX. ST DE BOURGOGNE. DIMANCHE 22 JUIN à 14 h. 30. MONNAIES D'OR, BILLOUX ANCIENS, TABLEAUX, BIBLES, MEUBLES.

#### A VENDRE

(cause retraite)  
OPTIC-PHOTO avec stock 160.000 F  
Magasin avec 2 pièces et cave (35 m<sup>2</sup> + 18 m<sup>2</sup>).  
Loyer annuel 15.000 F.  
Entre métro GARE DU NORD et CHAPPELLE.  
Téléphone : 607-89-26 et 206-66-11

## Avenir Onze

investir  
250.000 F\*  
dans un studio  
à Paris

Des studios "spécial investisseur"

Studio avec entrée, salle de bains, WC séparé, vraie cuisine avec four, indépendante, entièrement équipée.

Avenir Onze le définit gagnant.

Le bureau de vente, sur place, est ouvert tous les jours de 10 h à 19 h et samedi de 10 h à 13 h sans interruption. Tél. : 806.03.73

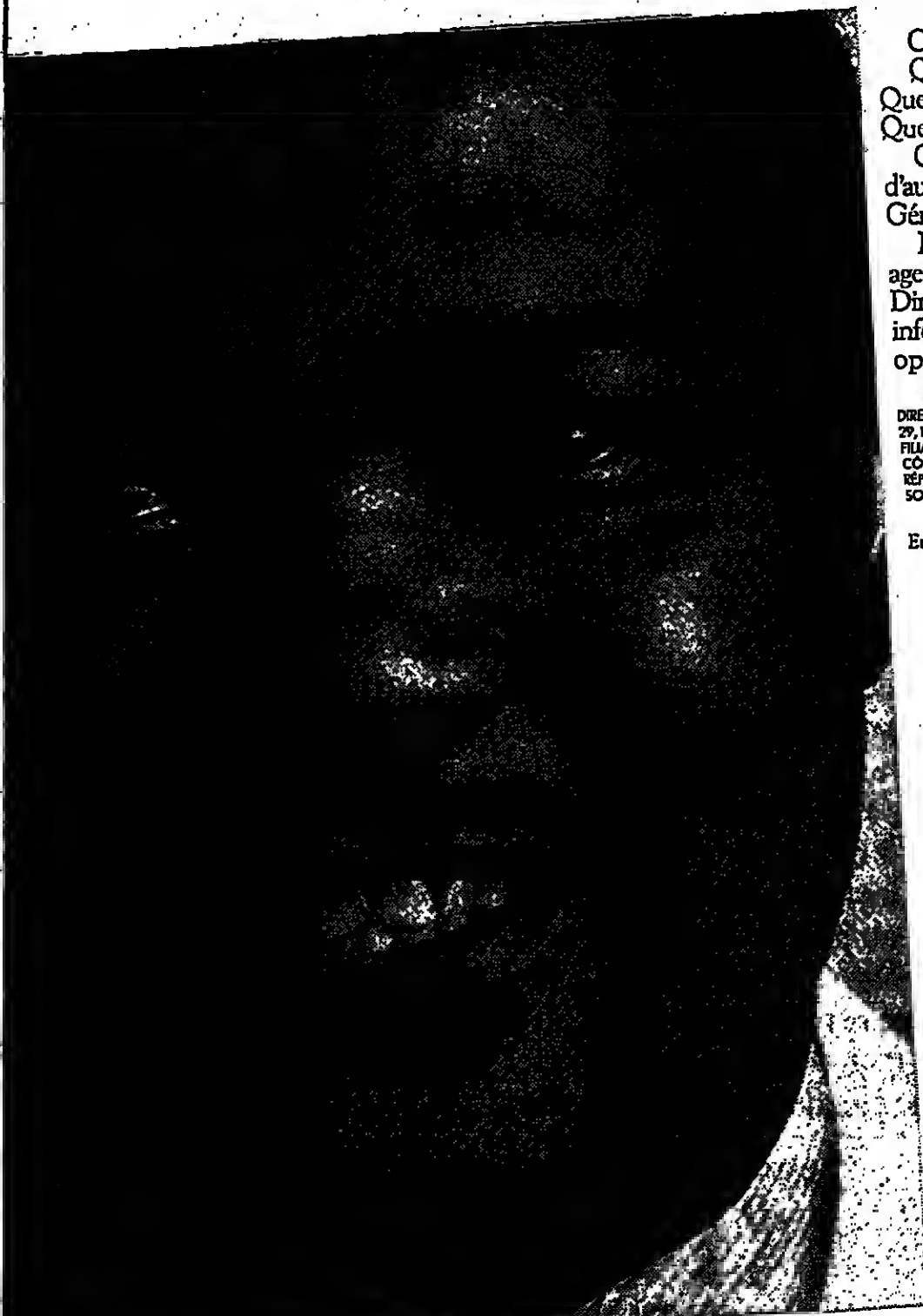
2<sup>e</sup> tranche  
108-110, rue Saint-Maur 75011 PARIS

#### MANERA S.A.

Pour recevoir une documentation sur AVENIR ONZE, retournez ce coupon à MANERA S.A. 64, rue du 8-Mai-1945 - 92025 NANTERRE Cedex - Tél. : 725.92.16

Nom ..... Adresse .....  
Code Postal ..... Tél. ....

## Il est aussi différent d'un Malien que d'un Éthiopien.



Comment vendre en Afrique?  
Quels contacts prendre?  
Quelles procédures suivre?  
Quels règlements respecter?  
Ces questions et bien d'autres, posez-les à la Société Générale.

Les responsables de ses agences et les spécialistes de sa Direction Internationale vous informeront et faciliteront vos opérations.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES,  
29, rue HAUSMANN 75009 PARIS.  
FILIALES EN AFRIQUE: CAMEROUN, CONGO,  
CÔTE D'IVOIRE, MAROC, MALI, NIGÉRIE,  
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, SÉNÉGAL,  
SOUDAN, TUNISIE.

Membre de l'Institut  
European Banks International.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

(Publié par)  
Créé par l'ESCAE de Clermont-Ferrand

L'INSTITUT DE FORMATION AU COMMERCE  
INTERNATIONAL (I.F.C.I.)

RECRUTE SA NOUVELLE PROMOTION

— Cycle de formation à temps plein d'octobre 1980 à mai 1981.  
— Ouvert : à des diplômés de 2<sup>e</sup> cycle (maîtrise), Ecoles de Gestion ou d'Ingénieurs, à des cadres d'entreprise.

— Apprentissage des techniques du Commerce International (commercial, finances, Droit, transports, etc.).  
— Entraînement à la vie pratique (travail pour le compte d'entreprises, missions de prospection à l'étranger).

Renseignements et inscriptions I.F.C.I., 4, boulevard Trudaine  
63037 Clermont-Ferrand Cedex  
Tél. (75) 32-38-71

BERLITZ



## AUTOMOBILE

### Triumph TR7 cabriolet Pour la nostalgie

Les nostalgiques bon genre des années 50 et de celles qui ont suivi peuvent se réjouir. Ils vont pouvoir descendre sur la « Côte » comme autrefois dans une Triumph décapotée. Ah ! la belle époque où, décontractés, ils sautaient dans leur TR3 rouge, Papa, maman et grand-mère attendaient suivaient en « Jag ». Mme Sagan, à l'époque, chantait les mécaniques feutrées : « Ce capot noir qui s'ouvrait, ce bruit confiant, amical, Jaguar un peu longues. Aston un peu lourdes, je m'en souviens de vous à périr... » Vintrent ensuite en troisième et quatrième main les amoureux inconditionnels de la caisse au ras du sol, prêts à s'endormir, bricoleurs restés attachés à cette guimbarde qui fut même les Vingt-Quatre Heures de Mans.

Pendant ce temps-là, la TR4 était arrivée et la TR4-A et ses roues indépendantes, puis la TR5 et la TR6. Mais la clientèle vieillissant, qui se mit à préférer ce que l'on commençait à appeler la

« fiabilité » des berlines aux incertitudes certes exaltantes mais réelles des sportives britanniques moins acclimatées qu'autrefois et tout aussi infidèles. La relève moins snob et moins fortunée se tourna vers les Spitfire, seules modestes. Et il y avait aussi les Italiennes.

La marée motocycliste qui déferla du pays du Soleil-Levant acheva de dispenser une classe de conducteurs qui avaient passion pour le grand air et les échappements plus ou moins libres. Il fut de plus en plus de meilleur goût d'avoir quatre cylindres sur un cadre et deux roues qu'une décapotable sur quatre roues, pont rigide et soufflé un peu court.

Et voilà aujourd'hui la TR7 cabriolet, inspirée d'un coupé qui ne fit pas frémir les foules même en Suisse, mais heureusement redessinée. Bleu britannique, surprenante du train arrière, svelte mais rouflaite sans trop d'impétuosité, avec 105 chevaux

plutôt modestes sous le capot plongeant, le Jonjou est beau. La boîte cinq rapports prise dans la Rover 2.8 litres emmène bien le moteur (le 2 litres de la Daimler), hélas ! alimenté par les tristes carburateurs SU type TR6 dont on sait quel goût ils ont pour les tringleries compliquées et, par là, les égarements de réglage.

Le point le meilleur en dehors de la boîte déjà mentionnée est la capote, élément évidemment primordial d'une décapotable. Elle a gagné beaucoup en simplicité de montage et ne fait pas trop de bruit quand le vent souffle dans les montants.

Enfin les vrais mordus resteront perplexes que tout cela ne vaudra jamais la TR3. On ne rendit que les bons souvenirs.

CLAUDE LAMOTTE.

• Prix : 55 900 francs. Puissance fiscale 11 CV. couple maxi 16,4 Kgm à 3 300 t/m.

## AGRICULTURE

SELON LES SAFER

### Le coût des terres a augmenté en moyenne de 9 % seulement en 1979

Le prix des terres agricoles a augmenté de 9 % en 1979 atteignant 20 900 F en moyenne par hectare, indique la Fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (F.N.S.A.F.E.R.). Cette augmentation est plus faible que celles observées en 1978 (+ 11 %) et en 1977 (+ 12,5 %). En France constants, elle correspond même à une baisse.

Cette évaluation porte sur un marché de 530 000 hectares (soit 16,6 % du marché foncier global), ce qui confirme une nette réduction de la mobilité foncière depuis 1974, par rapport aux six années précédant cette date, où 830 000 hectares environ étaient vendus annuellement. Cela s'explique par l'arrivée à l'âge de la retraite des « classes creuses » nées entre 1914 et 1918 ; le volume des terres libérées par des exploi-

tant sans successeur s'est dégonflé, et plus de la moitié des transactions a porté sur une superficie inférieure à 1 hectare. Comme dans les années précédentes, ce sont surtout les agriculteurs qui achètent (78 % des terres offertes). A la vente, en revanche, ils sont moins nombreux, puisque agriculteurs et anciens agriculteurs n'ont apporté que 48 % des surfaces négociées, contre 57 % pour les non-agriculteurs. En plus des 530 000 hectares négociés, les SAFER ont eu connaissance de cinquante-quatre mille ventes, portant sur 55 000 hectares concernant des fonds agricoles affectés à des usages non agricoles : le prix moyen à l'hectare s'élève à 100 000 F, soit près de cinq fois celui d'une terre agricole, contre trois fois seulement en 1978. L'estimation des SAFER est confir-

mée par l'enquête annuelle sur la valeur vénale des terres du service des enquêtes et statistiques du ministère de l'Agriculture. En 1979, l'hectare de terre s'est négocié à 20 150 francs (21 000 francs pour les labours et 18 900 francs pour les prairies), soit une hausse moyenne de 8,9 %. Pour la quatrième année consécutive, la hausse du prix des prairies naturelles a été plus forte que celle du prix des terres laboureuses (9,2 % contre 8,7 %). Par régions, les records de hausse appartiennent à la Corse (21 %), l'Alsace (17 %), le Languedoc-Roussillon (15 %). L'Ile-de-France connaît l'accroissement de prix le plus faible (8 %). Les terres les plus chères se trouvent en Haute-Normandie (28 700 francs par hectare en moyenne) et les moins chères en Corse (11 500 francs).

# RICOH VEUT SE FAIRE DES AMIS EN EUROPE.

En fait, nous devrions dire: plus d'amis. Car déjà dans plusieurs pays Européens, de nombreuses personnes savent l'heure exacte grâce à leur montre Ricoh et prendre de merveilleuses photos avec des appareils Ricoh. Et pourtant notre place sur le marché Européen est encore peu importante.

Particulièrement si nous la comparons à notre extraordinaire renommée sur notre marché d'origine le Japon en dans les pays du Moyen Orient, en Afrique et sur les deux continents américains. Nous voulons changer cette situation car nous croyons dans nos produits. Ils sont toujours de la meilleure qualité pour le prix le plus raisonnable. Et c'est là que réside notre philosophie. Que ce soient des appareils photos, des montres ou du matériel de bureau à la pointe du progrès.

Nous essayons chaque fois de satisfaire notre clientèle avec le meilleur produit au meilleur prix. Maintenant que vous nous connaissez un peu mieux, pourquoi ne pas devenir vous aussi notre ami ?

**RICOH**  
LE BON GÉANT DU JAPON



Ricoh Nederland B.V., Alpen Rondweg 102, P.O. Box 114, 1180 AC Amstelveen, Holland. Ricoh Company Ltd., 15-5, 1-Chome, Minami-Aoyama, Minato-ku, Tokyo 107, Japan.

### Les transporteurs espagnols men...

Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...

Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...

Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...

Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...

Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...

Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...

Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...

Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...

Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...

Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...  
Les transporteurs espagnols men...

C'est l'Afrique sur la Bourcourant de

La ré En lis

Le Financial Times est imprimé internationale est imprimé



## AGRICULTURE

## LA TENSION DANS LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

## Les transporteurs espagnols menacent de bloquer tous les postes-frontières

Les ministres condamnent. Les syndicats avertissement. La tension demeure. Après la destruction des neuf camions espagnols par des agriculteurs en colère dans les Pyrénées-Orientales, M. Méhaignerie, en marge du conseil des ministres de l'agriculture réuni à Luxembourg, a effectivement condamné les « actions de violence et de destruction ». Il a souligné que ces actions risquaient d'entraîner des mesures de rétorsion de la part de l'Espagne, dont les producteurs français subiraient à leur tour les conséquences. Pour M. Jaime Lamo de Espinosa, ministre espagnol de l'agriculture, « les autorités françaises doivent punir de façon exemplaire les auteurs de ces actes, avec lesquels ne peuvent pas être d'accord

l'immense majorité des agriculteurs français ». Le président de la F.N.S.E.A., M. Guillaume, n'approuve pas les excès mais « comprend les producteurs qui veulent passer les camions et doivent laisser leurs légumes dans les champs ». « Faudra-t-il un nouveau Montredon, a-t-il ajouté, pour qu'on se décide une fois pour toutes à organiser le marché des fruits et légumes ? »

Force est de constater, en effet, que le règlement communautaire du vin, qui remplit actuellement son office, a été négocié après ce drame où deux personnes avaient trouvé la mort en mars 1976. Le risque d'affrontements du « type Montredon » est encore évoqué par la MODER (Mouvement de défense des exploitations

familiales) : « si le gouvernement ne ferme pas immédiatement les frontières et les portes aux importations sauvages et spéculatives. »

Sur ce terrain, la tension demeure. Les transporteurs espagnols bloquent toujours la frontière de La Jonquera et menacent d'étendre leur action aux autres postes, exigeant des autorités françaises le remboursement des dégâts et l'assurance de pouvoir circuler en France en toute tranquillité. Ils refusent cependant d'être escortés par les forces de l'ordre. Du côté des producteurs français, on ne désarme pas puisque, mardi soir, un train transportant des fruits espagnols a été arrêté à Tarascon (Bouches-du-Rhône).

De notre correspondant

(MIN) Saint-Charles. Elle réunissait des représentants des courtiers, groupements, transitaires importateurs, exportateurs et transporteurs pour trouver une solution à la situation explosive consécutive à la crise sans précédent qui frappe les producteurs de fruits et légumes roussillonnais. Les agriculteurs étaient représentés

par le président et le secrétaire général du centre départemental des jeunes agriculteurs. Cette réunion a été houleuse et s'est terminée sans conclusion. L'un des représentants des jeunes agriculteurs a estimé que l'on risquait de s'acheminer « vers un mal agricole ». Mercredi matin, les transporteurs français, par solidarité avec leurs collègues espagnols, ont bloqué depuis 2 heures du matin, toutes les voies menant au MIN et attendant, par ce mouvement prévu pour durer toute la journée, s'opposer à toute expédition de produits agricoles roussillonnais. Ils envisagent même de bloquer la gare de marchandises de Perpignan.

PIERRE GADEL.

## MADRID : indignation et fièvre...

De notre correspondant

Madrid. — Ces derniers jours, l'ambassadeur de France, M. de Margerie, a dû se rendre trois fois au ministère des affaires étrangères pour donner des explications. Une première fois, pour « clarifier » les déclarations de M. Giscard d'Estaing sur la nécessité de retarder l'élargissement du Marché commun ; une autre pour prêter des incidents de pêche au large de la Côte basque ; une troisième enfin pour donner l'assurance que les camionneurs espagnols seraient protégés par la police française.

De sources espagnoles, on jugeait « très satisfaites » les assurances données par l'ambassadeur de France. Mais, à la frontière franco-espagnole, les esprits sont échauffés et la situation explosive. La presse s'indigne comme elle a été incitée la semaine dernière devant l'action du patrouilleur *Ancoche* à l'encontre des pêcheurs de Fontarabie. L'*Ancoche* a confisqué les licences de pêche de plusieurs bateaux. Les pêcheurs ont demandé la protection de la marine espagnole

dont un bâtiment a, semble-t-il, pénétré dans les eaux françaises.

L'hebdomadaire *Cambio 16*, volontiers francophile, donne le ton dans son dernier numéro qui présente en couverture le président français coiffé du képi du général de Gaulle, vêtu du manteau de Louis XIV et affublé des épaulettes de Napoléon. Réveillant les vieux fantasmes, *Cambio 16* écrit : « Vous imaginez-vous notre brillante histoire si la France avait été située par exemple en Australie ? Ni Louis XIV, ni Napoléon, ni les fils de Saint Louis, ni le boyottage de Léon Blum, ni Maréchal, ni Giscard, ni la stupide guerre des concombres. » — (M.A.M.)

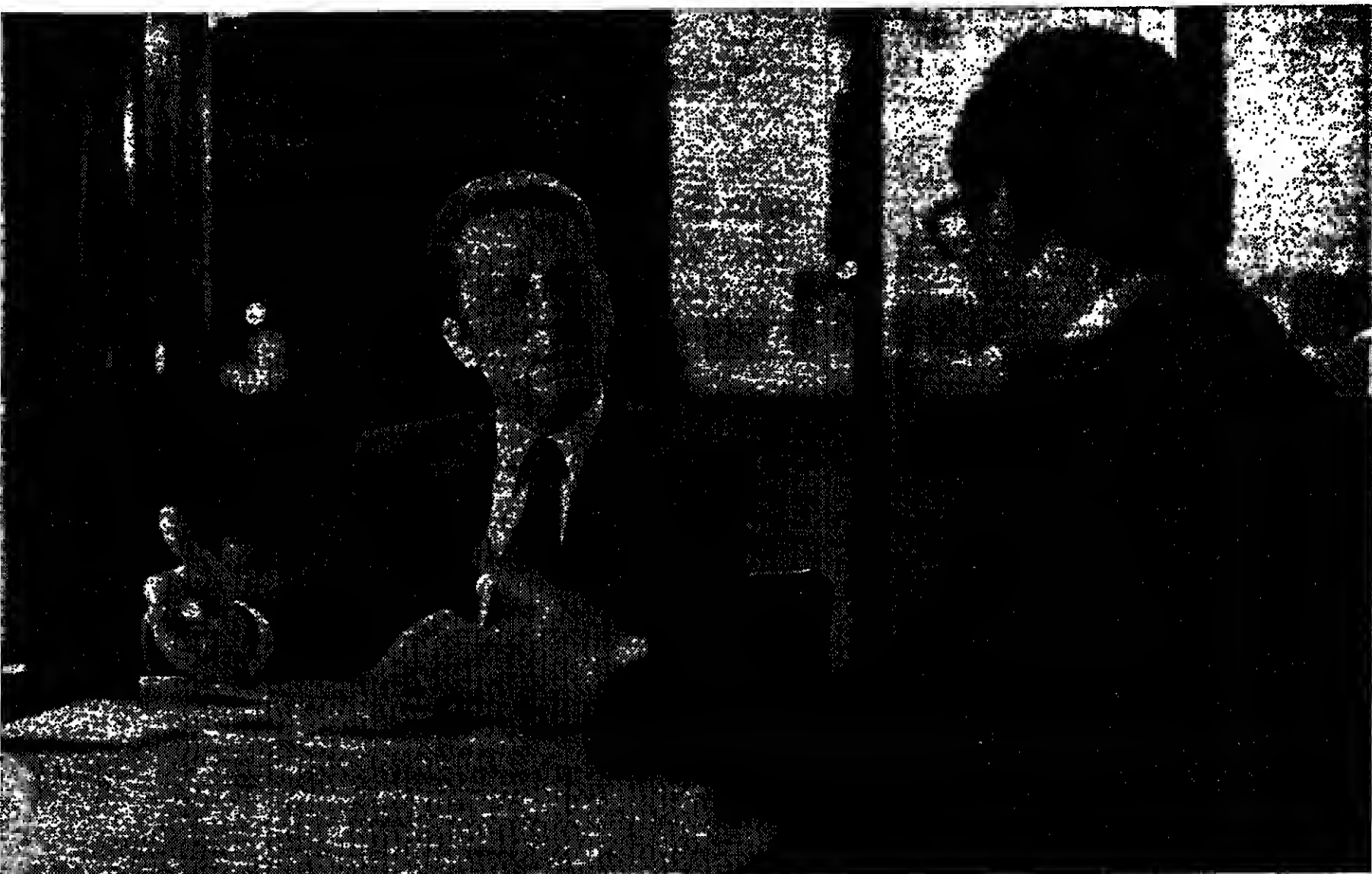
## LE MONDE

est chaque jour à la disposition des lecteurs des éditions d'abonnement

Vous y trouverez peut-être

LES BUREAUX

qui vous renseignent



M. Georges-Adrien Matthey, Président, Fédération Horlogère Suisse.

En tant qu'utilisateur d'or, sur une grande échelle, comment établissez-vous un plan d'achat à long terme?

C'est un problème de plus en plus difficile depuis que l'Afrique du Sud a modifié sa politique de ventes. Bien sûr, la Bourse de Zurich nous tient parfaitement au courant des derniers cours mais ce n'est pas suffisant.

Alors, où vous adressez-vous pour obtenir une vue internationale des tendances du marché de l'or?

La réponse est facile. En lisant le Financial Times.

Europe's  
Business Newspaper

Le Financial Times est imprimé en facsimilé à Francfort depuis janvier 1979. Cette édition internationale est maintenant disponible en kiosque en France depuis le 2 juin 1980.

## M. MONORY : la révision de l'accord de 1970 n'est pas d'actualité.

M. Bapt (P.S., Haute-Garonne) a interrogé le gouvernement, mardi 17 juin, à l'Assemblée, sur « l'accord douanier préférentiel passé avec l'Espagne en 1970, qui a créé une disparité de tarif de 12 % en faveur des produits espagnols ». En réponse, M. Monory, ministre de l'économie, a déclaré : « Il n'existe pas d'accord douanier franco-espagnol, mais un accord commercial qui a été signé en 1970 entre l'Espagne et la C.E.E. pour orienter leurs relations vers la libre-échange. Sa révision a fait l'objet de négociations d'adhésion de l'Espagne au Marché commun. » Il a ajouté : « Actuellement la Grande-Bretagne retient en cause les règles de fonctionnement de la C.E.E., qu'il faut donc réexaminer au fond avant d'envisager l'adhésion de nouveaux pays. Personne ne peut dire combien de temps cela demandera. Cependant la négociation entre la C.E.E. et l'Espagne n'est pas interrompue. Il n'est donc pas d'actualité d'envisager la révision de l'accord de 1970 ; il n'a pas de portée. »

Veillez m'adresser à titre gracieux quelques exemplaires du Financial Times ainsi que vos conditions d'abonnement.

Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ Télex \_\_\_\_\_  
Activité de votre société \_\_\_\_\_

Financial Times (Europe) Ltd, 36 rue du Sentier - 75002 Paris. Nouvelle adresse à partir du 23 06 80. Centre d'Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli - 75044 Paris Cedex 01.











# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LE POUVOIR INTELLECTUEL : « Quid revient le temps des revues », par Yves Florenne ; « Le crâpage des pieux », par Didier Motchane ; la vocation de « Non ».

### ÉTRANGER

3. AFRIQUE : L'annonce de l'ancien président Lolo renonce à regagner Kampala.

4. AMÉRIQUES : Le président Videla divise les militaires.

4-5. PROCHE-ORIENT : « Les États-Unis et l'enjeu iranien », par Eric Rouleau.

6. DIPLOMATIE : Le voyage de M. Carter en Europe.

7-8. ASIE : L'Indonésie : le président Suharto est de plus en plus critiqué par l'opposition.

9. JAPON : la campagne pour les élections du 22 juin.

10. AFGHANISTAN : les attentats se multiplient contre les cadres du régime.

11. EUROPE : La session du Conseil à Prague.

12. OUTRE-MER : La crise aux Nouvelles-Hébrides.

### POLITIQUE

10-11. L'offensive dominicaine et l'interdiction des travaux de l'Assemblée nationale.

12. AU SÉNAT : questions sur la pollution de la mer et du Rhin ; approbation de conventions internationales.

### SOCIÉTÉ

13. Les suites de l'offensive de Broglie.

14-15. ÉDUCATION : la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur au Sénat.

16. SPORTS : Football : le championnat d'Europe des nations.

### ARTS ET SPECTACLES

19. CINÉMA : en colloque du P.S., par Thomas Farnet.

19-20. MUSIQUE : Nois, de Rameau, de l'Opéra royal de Versailles, par Gérard Condé ; les musiciens de studio, par Francis Mornand et Serge Loeuville.

21. THÉÂTRE : Méphisto à la Cartoucherie de Vincennes, par Hervé Guibert.

### EQUIPEMENT

32. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : le président de la République reçoit les élus bretons.

### ÉCONOMIE

33-34. SOCIAL : à la suite de la grève du 12 juin, deux agents E.D.F. de Montargis sont suspendus de leurs fonctions.

LIBRE OPINION : « L'économie et les conseils de prud'hommes », par Gérard Boume et J.-G. Kuhnreich.

36. AFFAIRES : L'automobile.

36 à 38. AGRICULTURE : la tension dans le Languedoc-Roussillon.

### RADIO-TELEVISION (18)

Années classées (28 à 31) : Carnet (18) ; Journal officiel (17) ; Méthodologie (17) ; Mots croisés (17) ; Programmes spectacles (24 à 27) ; Bourse (39).

### IRLANDE

Volé, opérateur.

PARIS - DUBLIN - PARIS

780 f

Tous les jours, de juin à septembre, aller simple possible : 390 f.

\* pour étudiants de moins de 32 ans.

et pour les familles et les étudiants en Irlande, ce prix est plus bas.

Une semaine à Dublin : 630 f.

Circuit d'une semaine à l'autre : 810 f.

Une semaine de vol : 1185 f.

Engagement : séjour en famille, à la ferme, en hôtel, location de voitures, location de bateaux, etc.

USIT, 4 RUE DE VAUGIRARD, 75006 PARIS, 379.85.00

AB C D E F G

## Le lourd déficit commercial n'affecte pas la tenue du franc

quelque 25 milliards en cinq mois

L'annonce de ce déficit commercial record de mai (7,75 milliards de francs après correction saisonnière), n'a pas affecté la tenue du franc, dont le cours par rapport au deutschemark est resté pratiquement inchangé ce mercredi 18 juin (2,33 F pour 1 deutschemark), de fortes entrées de capitaux étrangers continuant à contrebalancer les sorties de devises commerciales.

Le déficit enregistré pour l'ensemble des cinq premiers mois, 28,3 milliards de francs en chiffres bruts et 24 milliards après correction des variations saisonnières, est sensiblement plus lourd que celui qui avait été observé durant les deux dernières mauvaises années : 20 milliards et 23 milliards, respectivement pour l'ensemble de 1974 et de 1976.

La balance commerciale a subi en mai un déficit très élevé : 7,745 milliards de francs en données brutes et 7,320 millions après correction des variations saisonnières. Le taux brut de couverture des importations par les exportations, qui traduit le comportement des échanges extérieurs du pays au sein de la conjoncture internationale, s'est établi à 88,2 %. Il s'agit du taux mensuel le plus faible observé depuis juin 1968 (78,2 %). En valeur corrigée — 84,1 % — il n'a pas été relevé de taux de couverture aussi bas en France depuis vingt ans.

En chiffres bruts, les exportations ont représenté 38 374 millions de francs, en diminution de 13,3 % par rapport à avril et en augmentation de 3,8 % seulement par rapport à mai 1979. Les importations ont, quant à elles, atteint 46 123 millions, en baisse de 0,8 % en un mois et en hausse de 20,4 % en un an. La balance commerciale avait été déficitaire de 2,2 milliards en avril 1980 et de 1,2 milliard en mai 1979.

Après correction des variations saisonnières, les ventes à l'étranger ont représenté 38 328 millions de francs, en diminution de 9,4 % par rapport à avril et en augmentation de 9,1 % par rapport à mai 1979. De leur côté, les achats ont atteint 45 558 millions, en hausse de 2,8 % en un mois et de 26 % en un an. Les échanges extérieurs ont été déficitaires de 2 milliards en avril et de 1 milliard en mai 1979.

Les résultats de mai « ne peuvent être considérés comme pleinement significatifs », souligne le ministère du Commerce extérieur. Cette réflexion est valable pour chaque statistique mensuelle. Le ministère ajoute toutefois que la diminution des exportations s'explique pour une large part par la baisse élevée de jours ouvrables et de jours de travail.

On observe une chute d'ampleur exceptionnelle du nombre de déclarations en douane, principalement à l'exportation. Pour les plus grandes entreprises ou les plus importants opérateurs, ce nombre a baissé de près de 20 % à l'export.

Le mois de mai a eu un « caractère très particulier », a-t-il remarqué le ministère du Commerce extérieur.

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

« L'évidence, les détenteurs de capitaux internationaux — jouent — le franc aux dépens du dollar et même du deutschemark, considéré comme moins sûr qu'en dépit du différentiel d'inflation. Si la balance commerciale et celle des paiements courants, qui inclut les « invisibles », sont en déficit, la balance globale, qui comprend les mouvements de capitaux à court terme, est, elle, équilibrée et même excédentaire. Nul ne sait évidemment pour combien de temps... »

## Les pensions de retraite vont être revalorisées de 6,4 % le 1<sup>er</sup> juillet

Le président de la République a réuni le conseil des ministres, mercredi 18 juin, au palais de l'Élysée. Au terme de la séance, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

### LA REVALORISATION DES PENSIONS

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a présenté au conseil des ministres une communication sur la revalorisation des pensions de retraite.

Il a souligné qu'au cours de cette réunion, le conseil était revenu à sa vocation propre qui est d'évoquer, de manière ouverte, les grands problèmes du moment au niveau de responsabilité le plus élevé dans les neuf États.

C'est ainsi qu'ils ont pu exprimer une position commune sur les situations au Proche-Orient et en Afghanistan, ainsi que sur l'indépendance et la responsabilité le plus élevée dans les neuf États.

Les principaux aspects de la situation économique mondiale ont été examinés, notamment dans la perspective de la rencontre des sept pays industrialisés qui aura lieu à la fin de cette semaine. L'accent a été mis sur les graves conséquences d'une hausse répétée et injustifiée du prix du pétrole.

Le conseil des ministres a aussi traité de la situation des travailleurs manuels, de l'égalité entre hommes et femmes, de la politique européenne de la pêche et de la situation de l'Office franco-allemand.

### NOUVELLES BRÈVES

● Une manifestation à Nice contre le projet Peyrefitte. — A l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T., de la FEN, du Syndicat de la magistrature et du Syndicat des avocats de France, cinq cents personnes environ ont défilé, mardi 17 juin, dans les rues de Nice pour protester contre le projet de loi de sécurité et liberté.

Une vingtaine de magistrats de Nice et de Grasse, ainsi qu'une trentaine d'avocats de Nice participaient à ce cortège. Des tracts ont été distribués aux passants affirmant que le projet Peyrefitte porte atteinte au droit de grève et aux droits de la défense.

● Le mouvement anti-apartheid C.A.O. (46, rue de Valenciennes, Paris-19), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples et l'association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique appellent tous ceux qui sont opposés à l'apartheid en Afrique du Sud à se rassembler devant l'ambassade d'Afrique du Sud le jeudi 19 juin, à 18 heures (58, quai d'Orsay), pour sauver James Mangé, prisonnier politique condamné à mort pour demander la libération de Nelson Mandela, dirigeant de l'A.N.C., et pour exiger la fin de l'occupation coloniale sud-africaine en Namibie.

● Les membres du personnel du Centre Georges-Pompidou, dans un communiqué, manifestent leur inquiétude sur le sort de leur collègue Neisha Mamod, hôtesse d'accueil au Musée national d'art moderne, de nationalité française, arrêtée le 19 mai 1980 en Iran (le Monde du 31 mai), où elle séjournerait pendant son congé annuel.

Année nouvelle sur ses conditions de détention à la prison Evry de Téhéran n'a en effet été donnée à ce jour.

Le personnel du Centre Georges-Pompidou demande que tout soit mis en œuvre pour obtenir la libération de Neisha Mamod.

● Sept Croates ont été condamnés, le mardi 17 juin, pour « terrorisme » à des peines allant de 5 ans à 15 ans de réclusion. Le tribunal de Zagreb a condamné la collusion des inculpés avec des « organisations extrémistes fascistes d'émigrés yougoslaves » installées en Allemagne fédérale.

— (A.F.P.)

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

### LE SOMMET DE VENISE

Le président de la République a informé le conseil des ministres des travaux du conseil européen qui s'est tenu à Venise les 12 et 13 juin.

## La tension franco-espagnole

Les routiers veulent maintenir leurs barrages jusqu'à lundi au moins

PARIS

### LETS ET INDIENS EN RÉVOLTE